

مركزنا من راحل

Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16654 - 7,50 F - 1,13 EURO

JEUDI 13 AOÛT 1998

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

BP-Amoco : la plus grande fusion industrielle de l'Histoire

LA FUSION, annoncée mardi 11 août, des compagnies britannique BP et américaine Amoco donne naissance au troisième groupe pétrolier mondial, derrière Dutch/Shell et Exxon. Cette opération de 290 milliards de francs, payée par échange d'actions, représente la plus grande fusion industrielle jamais réalisée. Elle s'inscrit dans un mouvement généralisé de concentrations dans la finance comme dans l'automobile, dans les télécoms comme dans la pharmacie. Elle intervient au moment où les prix du pétrole sont au plus bas. Le secteur pétrolier n'échappe pas à la pression des actionnaires, qui exigent plus de bénéfices. Cette fusion entraînera une restructuration massive du nouveau groupe BP-Amoco : 6 000 suppressions d'emplois sont annoncées.

Lire page 11

L'islam des talibans s'étend sur l'Afghanistan

● Les « moines-soldats » sont désormais maîtres de l'essentiel du pays ● L'accès au pétrole et au gaz d'Asie centrale est l'enjeu stratégique ● Les Etats-Unis sont soupçonnés d'avoir soutenu les intégristes ● Malgré leur politique liberticide, les talibans ont l'espoir d'être reconnus par l'ONU

LA CHUTE des principaux bastions de l'opposition armée aux talibans vient de permettre à ces derniers de se rendre maître de l'essentiel de l'Afghanistan. Quatre ans après leur soudaine irruption sur la scène politico-militaire, les « étudiants en théologie », ces « moines-soldats » de l'islam, sont désormais en mesure d'imposer le régime islamique le plus intégriste du monde arabo-musulman.

Au-delà des conséquences de cette victoire dans un pays ravagé par vingt ans de guerre, la poussée intégriste a des implications régionales et économiques importantes. L'Afghanistan représente un enjeu stratégique et économique fondamental, lié au sort des réserves pétrolières et gazières du Turkménistan. Des compagnies américaines sont impliquées dans des projets de pipeline permettant de faire transiter par l'Afghanistan pétrole et gaz en direction de l'Océan indien. Un tel projet implique un Afghanistan pacifié et Moscou soupçonne Washington de conti-



nuer d'apporter, dans ce but, son soutien aux talibans, perçus comme un garant de stabilité interne. La Russie s'inquiète de cette « contagion intégriste » aux portes de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Les garde-frontières russes encore stationnés au Tadjikistan et en Ouzbékistan ont été placés en état d'alerte.

Proscrits par la communauté internationale en raison de leur politique, notamment à l'égard des femmes, les talibans risquent de poser un dilemme aux Nations unies. La victoire des intégristes les met en effet en position d'exiger une reconnaissance de leur régime par l'ONU alors que leur pouvoir se radicalise de plus en plus, comme le montre leur décision d'expulser de Kaboul les ONG étrangères dont les activités étaient cruciales pour la population civile.

Lire page 2, nos informations sur les attentats p. 3 et notre éditorial p. 20

La pollution de l'air

■ En France, 22 villes ont dépassé le niveau 2

■ En Allemagne, pour la première fois, des Länder ont interdit la circulation

■ Mme Voynet envisage d'abaisser les seuils d'alerte

Lire page 6



Voyages en utopies
Depuis sept ans, un Américain se bat pour mettre en place une bibliothèque planétaire et virtuelle, accessible gratuitement sur Internet. Troisième de nos voyages en utopies, illustré par Jean-Claude Mézières. p. 9 et notre grand jeu de l'été p. 20

Journée noire sur les marchés
Après un plongeon généralisé des places boursières mondiales, comment revenir mercredi 12 août? p. 20

La Catalogne, atout baroque
Vingt-six communes près de Perpignan se lancent dans une nouvelle formule de développement local, fondé sur le patrimoine. p. 7

Le Lux de Moscou
Rebaptisé Central, le grand hôtel moscovite, lieu de mémoire de l'Internationale communiste, veut oublier les fantômes du Komintern. p. 15

Presse du cœur
Hala I, mastodonte espagnol consacré à l'actualité des stars, devrait devenir Allo pour s'attaquer au marché français, à l'automne. p. 12

Allemagne, 3 DM; Autriche, 9 S; Belgique, 45 F; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 16 KOD; Espagne, 225 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 200 Dr; Irlande, 1,26 £; Italie, 200 L; Luxembourg, 40 F.; Pays-Bas, 10 G.; Portugal, 200 Escudo; Espagne, 166 Ptas; France, 7,50 F; Allemagne, 3 DM; Belgique, 45 F; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 16 KOD; Espagne, 225 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 200 Dr; Irlande, 1,26 £; Italie, 200 L; Luxembourg, 40 F.; Pays-Bas, 10 G.; Portugal, 200 Escudo; Espagne, 166 Ptas; France, 7,50 F.



Dans le ciel sud-soudanais, les mercenaires volants de l'humanité

LOROKHOKIO (Kenya du Nord)
de notre envoyé spécial
Ils s'appellent Frank, Marvin, Pascal ou Youri. Profession : pilote. Signe particulier : mercenaire de l'humanité. Depuis le début du mois de juillet, dans le cadre du renforcement d'Opération Life Soudan (OLS), ils sont plusieurs dizaines à survoler quotidiennement le Soudan du Sud pour larguer des sacs de maïs ou déposer médicaments, huile et matériel dans des conditions parfois rocambolesques; les terrains d'atterrissage n'ayant de piste que le nom.

Ils se trouvent là un peu par hasard. Non que la situation de famine, « en bas », leur indiffère. Disons plutôt qu'ils sont un peu des têtes brûlées et plutôt fous de leurs drôles de machines. Le « job » est d'abord lucratif. Et si la compagnie privée qui les emploie a passé contrat avec l'ONU, va pour ce petit supplément d'âme ! Pour mettre sur pied le plus grand pont aérien de son histoire, le Programme alimentaire mondial a ratissé tout ce qui était susceptible de voler dans la région, étant entendu qu'aucun avion militaire ne peut participer à l'opération. Le résultat est un ensemble hétéroclite

d'engins et d'équipages, dont les propriétaires ne sont pas moins exotiques.

Frank, le Texan, a la sobriété bien frappée, la casquette vissée sur la tête, le chewing-gum dans la bouche. Dix ans sous-mariner dans sa jeunesse, ancien pilote dans l'armée américaine, 15 000 heures de vol... et amoureux du zinc qu'il pilote. C'est sa troisième rotation de la Journée sur Accumum, à près de deux heures de vol de la base. Cette fois-ci, il va larguer dix-huit palettes de 900 kilos chacune : 324 sacs de maïs de 50 kilos. Avec lui, un copilote angolais et un ingénieur philippin. A l'arrière, deux autres Philippines couperont les sangles qui libéreront les palettes au-dessus de l'objectif.

Pour l'instant, ils ont le temps et jouent aux cartes dans la soute. L'Hercule 5 de Frank est l'un des quatre avions qui opèrent à partir de Leki, la base OLS du nord du Kenya pour le sud du Soudan tenu par les rebelles. Sa base d'origine est l'Angola. Il est enregistré à Sao Tomé et possède par trois propriétaires, un Angolais, un Autrichien et un Portugais. Frank s'amuse. Il rentre bien tous les trois mois au Texas, mais qu'y ferait-il toute l'année? « Regarder l'herbe

pousser dans mon jardin ? » Alors, il vole, malgré les conditions difficiles de navigation.

Depuis un mois, le ciel sud-soudanais est, avec quatre-vingt-dix mouvements par jour, le plus encombré de la région. Et sans tour de contrôle. Alors, les pilotes se communiquent leur position par radio. L'exercice est devenu un peu plus sportif avec l'arrivée, dans le ballet aérien, de trois Antonov loués par des organisations non gouvernementales (ONG) à des compagnies ukrainienne, russe et moldave. Problème : les pilotes ne maîtrisent pas très bien la langue de Shakespeare et déjà deux incidents ont failli se produire.

Sans parler du fait que l'un des Antonov, dans sa version militaire, est un largueur de bombes. Celui-ci ne larguera que de la nourriture, mais il ressemble comme un frère à cet autre qui, il y a deux mois - avant le cessez-le-feu -, a lâché des bombes nord-soudanaises, près d'Ajéip, où sont installés des camps rebelles. Mais que valent ces détails quand 2,6 millions de Soudanais risquent de mourir de faim sans une assistance internationale massive ?

Babette Stern

Discrete campagne des sénatoriales

■ AD CREUX de l'été, discrètement, dans trente-huit départements métropolitains - ceux de la série alphabétique A, de l'Ain à l'Indre -, la campagne pour les élections sénatoriales du 27 septembre s'est engagée. Trois sièges sont aussi à renouveler outre-mer, ainsi que le tiers des douze sièges de représentants des Français de l'étranger. De polignées de mains en conversations courtoises, les candidats visitent, sans distinction d'étiquettes, les « grands électeurs » (maires de petites communes et délégués des conseils municipaux des villes). Bref, c'est une affaire de « professionnels » où l'on parle peu de politique nationale et beaucoup des intérêts des départements.

Lire page 5

Eloge de la techno, nouvelle écologie

LA TECHNO n'existe pas. En France, ce nom générique désigne un ensemble très morcelé de musiques électroniques - 1 900 styles et racines selon le magazine spécialisé Coda. Le choc entre organisateurs de rave (les fêtes) et représentants de l'ordre a longtemps noyé la réflexion. En dix ans, la musique techno a pourtant évolué au rythme du monde : à toute vitesse, en s'éparpillant sans jamais quitter sa galaxie d'origine. Elle rencontre aujourd'hui en France un succès que le plus grand rassemblement « officiel » d'amateurs de ce type de musique, la nuit Boréalis de Montpellier (Le Monde du 11 août), est venu confirmer. Que sont donc ces musiques électroniques ?

Profondément ancrées dans l'environnement - lieux de fête choisis avec minutie - et liées à l'évolution des technologies de pointe, elles ont en réalité été enfantées par une génération pour qui les ordinateurs sont l'appendice de l'homme. Ni crainte, ni méfiance ; le zapping sur quarante chaînes de télévision est un acte naturel, comme l'usage du e-mail et du téléphone portable. Beaucoup des DJ, les musiciens techno, tels Laurent Garnier ou Carl Craig,

sont nés aux aurores d'Internet, il y a bientôt trente ans. Ils ont appris à penser en réseaux. Ils ont aussi été des gamins accrochés à leur Game-Boy, livrés à un monde virtuel dont les codes échappent au réel.

Un DJ est le paysan qui cultive le sillon météorique du village global. Il est l'anti-héros moderne. Il ne se laisse pas photographier facilement, il se cache derrière des nappes de fumée ou de lumière lors des soirées. Les artistes techno cultivent l'anonymat par souci de casser les singeries obligées de la « rock attitude ». Ils rejettent la surenchère médiatique façon Oasis, porte-parole de la pop anglaise à succès.

Face au discours globalisant des industries culturelles, la techno oppose avec obstination une hétérogénéité nourrie des défauts du monde moderne : tout phénomène apparu change immédiatement.

Vue depuis les lieux où on la célèbre, la techno reflète le paysage, au sens propre, dans lequel évolue l'humanité d'aujourd'hui.

Véronique Mortaigne

Lire la suite page 10

Lorient, terre d'Asturies



RAMON PRADA

A QUELQUES JOURS de sa clôture, le Festival interceltique de Lorient a vécu une Nuit celtique mémorable, suite symphonique écrite par le compositeur Ramon Prada, vingt-huit ans, dont c'est la première création d'une telle ampleur. C'était le point d'orgue d'une soirée consacrée aux Asturies, province d'un monde celtique pleine forme artistique.

Lire page 17

International	2	Communication	12
France	5	Tableau de bord	12
Société	6	Aujourd'hui	14
Régions	7	Météorologie	16
Carpet	8	Jour	16
Abonnements	8	Culture	17
Horizons	9	Guide culturel	18
Entreprises	11	Radio-Télévision	19

ASIE Les défaites en série que vient de subir l'opposition armée aux talibans bouleversent les données de la guerre afghane, forçant les adversaires des intégristes à se replier dans

leurs bastions traditionnels. Désormais, les ultra-orthodoxes contrôlent les trois quarts du pays alors que les chiites pro-iraniens fuient vers le centre et que les hommes du

commandant Massoud se replient dans la vallée du Panjshir. QUATRE ANS après leur soudaine irruption sur la scène afghane, les talibans sont en passe d'imposer le régime le plus

« pur » du monde arabo-islamique. MOSCOU S'INQUËTE de la possible « contagion intégriste » à la frontière de la CEI. Les dirigeants russes estiment que Washington continue de

soutenir les talibans en raison de l'enjeu du pétrole, représenté par le projet de construction d'un pipeline traversant l'Afghanistan. (Lire aussi notre éditorial page 10.)

L'ordre pur et dur des talibans s'étend sur l'Afghanistan

Les ultra-orthodoxes islamistes ont contraint les seigneurs de guerre à se replier dans la désunion sur leurs bastions traditionnels ou à s'enfuir. La Russie semble prendre son parti de la défaite de ses alliés

ISLAMABAD

de notre envoyé spécial
Lancée il y a un mois avec la prise de Maidana, capitale de la province du Fariab, à l'ouest, la première grande offensive de l'armée des talibans, qui vient de se poursuivre par la prise de Mazar-i-Sharif au nord et de Taloqan à l'est, bouleverse les données de la guerre afghane. Démembrée, l'opposition se replie sur ses bastions géographiques traditionnels : les chiites du Hezb-i-Wahdat dans leur massif montagneux du Hazarajat, les Tadjiks et ralliés du commandant Ahmed Shah Massoud vers la vallée du Panjshir, le reste des Ouzbeks du général Abdoul Rashid Dostom étant accueilli à Haïratan, à la frontière de l'Ouzbékistan.

Sur la trentaine de provinces que compte l'Afghanistan, les talibans passent en contrôlant plus des trois quarts et certaines, comme celle du Badakhshan, ne sont pas loin de basculer en leur faveur. Au nord de Kaboul, les communications entre les chiites et le commandant Massoud sont aujourd'hui menacées et les talibans sont en passe d'isoler leurs deux adversaires dans leurs forteresses respectives.

Celles-ci peuvent sans doute les protéger quelque temps, mais elles risquent aussi de les étouffer. Avec la chute, mardi, de l'aéroport de Taloqan, le commandant Massoud a perdu sa principale voie d'approvisionnement en provenance du Tadjikistan. La seule qui lui reste n'est praticable qu'une partie de l'année et, de surcroît, à pied ou à dos d'âne. Les chiites disposent encore de l'aéroport de Bamian mais,



outre le fait que son accès risque d'être plus risqué, celui-ci n'est pas utilisable en hiver.

VINGT ANS DE GUERRE

L'effondrement de l'opposition, qui a surpris tout le monde par son ampleur et sa rapidité, reste, à ce stade, inexplicable. Mais la première cause de cette déroute réside sans aucun doute dans ses divisions et dans l'incapacité de ses chefs respectifs à faire front commun et à développer une stratégie de nature à donner confiance à leurs troupes. Face aux talibans engagés dans leur « guerre sainte », la motivation des troupes de l'opposition a sans doute fait défaut. On peut égale-

ment penser que la population, exténuée par vingt ans de guerre, d'anarchie et d'insécurité, était prête à laisser faire, dans l'espoir de la paix, les combattants du Hezb-i-Wahdat, qui contrôlaient Mazar-i-Sharif, étaient devenus largement impopulaires parmi la population de la « capitale » du nord afghan.

La transformation progressive des talibans en ce mouvement conquérant ne s'est pas faite miraculeusement. Le rôle du Pakistan, et en particulier de ses services spéciaux, ISI, a été déterminant. Si cette aide, que dément Islamabad, n'a jamais pu être formellement prouvée et n'implique sans doute pas un engagement direct de l'ar-

mée pakistanaise, il reste que celle-ci a été très active à divers niveaux. « Le Pakistan assure le plus important, affirme un expert militaire, les trois "C" : commandement, contrôle et communications. » « L'ISI a été active dans trois domaines, explique, dans un livre récent, Antony Davis, l'un des meilleurs spécialistes de la guerre afghane, l'aide logistique, l'entraînement et le planning des opérations. Le jeu des alliances a permis aux talibans de récupérer des officiers de l'ancienne armée afghane. »

AIDE EXTÉRIÈRE

L'aviation des talibans - une vingtaine de chasseurs, des hélicoptères et des avions de transport - a bénéficié, ces derniers mois, d'une remise en état, impossible sans aide extérieure, souligne l'expert militaire. Impossible de savoir avec certitude le nombre d'hommes dont disposent les talibans. Le chiffre peut varier en fonction de l'arrivée des madrasas (écoles religieuses) du Pakistan de milliers de jeunes à qui on fait appel dans les grandes campagnes, comme c'est le cas actuellement. Antony Davis estime que, fin 1996, ils disposaient de 30 000 à 35 000 hommes.

S'il existe, dans l'administration talib, un ministère de la défense et des commandants militaires de région, les hauts responsables ne sont pas des militaires mais des mollahs. Les militaires, au sens strict du terme, encadrent directement la troupe. Les forces combattantes talibanes ne sont pas organisées comme une véritable armée et viennent de trois horizons différents : les anciens moudjahidines,

qui livraient la guerre sainte contre l'occupant soviétique, et qui sont rassemblés selon les structures tribales ; les anciens de l'armée afghane, qui sont des professionnels et forment le corps des officiers ; enfin, les véritables talibans, ces jeunes qui ont une formation militaire de quelques semaines ou de quelques mois.

Face aux talibans, les trois composantes principales de l'oppo-

Estimées entre 3 000 et 5 000 hommes à Mazar-i-Sharif, les forces du Hezb-i-Wahdat chiite comptent peut-être, au total, jusqu'à 10 000 hommes.

Le « noyau dur » des forces du commandant Massoud est, pour sa part, estimé à environ 3 000 hommes, plus quelques milliers d'autres dont la loyauté est plus sujette à caution. Le « lion du Panjshir » dispose de moyens aé-

L'offensive continue

Après avoir consolidé leur présence à Taloqan, prise mardi 11 août pratiquement sans combats, sur les forces du commandant Ahmad Shah Massoud, les talibans ont affirmé mercredi s'être emparés, lors d'une offensive nocturne, des localités de Pul-i-Khumri et Nahrin, dans la province de Baghlan, au nord de l'Afghanistan. Ils affirment poursuivre leur offensive dans deux directions : au nord de Taloqan, vers la ville de Khwajaghar et au sud vers Samangan, Baghlan, Bamian et la province de Kapisa.

Par ailleurs, contrairement aux informations rapportées mardi par l'agence américaine de presse AP, l'ancien premier ministre afghan Gulbuddin Hekmatyar n'a pas été tué dans le nord-est du pays. Il s'est exprimé mardi à la radio iranienne. L'Iran a affirmé pour sa part que ses onze diplomates enlevés par les talibans à Mazar-i-Sharif, ainsi qu'un journaliste, étaient « sains et saufs ».

tion ne sont pas non plus de véritables armées. La seule force calquée sur le modèle militaire était celle du général Abdoul Rashid Dostom, qui est aujourd'hui réduite, selon des estimations difficilement vérifiables, à un maximum de deux mille soldats qui combattent de sa base à Haïratan, sur la frontière de l'Ouzbékistan. Le général Dostom, dont on ignore s'il se trouve toujours en Afghanistan, a perdu son aviation lors de la prise de sa base aérienne de Sheberghan.

Françoise Chéreau

La Russie réagit mollement à l'avancée des « étudiants en théologie » vers les pays d'Asie centrale

MOSCOU

de notre correspondant
Les réactions de la Russie et de ses alliés d'Asie centrale à la nouvelle poussée des talibans dans le nord de l'Afghanistan n'ont pas eu la vigueur de celles qui suivirent, l'an dernier, la première avancée des « étudiants » sur Mazar-i-Sharif. Moscou avait alors convoqué un sommet d'urgence au Kazakhstan et le candidat à la présidence, Alexandre Lebed, ignorant les conventions diplomatiques, avait appelé à « renforcer le soutien militaire » à la résistance afghane contre les talibans. Mais aujourd'hui, les dirigeants russes luttent pour leur survie politique menacée par la crise financière, qui les rend plus vulnérables que jamais face aux Etats-Unis. Or, l'intérêt des Américains est que l'Afghanistan soit « pacifié », quitte à ce que cela soit sous la férule des talibans. Washington garde, en effet, un objectif central dans la région, estime-t-on à Moscou : empêcher l'Iran, allié régional de la

Russie et adversaire résolu des talibans, de contrôler les futures voies d'exportation des ressources énergétiques de l'Asie centrale.

L'enjeu reste le sort des vastes réserves de gaz du Turkménistan, qui borde l'Iran et l'Afghanistan. Gazprom, le « bras armé » de la diplomatie russe, fait tout pour que ces réserves ne supplient pas les siennes et empêche même, depuis le printemps 1997, l'exportation de gaz turkmène par le gazoduc menant vers la Russie, le seul de grosse capacité dont dispose le Turkménistan. Pris à la gorge, ce dernier imagine depuis six ans des voies alternatives, dont le projet de gazoduc menant au Pakistan via l'Afghanistan, marqué par un contrat signé il y a plus de deux ans avec la société américaine Unocal et la saoudienne Delta Oil. Les premiers succès des talibans furent donc attribués au soutien qu'ils reçurent des Américains, des Pakistanais et des Saoudiens. Que ces pays continuent à soutenir

les « étudiants » est perçu à Moscou comme une donnée de base, même si officiellement, rien n'est dit contre Washington.

Les Etats-Unis avaient tenté au printemps dernier une médiation entre les talibans et leurs ennemis afghans de l'Alliance du nord, « mais le Pakistan a réussi à la saboter », a déclaré, mardi 11 août, Abdoulwahab Asséf, ambassadeur à Moscou d'un gouvernement afghan désormais en exil, même si le mot n'est pas prononcé. Affirmant que la nouvelle offensive a été montée « sous le commandement du Pakistan et avec une participation directe de ses forces armées », M. Asséf a, pour la première fois, parlé « d'occupation » de ce pays par les Pakistanais. Comparant ceux-ci aux anciens « envahisseurs britanniques et soviétiques », il a appelé « tous les groupes ethniques et religieux du pays à s'unir une nouvelle fois contre l'occupant ». Mais alors qu'à Kaboul, un porte-parole des talibans

affirmait, mardi, que la prise de Mazar-i-Sharif était tout entière à retarder le projet de gazoduc trans-afghan, M. Asséf lui répondait à Moscou que « les Afghans ne sont pas contre le gazoduc, mais n'acceptent jamais qu'il soit construit au prix de leur sang ».

APPEL À LA RÉSISTANCE

Cet appel à la résistance sera-t-il suivi ? Suffisamment pour continuer à troubler les projets américano-turkméno-pakistanaïses de gazoduc. Mais des observateurs à Moscou ont estimé que la victoire des talibans était à mettre au compte de la désunion de leurs adversaires. Les « élites », au sein des Tadjiks et des Ouzbeks afghans ont déjà fui leur pays vers le Tadjikistan et l'Ouzbékistan voisins, ou vers la Russie. Les précédentes poussées des talibans avaient provoqué des plans d'urgence dans ces pays pour accueillir un afflux de réfugiés. Or, rien de tel aujourd'hui. Moscou a bien dé-

pêché, la semaine dernière, son chef d'état-major, Anatoli Kvachnine à Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan. Mais le seul résultat de ses entretiens sur place a été un communiqué appelant à les talibans à négocier avec leurs adversaires. Rejetés à Kaboul comme n'étant qu'une « tentative vaine de défendre des communistes en déroute », cet appel fut suivi par la prise de Mazar-i-Sharif. La Russie se borne donc à publier des communiqués dénonçant le « danger de contagion islamiste » venant du sud et mettant en garde les talibans contre toute tentative de franchir les frontières sud de la CEI, où les gardes-frontières russes seraient « mis en état d'alerte », mais non renforcés. Alors que les talibans, tout à leur espoir d'obtenir une reconnaissance internationale, devraient moins que jamais avoir l'esprit d'aller se fourvoyer dans des territoires qui leurs sont ethniquement étrangers.

Sophie Striub

Entre Big Brother et Mahomet, l'étrange histoire des « moines-soldats » de l'Islam

Il y a quatre ans, les talibans n'existaient pas. Aujourd'hui, ils sont en position de mettre l'ensemble de l'Afghanistan en coupe réglée, un Coran dans une main, une Kalach-

ANALYSE

Les talibans opposent une vision messianique aux traditions tribales d'un pays éclaté

nikov dans l'autre. Ils n'existaient pas, c'est-à-dire qu'ils ne formaient pas ce mouvement constitué, fédérateur, qui a réussi à l'emporter sur des seigneurs de la guerre engagés, à partir de l'été 1992, dans un sanglant règlement de comptes interactions, dès la chute du dernier gouvernement communiste afghan.

Les « étudiants en théologie » étaient pourtant présents en Afghanistan au moment de l'occupation soviétique. Mais on ne pouvait les identifier clairement dans la mouvance des différentes organisations du Djihad, la guerre sainte contre l'infidèle. Réunis autour du mollah Omar, un chef borgne, blessé durant

la guerre, ils vont émerger à l'automne 1994, alors que l'économiquement grandit dans le pays devant les exactions de groupes fondamentalistes dont les constantes rivalités n'ont plus rien à voir avec l'Islam au nom duquel ils prétendent se battre.

Le premier coup d'éclat des talibans, certes modeste, est cependant un coup de maître qui donne aussitôt le ton de leur ambition et annonce de futurs succès : ils diffusent un convoi de camions intercepté par des soldats perdus des ex-groupes moudjahidines. Le fait que le convoi soit pakistanaïse et appartienne à la National Logistics Cell, couverture de l'armée pakistanaïse pour assurer transports d'armes et de drogue au moment de la guerre antisoviétique, n'est évidemment pas un hasard : les « étudiants » sont, dès le début, un instrument d'Islamabad, soucieux d'imposer, de l'autre côté de la frontière, une pax pakistanaïse conforme à ses intérêts.

Mais les « étudiants », manipulés par les Pakistanais, ne sont pas pour autant de simples fantoches : le mouvement qu'ils déclenchent va bientôt se transformer en une opération de nettoyage, provoquant re-

tournements, ralliements et renversements d'alliances. Les nouveaux venus sont accueillis en libérateurs dans les villes et les villages où ennemis d'hier et civils hissent le drapeau blanc talib, portant la devise : « Il n'y a de Dieu que Dieu et Mahomet est son prophète. » Devant eux, les bastions de leurs anciens collègues de l'ex-résistance à l'armée rouge tombent les uns après les autres, sans pratiquement qu'aucun coup de feu ne soit tiré. L'ancienne capitale royale de Kandahar est prise en novembre 1994. La grande ville d'Herat en septembre de l'année suivante. La capitale orientale de Jalalabad, à l'automne 1996 et enfin, en septembre, Kaboul.

L'ORDRE TALIB

Certes, beaucoup déchantent vite quand ils comprennent ce qu'ordonne talib. Mais alors que l'Afghanistan entre dans sa dix-huitième année de guerre, les talibans symbolisent soudain l'espoir de la paix retrouvée, de la sécurité. Et c'est bien ce qui se passe : les nouveaux maîtres, les yeux cerclés de khol, enturbannés, souvent vêtus de noir, parhousiers austères originaires

des campagnes du Sud afghan, sont aussi inflexibles qu'honnêtes. Les maisons confisquées par des « commandants-guérilleros », qui avaient eu trop tendance à confondre guerre sainte et enrichissement personnel, sont rendues à leurs propriétaires. L'ordre est imposé. Les milices sont désarmées.

Mais l'ordre se paie cher. Au fil des mois, les nouveaux « moines-soldats » de l'Afghanistan post-communiste vont imposer un régime à nul autre pareil en terre arabo-musulmane. Leur but : mettre sur pied l'Emirat islamique - le plus « pur » de la planète. Au nom de la loi et l'ordre, Ubu est soudain roi dans Kaboul. Interdiction aux femmes de travailler et de sortir non vêtues, interdiction de jouer, port obligatoire et millimétré de la barbe, interdiction de fumer à l'occidentale, de se promener sans couvre-chef, de mettre des oiseaux en cage, de jouer au cerf-volant, de regarder des films vidéo, d'écouter de la musique non religieuse, etc.

Les talibans ne doutent de rien parce qu'ils ne doutent pas. Le Coran est tout à la fois une aune et une référence. Tout ce qui y est écrit doit

être appliqué car le Saint Livre répond à toutes les questions. Même si le discours talib n'est pas forcément choquant en cette terre afghane où, dans les campagnes, les filles n'allaient de toute façon pas à l'école, et où les femmes étaient, la plupart du temps, strictement confinées à la maison ou à l'abri du tchadri, ce voile afghan les couvrant de la tête aux pieds avec un grillage de tissu en guise d'ouverture sur l'extérieur.

« PURIFIER » L'ISLAM

Mais, en tant que mouvement, les talibans sont singuliers. Les autres groupes « fondamentalistes », pour extrêmes que certains soient, sont issus d'une tradition de réforme islamique radicale, née en Inde au début du siècle et quasi contemporaine, en Égypte, du mouvement des Prêtres musulmans. Idéologiquement, ces « révolutionnaires » ont cherché à combiner le retour à la lettre du Coran en tenant compte des acquis de la modernité occidentale. Les talibans s'inscrivent, eux, dans une toute autre tradition : l'école de Déobandi, ville du nord de l'Inde où s'est créée, à la fin du XIX^e siècle, un séminaire de mollahs

orthodoxes obsédés par l'idée de « purifier » l'Islam de toute influence étrangère.

Résultat, ces soldats-paysans venus des campagnes, avec le Coran pour toute éducation culturelle, veulent « punir » la ville, notamment Kaboul, devenu le « laboratoire » de leur projet. Châtier cette ville « décadente » au temps de la monarchie et « pervertie », sous les communistes, par les suppôts dangereusement bornés de marxistes qui révalent d'un Afghanistan soviétisé. Aujourd'hui, à la logique simplement tribale d'un pays éclaté où le pouvoir central ne pouvait jamais garder sa légitimité qu'en s'appuyant sur les tribus - ou en les asservissant -, les talibans opposent une logique messianique et universelle que symbolise leur mahl, leur « guide » : le tout-puissant mollah Omar, chef suprême que l'on ne voit jamais, que l'on n'entend pas, qui n'apparaît jamais en public mais qui, tel le « Big Brother » de Georges Orwell, est présent partout et mille part tout en servant de référence ultime et oblige.

Bruno Philip

مذا من لامل

Les Etats-Unis avertis de menaces terroristes

Après les attentats de Nairobi et de Dar es-Salaam, Washington a renforcé la sécurité de ses installations à l'étranger et « suspendu brièvement » l'activité d'une demi-douzaine d'ambassades. Quatorze suspects ont été arrêtés en Tanzanie

Quatorze étrangers, dont six irakiens et six Soudanais, ont été arrêtés par la police tanzanienne dans l'enquête sur l'attentat anti-américain de vendredi à Dar es-Salaam (10 morts), tandis que le bilan de l'autre at-

tentat, commis dans la capitale kényane, Nairobi, s'est alourdi, mardi 11 août, à 248 morts. A Washington, le département d'Etat a fait état d'informations selon lesquelles les intérêts américains étaient menacés en Egypte, au Yémen et en Malaisie. Une demi-douzaine d'ambassades ont également été temporairement fermées depuis le double attentat de vendredi pour améliorer leur sécurité. Le FBI, qui a décapé 175 ex-

pers supplémentaires à Nairobi et à Dar es-Salaam, a affirmé avoir « réuni des preuves, des enregistrements de voyage ». « Nous avons de bonnes pistes », a déclaré le porte-parole du FBI, Paul Bresson.

Somaliens, selon le directeur du service d'enquête criminelle de Tanzanie, Adadi Rajab. M. Rajab a indiqué que les premiers éléments de l'enquête de la police avaient révélé que les suspects étaient entrés dans le pays en simples visiteurs, sans préciser dans quel but.

Adadi Rajab dispose d'une équipe de cinq enquêteurs qui mènent des investigations conjointement avec les agents du FBI (la sûreté fédérale américaine), dirigés par Ken Asai, chef du bureau fédéral à Washington. Le FBI a annoncé qu'il envoyait des effectifs supplémentaires pour participer aux enquêtes sur les deux attentats. Ces renforts porteront à plus de 175 les personnels du FBI assignés à ces enquêtes.

Le bilan des deux attentats s'élève désormais à 258 morts, dont 248 à Nairobi, et 4 923 personnes ont été blessées, dont 244 sont toujours hospitalisées. Quant au bilan de l'attentat à Dar es-Salaam, il reste inchangé, avec 10 morts et 70 blessés. Parlant sous couvert d'anonymat, un haut responsable américain a indiqué mardi que les enquêteurs suspectaient l'utilisation d'un puissant explosif, le Semtex, dans les deux attentats.

L'organisation islamiste el Moujahidoun (les exilés) a appelé mardi les musulmans à rejeter l'offre de récompense d'un montant de 2 millions de dollars (12 millions de francs) faite par le gouvernement américain pour toute information sur les deux attentats. « Musulmans, le gouvernement américain vous propose un pot-de 2 millions de dollars pour espionner vos frères, mais ceci vous conduira en enfer », a affirmé le mouvement dans un communiqué. (AFP, Reuters.)

LES ETATS-UNIS ont été avertis, mardi 11 août, de menaces d'attaques terroristes contre des installations américaines en Egypte, au Yémen et en Malaisie, selon le département d'Etat, tandis que le bilan des attentats anti-américains du 7 août au Kenya et en Tanzanie ne cessait de s'alourdir, avec 258 morts et près de 5 000 blessés.

D'après le département d'Etat, les « menaces » contre les intérêts américains « pourraient comprendre des attaques contre des bâtiments » américains, a indiqué un porte-parole. « Tous les ressortissants américains dans ces pays doivent se montrer vigilants et revoir leur attitude en ce qui concerne la sécurité. »

D'autre part, d'après le sous-secrétaire d'Etat chargé des affaires administratives, Patrick Kennedy, les activités d'« une demi-douzaine » d'ambassades américaines « dans plusieurs régions » ont été « suspendues brièvement », le temps de faire « les ajustements nécessaires en matière de sécurité pour être capable de répondre à une menace ». « Nous ne ferons pas d'ambassades de manière permanente, nous ne partons pas », a insisté M. Kennedy, précisant que parmi ces aménagements figuraient la pose de caméras de sécurité ou de grilles et la mise en place de personnel supplémentaire pour surveiller et protéger les lieux. M. Kennedy a aussi indiqué que les Etats-Unis étaient en train de revoir le classement de leurs ambassades, en fonction des risques d'attaque. Ce classement détermine les fonds alloués pour des aménagements de sécurité.

Un responsable du département d'Etat parlant sous couvert d'anonymat avait auparavant annoncé



que le personnel et les activités du bureau de l'USAID (agence américaine pour l'aide au développement) au Caire avaient été transférés dans les locaux principaux de l'ambassade américaine, par mesure de précaution. D'ores et déjà, l'ambassade américaine en Malaisie a renforcé son dispositif de sécurité.

D'après le Pentagone, le chef d'état-major interarmées de l'armée américaine, le général Henry Shelton, a ordonné un examen des mesures de sécurité qui protègent toutes les installations militaires des Etats-Unis dans le monde. Si le nombre des attaques dirigées contre les personnels militaires et diplomatiques américains à l'étranger a fortement reculé ces dernières années - passant de deux cents en 1986 à seulement huit en 1997 -, c'est, selon un

porte-parole du Pentagone, grâce à « l'attention accrue portée aux questions de sécurité, aux activités de renseignement et à la vigilance croissante des soldats et des diplomates dans le monde entier ».

Le président Bill Clinton a affirmé mardi que les Etats-Unis ne se désengageraient pas de la scène internationale. « Je sais que, quand quelque chose comme cela arrive, c'est effrayant pour les gens », a déclaré M. Clinton, à l'occasion d'un discours sur l'environnement prononcé à San Francisco. Mais il est important que les Américains envoient « au monde un message très clair sur le fait que nous n'allons pas abandonner notre opposition au terrorisme ». M. Clinton a décidé d'écouter sa tournée à travers les Etats-Unis et devait être mercredi de retour à Washington.

OFFRE DE RECOMPENSE Recevant les condoléances des ambassadeurs africains en poste à Washington, la secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, a abondé dans le même sens. « Nous ne nous laisserons pas intimider », a déclaré M^{me} Albright, soulignant que Washington voulait « construire une relation nouvelle et solide avec une Afrique nouvelle ». Elle a souligné l'importance pour l'Amérique et ses « partenaires et amis africains » de lutter ensemble contre le terrorisme.

La police tanzanienne a affirmé mardi avoir arrêté au total quatorze suspects. Il s'agit de six irakiens, six Soudanais, un Turc et un

Kenya : 3 milliards de francs de dégâts, selon M. Moi

L'attentat qui a visé l'ambassade américaine à Nairobi a fait plus de 500 millions de dollars de dégâts (3 milliards de francs), a estimé mardi 11 août le président kényan, Daniel arap Moi, qui était accompagné des principaux leaders de l'opposition sur les lieux de la tragédie. « Tous les secteurs du pays ont été affectés », a dit le président kényan à ses sametseurs qui commencent de déblayer les ruines. D'autre part, d'après le quotidien israélien Haaretz, les Etats-Unis ont été avertis de l'existence d'un attentat à l'explosif contre leur ambassade à Nairobi peu avant que celui-ci ne se produise. « Une personne se trouvant en liaison avec Israël avait mis en garde les Etats-Unis », a affirmé mercredi le journal. (AFP.)

La situation au Kosovo a été examinée avec pessimisme par l'ONU

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondant. « C'est triste à dire mais je ne vois aucune raison d'être optimiste au Kosovo, le président serbe, M. Milosevic, continue de faire des promesses, comme d'habitude, et continue de ne pas les respecter, comme d'habitude. » Danilo Turk sait de quoi il parle. L'ambassadeur slovène, qui représente la première République à avoir gagné son indépendance de Belgrade, présidé, pour le mois d'août, le Conseil de sécurité. Il n'envisage pas de dénouement convenable pour le conflit qui oppose les forces serbes aux Albanais du Kosovo : « Je ne vois pas de solution à cette guerre à ce stade », a-t-il déclaré dans un entretien au Monde, mardi 11 août. « On verra la fin de cette guerre, peut-être, lorsque les combattants seront fatigués de se battre. »

Quant à une intervention militaire de l'Occident, M. Turk l'estime « improbable ». Interrogé sur les initiatives du groupe de contact, il dit constater « que leurs envoyés divers et variés projettent de temps à autre de l'optimisme, basé sur ce que je ne sais quoi ». Selon l'ambassadeur slovène, les six pays membres du groupe de contact ont fait « preuve de beaucoup d'individualisme et le résultat jusqu'à maintenant a été une série d'initiatives mal coordonnées et une multiplication d'envoyés spéciaux ». Pour M. Turk, l'attitude américaine semble « peu claire ». Ils comptent peut-être, dit-il, « sur une solution à la Dayton [les accords de Dayton, aux Etats-Unis, avaient mis fin à la guerre en Bosnie] pour ce conflit. C'est possible ». Il ajoute toutefois que Washington semble moins réticent « depuis quelques jours à voir le Conseil s'impliquer » dans la crise du Kosovo.

De plus en plus de diplomates à l'ONU se posent des questions sur les véritables motivations des pays membres du groupe de contact. « Même si les Russes n'ont pas d'intérêt particulier au Kosovo », explique un diplomate occidental de rang élevé qui requiert l'anonymat, c'est un endroit « où ils peuvent encore montrer qu'ils

comptent ». Quant à l'opposition de la Russie à l'adoption d'une résolution autorisant l'usage de la force par l'OTAN, ce diplomate se demande si cette opposition « n'arrange pas en vérité les Américains qui n'ont pas du tout envie de garantir l'application d'un plan éventuel de paix, ce qu'ils seront obligés de faire si jamais ils interviennent militairement au Kosovo ». « Et, poursuit notre interlocuteur,

Violents combats dans l'Ouest

De très durs combats ont eu lieu, mardi 11 août, dans la région de Djakovica, à l'ouest du Kosovo. Des milliers de séparatistes albanais de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) opposaient « une très, très forte résistance » aux forces serbes dans le village de Glodjane, selon des sources serbes qui estiment que l'UCK dispose dans l'ouest du Kosovo, près de la frontière avec l'Albanie, de son dernier bastion réellement organisé, après avoir subi dernièrement une série de défaites dans d'autres parties de la province. Des responsables policiers de la région ont indiqué que la plupart des combattants qui ont fui la région de Malisevo fin juillet s'étaient repliés vers l'ouest et se trouvaient à présent dans un triangle délimité par les villes de Pec, de Klina et de Djakovica. Toujours dans l'Ouest, la police assiège depuis le 26 juillet quelque 700 rebelles, ainsi que plusieurs centaines de civils, dans le village de Junik. (AFP.)

que voulez-vous que des pays comme le Bahreïn, le Costa Rica ou encore le Kenya fassent, alors que des pays européens directement concernés ne peuvent ou ne veulent rien faire ? »

force par les forces de sécurité de Belgrade ». Dans une déclaration à la presse, mardi, le président du Conseil de sécurité a aussi appelé à un cessez-le-feu « immédiat » en rappelant « les engagements pris » par le président yougoslave, Slobodan Milosevic, envers la communauté internationale. Lors de la réunion à huis clos du Conseil, treize des quinze pays membres ont exprimé « sans ambiguïté » leur indignation devant les violations des droits de l'homme par les forces serbes. Peu de pays ont cependant soutenu l'ambassadeur français, Alain Dejammet, dans sa proposition d'adoption d'une résolution menaçant Belgrade d'une opération militaire.

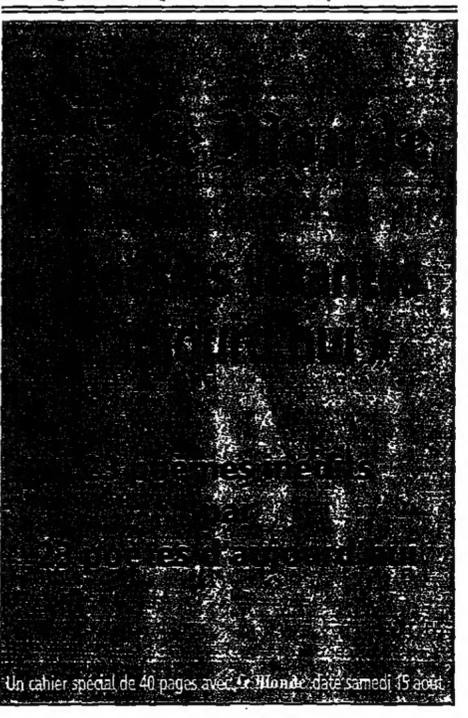
Pour la Chine, le conflit au Kosovo reste « une affaire intérieure », hors de la compétence du Conseil. Moscou, pour sa part, reste fermement opposé à l'adoption d'une résolution autorisant l'usage éventuel de la force par l'OTAN. Selon le représentant russe, la situation au Kosovo « n'est pas blanche ou noire ». Que le Conseil penche d'un côté, estime Youri Fedotov, serait traduit dans la région comme un appui aux Albanais du Kosovo. Par ailleurs, bien que des informations sur l'existence de « charniers » ne soient pas confirmées, plusieurs délégations membres du Conseil ont fait état de leurs préoccupations à ce sujet. Le secrétaire général de l'ONU a pour sa part condamné, mardi, « la politique de terre brûlée » des forces serbes. Kofi Annan « condamne de telles pratiques et presse les forces de sécurité de la RFY de ne pas se livrer à de tels actes de destruction gratuits ».

M. Annan se dit aussi « extrêmement préoccupé » par la situation humanitaire. Selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, plus de 200 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur de la RFY depuis le début du conflit, en février. « La communauté internationale risque une fois de plus de se trouver placée dans une position où elle ne peut réagir que sur les symptômes d'un conflit par

l'intermédiaire de ses organismes humanitaires », écrit le secrétaire général dans son dernier rapport sur le Kosovo. Etant donné « la composition ethnique des pays voisins, je ne peux que me montrer pessimiste face à la situation », écrit M. Annan. Il conclut son rapport en demandant au Conseil de sécurité d'examiner la question du Kosovo « non pas de manière isolée », mais en prenant « pleinement en considération le vaste contexte régional dans lequel elle s'inscrit ». Présenté au Conseil de sécurité mardi, le rapport du secrétaire général relève que l'em-

bargo sur les armes, décrété en mars par le Conseil, et qui interdit la fourniture d'armes à la République fédérale de Yougoslavie, n'a pas été respecté. Selon le secrétaire général, les grandes organisations régionales européennes « qui avaient pourtant déclaré » leur volonté de contribuer activement à la surveillance de l'embargo ont manqué de leurs responsabilités : « Le montant global des contributions annoncées ne permet pas de mettre en place un régime global de surveillance », écrit-il.

Afsané Bassir Pour



Un cahier spécial de 40 pages avec 12 illustrations date samedi 15 août.

Les rebelles anti-Kabila assurent progresser vers Kinshasa

ALORS QUE LA REBELLION affirme se rapprocher de Kinshasa, le président Laurent-Désiré Kabila a de nouveau accusé, mardi 11 août, le Rwanda et l'Ouganda de soutenir les insurgés banyamulenges (Congolais tutsis d'origine rwandaise) et d'avoir envahi la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre). Récusant les démentis de Kigali et Kampala, M. Kabila a qualifié les dirigeants rwandais et ougandais, Paul Kagame et Yoweri Museveni, de « gros menteurs » et de « manipulateurs ».

L'ambassadeur de la RDC auprès des Nations unies, André Kapanga, a appelé l'ONU et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à demander le retrait immédiat des troupes ougandaises et rwandaises du territoire congolais. « Des colonnes de combats militaires rwandais armés ont violé les frontières congolaises afin de s'emparer des villes de Goma et de Bukavu », a affirmé M. Kapanga. L'ONU et l'OUA devraient, selon lui, ouvrir une enquête sur l'agression contre le Congo et la conduire de façon indépendante et objective.

A New York, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a déploré mardi une série d'incursions aux frontières de la RDC au cours desquelles le personnel humanitaire avait été pris pour cible. « Il est inquiet des violations de l'intégrité territoriale de la RDC et des actes d'intimidation et de violence à l'encontre du personnel humanitaire et d'autres représentants internationaux », a expliqué un porte-parole de l'ONU. M. Kabila a de nouveau appelé ses compatriotes à se mobiliser contre la rébellion. « Des armes vont être distribuées à des dizaines de milliers de gens afin qu'ils défendent leur pays et leur souveraineté », a-t-il déclaré à son arrivée à l'aéroport de Kinshasa après plusieurs jours d'absence. L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) a dénoncé l'embargo d'armes gouvernementales d'enfants qui n'ont souvent que douze ans.

INFORMATIONS CONTRADICTOIRES

Des informations contradictoires continuent à circuler sur la situation militaire. Par la voix d'un de ses représentants à Goma, Jean-Pierre Ondekame, la rébellion affirme avoir renforcé son emprise sur l'est du pays et continuer sa progression à l'ouest pour marcher sur Kinshasa. Les préparatifs d'une offensive de la rébellion sur la capitale sont confirmés par des témoins qui affirment que des troupes rebelles composées de soldats rwandais continueraient d'attirer par centaines sur la base militaire de Kitona, à 500 kilomètres au sud-ouest de Kinshasa.

A Kinshasa, un porte-parole du gouvernement a expliqué, au contraire, que les troupes loyalistes étaient en train de reprendre l'avantage sur la rébellion. La radio nationale a annoncé que des soldats de l'armée régulière avaient tué dix-huit soldats rwandais en fuite au cours d'un affrontement à proximité de la capitale. L'affrontement s'est produit lundi à 40 kilomètres à l'ouest de Kinshasa, a dit la radio. Les militaires rwandais, au nombre d'une centaine, s'enfuirent après avoir vainement incité des soldats congolais à rejoindre la rébellion, a-t-elle ajouté. Cette information n'a pas été confirmée de source indépendante, pas plus que les rumeurs d'avancées des loyalistes sur Uvira, dans l'Est, et Muanda, Banana et Kitona, dans l'Ouest.

Au plan diplomatique, une délégation de l'OUA a quitté Kinshasa mardi, après y avoir rencontré, sans résultat, des ministres de Kabila. Les diplomates africains doivent maintenant se rendre au Rwanda, en Ouganda et en Tanzanie. Le ministre zambien des affaires présidentielles, Erick Chiumba, est, lui, arrivé dans la capitale congolaise dans le cadre de la tentative de médiation des pays de la région qui s'étaient réunis, samedi, au Zimbabwe. (AFP, Reuters.)

... en raison de l'absence de pétrole représenté par le projet de reconstruction d'un pipeline...

nistan

Asie centrale

de l'Islam

مركزاً من لاجل

Gro Harlem Bruntland, directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé « L'OMS doit impérativement améliorer l'efficacité de son action sur le terrain »

Directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) depuis le 21 juillet, Mme Gro Harlem Bruntland, ancien premier ministre norvégien, a succédé au Japonais Hiroshi Nakajima

dont la gestion a été très critiquée. La nouvelle directrice souhaite entreprendre une réforme en profondeur d'une organisation qui vient de bénéficier d'une aide de 2,5 millions de dollars

(15 millions de francs) versée par la Fondation Rockefeller. Au-delà de l'action en faveur du tiers-monde, M^{me} Bruntland entend agir énergiquement dans la lutte contre le tabagisme.



GRO HARLEM BRUNTLAND

GENÈVE
de notre envoyé spécial
« Vous avez à plusieurs reprises, depuis votre récente entrée en fonction, souligné votre volonté de réformer en profondeur l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de « tourner la page », de « créer la différence ». Quel diagnostic a pu vous conduire à un tel objectif ? Dans quel état avez-vous trouvé cette organisation que vous allez diriger, et que l'on dit à bout de souffle ?

« Je n'ai pas encore établi de diagnostic précis et définitif. Pour autant, j'avais préparé, avant mon arrivée à ce poste, avec l'équipe de transition que j'avais constituée ces derniers mois, une série de mesures afin d'améliorer au plus vite l'action de l'OMS sur le terrain ; afin de mesurer, aussi, l'impact des activités de cette organisation. En d'autres termes, j'ai acquis la conviction que l'on peut notablement améliorer l'efficacité de ces activités, en mettant notamment un terme au cloisonnement qui, jusqu'ici, prévalait entre les différents programmes.

« Il nous faut impérativement améliorer le fonctionnement « horizontal » au sein de l'organisation, associer au plus vite les savoir-faire et trouver des apports externes. Nous disposons pour cela de ressources qui sont limitées, alors

constituant une sorte de cabinet, et qui disposeront à ce titre d'un véritable pouvoir. J'ai voulu, dès le départ, fixer certains principes éthiques qui devront impérativement être respectés, et ce afin qu'il n'y ait aucun doute, aucune suspicion par la suite. Quant à savoir si ces principes n'ont pas été respectés par le passé ou auraient pu ne pas l'être, il faut rappeler que de telles règles n'étaient pas évidentes pour tout le monde il y a une vingtaine d'années. Ces règles ne sont naturellement imposées en tant que directives éthiques reconnues par tous que de manière progressive.

« Faut-il néanmoins voir dans vos déclarations une dénonciation des pratiques qui auraient pu exister du temps de votre prédécesseur, le docteur Hiroshi Nakajima ?

« Sur ce point, il y a eu, il est vrai, des accusations précises. Étaient-elles fondées ou non ? Quelle que soit la réalité des faits reprochés, il s'agit pour moi de fixer ces principes éthiques pour que, à l'avenir, les choses soient plus claires et que l'on puisse prévenir l'émergence de ce type de problèmes.

« Souhaitez-vous conserver le mode actuel de fonctionnement de l'OMS, et notamment son financement, qui se caractérise par un budget régulier bisannuel, actuellement de 842 mil-

spécifiques, mais aussi, peut-être, d'inciter les Etats membres à envisager une augmentation du budget régulier de l'Organisation, qui est, comme vous le savez, en croissance zéro depuis près de quinze ans.

« Quel délai vous donneriez-vous pour retrouver cette crédibilité vis-à-vis des pays bailleurs de fonds et de la « famille onusienne » ?

« L'un des membres de mon cabinet est en charge de cette question. Nous sommes très préoccupés par la problématique de l'évaluation de notre action. Nous tenterons d'y répondre avec tous les apports possibles, qu'ils viennent de l'intérieur de l'OMS ou de l'extérieur. Cette tentative d'évaluation vient de débuter. Dans quelques mois, notre nouvelle manière de travailler sera claire pour tous. Nous pourrions alors commencer à procéder à des évaluations concrètes. Bien évidemment, en ce qui concerne l'impact véritable de notre politique sur les indicateurs sanitaires, il faudra plus de temps, mais c'est clair : nous parviendrons bientôt à mesurer l'efficacité de notre action.

« Y a-t-il, de votre point de vue, des conflits majeurs, fondamentaux, opposant, dans le tiers-monde, l'OMS à l'Unicef, à la Banque mondiale ou, plus largement, à l'ensemble de la famille onusienne ?

« Nombre de membres de cette famille onusienne passent, dans le champ de la santé, trop de temps et d'énergie à trouver des arguments de manière à s'opposer les uns aux autres, à justifier leur action, leur existence. Faut-il rappeler qu'il s'agit là de la santé des populations de la planète parmi le plus défavorisées ? Nous n'avons aucun temps à perdre et devons en finir avec la duplication des connaissances, des efforts et des dépenses d'énergie.

« Regrettez-vous que la lutte contre la pandémie de sida soit aujourd'hui traitée par l'Onusida, c'est-à-dire une agence onusienne qui se situe en dehors de l'OMS ?

« Soyons pragmatiques. Cette scission s'est produite il y a quelques années, les décisions ont été prises. Il nous faut faire avec, et œuvrer au mieux pour que la lutte

internationale contre cette maladie virale n'en pâtisse pas. Pour ce qui nous concerne, je vais tout mettre en œuvre pour que l'un des aspects de la lutte internationale contre cette maladie virale porte au plus vite sur l'amélioration de la sécurité transnationale.

« Votre dynamisme centralisateur laisse-t-il un avenir aux différents bureaux régionaux de l'OMS, dont l'action a été, ces dernières années, souvent très controversée ?

« Je pense que ces bureaux ont encore un avenir, à condition que nous parvenions tous ensemble à établir une coordination étroite et que l'OMS centralise son action et parle enfin d'une seule voix. Nous devons impérativement améliorer, à l'encore, l'efficacité de l'action sur le terrain, et en finir définitivement avec les doubles emplois. Pour ce qui concerne l'Afrique, le déplacement du bureau régional à Harare ne peut être qu'une situation provisoire, ce bureau devant revenir, dès que la chose sera possible, à Brazzaville.

« Nous devons obtenir une baisse de la consommation mondiale de tabac »

« Vous avez à plusieurs reprises souligné l'ampleur du fléau mondial que constitue la consommation de tabac. Sous votre autorité, l'OMS va-t-elle effectivement partir en guerre contre les multinationales du tabac ?

« Nous ne partons pas en guerre contre les fabricants, mais contre les conséquences sanitaires de la consommation de tabac et tout particulièrement celle des plus jeunes, de plus en plus touchés par ce fléau, comme les pays du tiers-monde, souvent démunis pour organiser, politiquement, la lutte au service de la santé publique. Pour autant, le combat doit être global, et nous devons obtenir à l'échelon mondial une baisse de la consommation. Différentes voies sont possibles. Nous les étudions actuellement et nous allons travailler directement en collaboration avec les gouvernements, user de notre autorité et de notre mandat pour définir un code de conduite international vis-à-vis de la consommation de tabac, incluant notamment des dispositions législatives, des actions éducatives et la prohibition des incitations publicitaires. Oui, je rêve parfois d'un monde sans tabac.

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

Les inondations ralentissent la production industrielle chinoise

PÉKIN. Les inondations enregistrées cet été dans plusieurs régions de Chine ont d'ores et déjà causé un ralentissement de la croissance de la production industrielle, passée de 7,9 % sur un an en juin à 7,6 % en juillet, selon le bureau des statistiques. « La baisse industrielle en juillet tient principalement à l'énorme impact des inondations et aux fermetures d'entreprises » qui en ont résulté, a précisé le bureau. La province du Heilongjiang, dans le nord-est de la Chine, connaît les plus graves inondations de son histoire en raison de débordements multiples de la rivière Nen, affluent de la Sungari, à la suite de pluies torrentielles, selon diverses sources officielles. Un responsable a fait état de « plusieurs dizaines de morts » à la suite de glissements de terrain. Des digues se sont rompues sur des longueurs allant de 100 à 1 000 mètres. Une voie ferrée a été coupée près du chef-lieu provincial, Harbin, et l'armée s'efforce de colmater de nombreuses failles dans le réservoir de Yibe, un ouvrage retenant quelque 70 millions de tonnes d'eau. Au centre de la Chine, en amont de Wuhan, un cinquième pic de crue se dessinait mardi sur le fleuve Yang-tseu. Dans la ville de Chongqing, au Sichuan, des glissements de terrain durant le dernier week-end ont fait 90 morts et 39 disparus. - (AFP, Reuters.)

Bill Clinton en visite à Moscou du 1^{er} au 3 septembre

MOSCOU. Le président américain Bill Clinton se rendra à Moscou pour un sommet avec son homologue russe Boris Eltsine du 1^{er} au 3 septembre, a annoncé le Kremlin, mardi 11 août. Le dernier sommet russo-américain remonte à mars 1997 à Helsinki. La réunion de septembre était prévue, mais sans date précise, car M. Clinton avait dit vouloir en lier la tenue à la ratification du traité de désarmement nucléaire Start II par la Douma, la Chambre basse du Parlement russe, qui est très réticente. La Douma craint, en effet, que ce traité, ratifié par le Sénat (Chambre haute) américain en 1996 et qui réduirait respectivement le nombre d'ogives nucléaires américaines et russes à 3 500 et 3 000 unités, ne donne un avantage stratégique aux Etats-Unis. Toutefois, d'autres inquiétudes, notamment la profonde crise économique que traverse la Russie et la nécessité d'une concertation sur la situation au Kosovo (sud de la Serbie), ont poussé la Maison Blanche à abandonner la demande concernant Start II, a-t-on indiqué de source américaine. Le vice-président américain Al Gore s'était rendu du 1^{er} à trois semaines à Moscou pour préparer le sommet Eltsine/Clinton. - (AFP)

Tournée africaine de Charles Josselin, ministre français de la coopération

LE CAIRE. M. Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie, a fait, mardi 11 août au Caire, un bilan mitigé de la tournée qu'il a menée à Nairobi et à Khartoum. Au cours de sa mission qui consistait à examiner les obstacles à l'aide destinée au Sud-Soudan déchiré par la guerre civile et la famine, M. Josselin a rencontré les responsables des organisations chargées d'acheminer l'aide, ainsi que le président soudanais Omar El Bechir et, au Caire, le chef des rebelles splittés, le colonel John Garang. M. Josselin a estimé que la poursuite du cessez-le-feu restait incertaine, mais il a confié espérer que les prochaines négociations prévues à Nairobi avec Khartoum et les rebelles sudistes puissent aboutir à la paix, au lendemain de l'échec des négociations d'Addis-Abeba (entre la junte islamiste de Khartoum et la rébellion sudiste). - (Corresp.)

Le président colombien annonce la démantèlement du sud du pays

BOGOTÁ. Le nouveau président colombien Andrés Pastrana a annoncé, mardi 11 août, la démantèlement prochain de plusieurs zones dans le sud du pays, selon le nouveau haut commissaire pour la paix en Colombie, Victor Ricardo. Cette démantèlement, qui concerne cinq régions dans les départements du Meta et Caquetá (Sud-Est), était une des principales revendications de la guérilla, constituant un préalable à tout dialogue direct avec les autorités. Le président Pastrana, qui a pris ses fonctions officiellement vendredi dernier, succédant à Ernesto Samper, a souligné qu'il espérait que la guérilla s'engage à faire en sorte que ces régions ne se transforment pas en territoire libre pour le trafic de drogue. Cette crainte avait été évoquée par les militaires, pour qui le sud-est du pays constitue un des centres du trafic de drogue. Dès son discours d'investiture, Andrés Pastrana avait souligné que la priorité de son gouvernement était la recherche de la paix, dans un pays où les conflits armés durent depuis près de quarante ans. - (AFP)

DÉPÊCHES

■ **RUSSIE :** les marchés russes sont à nouveau dans la tourmente. La Bourse de Moscou a chuté de plus de 9 %, mardi 11 août, déprimée par une brusque tension des taux d'intérêt et des rumeurs de dévaluation du rouble. Les taux ont gagné 30 à 40 points en une seule journée, touchant les 150 % sur les emprunts à neuf mois, alors que le taux principal de refinancement de la banque centrale reste fixé à 60 %. Devant le prix exorbitant du marché, le gouvernement a annulé mardi les adjudications de 6 milliards de roubles (1 milliard de dollars) qu'il s'apprêtait à lancer mercredi. - (AFP)

■ **AZÉRBAÏDJAN :** le ministre iranien des affaires étrangères a quitté Téhéran, mercredi 12 août, à destination de l'Azerbaïdjan pour une visite de trois jours destinée à des entretiens centrés sur le régime juridique et le partage des réserves pétrolières de la Caspienne, a indiqué Radio-Téhéran. Le ministre iranien se rendra ensuite au Turkménistan et au Kazakhstan, a précisé la radio. L'Iran a toujours affirmé, jusqu'à présent, souhaiter un partage commun des ressources énergétiques de la Caspienne et ne reconnaît pas les accords bilatéraux. - (AFP)

■ **AFRIQUE DU SUD :** l'Afrique du Sud a un rôle central à jouer dans la reprise du processus de paix israélo-palestinien, a estimé mardi 11 août, Yasser Arafat, le président de l'Autorité palestinienne après avoir rencontré, au Cap, le président Nelson Mandela. En visite officielle en Afrique du Sud, M. Arafat devait prendre la parole, mercredi, devant l'Assemblée nationale. « L'Afrique du Sud a une grande dette de reconnaissance envers M. Arafat », a affirmé M. Mandela en évoquant le soutien palestinien à la lutte anti-apartheid. Thabo Mbeki, le vice-président sud-africain, a, lui, accusé Benyamin Nétanياهو, le premier ministre israélien, de « temporiser » afin de mettre à exécution son programme plutôt que de chercher à construire la paix au Proche-Orient. - (Reuters, AFP)

■ **SÉNÉGAL :** 13 personnes ont été tuées et 8 autres blessées, mardi 11 août, en Casamance, dans le sud du Sénégal, lors de l'explosion d'une mine qui a détruit l'autocar à bord duquel elles circulaient, a fait savoir un responsable de cette région en proie à une agitation séparatiste. L'explosion s'est produite dans le village de Sindia, à 60 km de la capitale provinciale, Ziguinchor. - (Reuters.)

Un souci de déontologie et de transparence

La première action officielle du nouveau directeur général de l'OMS a été de mettre en place un « code de conduite » concernant « la divulgation des renseignements financiers ». En pratique, les responsables de haut niveau à l'OMS devront dévoiler « leurs intérêts financiers ou autres » et, si le docteur Bruntland le juge nécessaire, s'en priver dès lors que ces intérêts pourraient « affecter leur indépendance par rapport aux autorités extérieures ». Fout partie de ces « intérêts » la détention d'actions, d'obligations, les brevets et les postes de direction. Mettant personnellement en pratique cette volonté de transparence, M^{me} Bruntland a, en réponse aux questions du Monde, précisé le montant de son salaire et celui des membres de son cabinet. Le salaire annuel du directeur général de l'OMS est ainsi de 123 433 dollars (environ 740 000 francs) et celui de ses collaborateurs de niveau « directeur exécutif » de 78 390 dollars (470 000 francs) auxquels s'ajoute une allocation de membre de cabinet de 15 281 dollars (91 000 francs).

même que l'on découvre de plus en plus à quel point la santé a un rôle capital en matière de développement.

« Pourquoi avoir insisté, comme vous l'avez fait ces derniers jours, sur la nécessité, pour ceux qui travailleront avec vous, de respecter une nouvelle « éthique financière » ? Est-ce à dire que les investigations menées par votre équipe de transition ont mis au jour des faits contraires à cette éthique ?

« Je prends aujourd'hui la relève à la direction de l'OMS avec une équipe de dix personnes qui travailleront étroitement avec moi,

lions de dollars (plus de 5 milliards de francs), complété par des ressources d'un montant équivalent ou supérieur émanant de fonds extérieurs affectés à des programmes qui échappent plus ou moins à l'OMS ?

« Nous souhaitons augmenter les ressources disponibles, notamment en améliorant l'image et donc la crédibilité de l'OMS dans son ensemble grâce au décloisonnement de nos activités. Cela devrait permettre aux bailleurs de fonds extérieurs d'élargir la portée de leurs apports sans pour autant limiter ces derniers à certains programmes

Consensus sur l'interdiction des matières fissiles à la Conférence sur le désarmement des Nations unies

GENÈVE
de notre correspondante
Après des années de tergiversations et un blocage provoqué en 1995 par un veto des deux pays dits « du seuil », l'Inde et le Pakistan, la Conférence sur le désarmement des Nations unies a créé par consensus, mardi 11 août, un comité spécial chargé d'entamer immédiatement des négociations en vue d'un traité interdisant la

production de matières fissiles à des fins militaires, destinées à la fabrication d'armes nucléaires et d'autres dispositifs explosifs atomiques. Le traité devra être, comme l'a précisé déjà, le 24 mars 1995, le rapport Shannon (du nom du médiateur canadien), « non discriminatoire, multilatéral et internationallement et effectivement vérifiable ».

Il est à noter que ce traité a été conclu avec l'accord quasi enthousiaste de trois pays qui s'étaient presque, jusqu'au dernier moment, montrés réticents : l'Inde, le Pakistan et Israël. Ces pays ont finalement accepté la perspective d'arrêter leur production de matières fissiles et d'admettre une vérification internationale de leurs installations et de leurs stocks. Israël n'a fait connaître son accord que mardi matin. L'Inde l'a fait savoir à l'issue de ses explosions nucléaires du mois de mai, et le Pakistan le 30 juillet 1998. Israël avait d'ailleurs assorti son adhésion de réserves dont il se garde la possi-

bilité d'informer ultérieurement le comité spécial.

Il est indiscutable que la création de ce nouvel organe onusien revêt une importance de taille. Elle signifie qu'après le traité CTBT interdisant les essais nucléaires - lesquels avaient pour objectif de permettre le perfectionnement de la qualité des armes les plus meurtrières - le traité sur l'interdiction de la production des matières fissiles aura pour effet de restreindre la quantité de ces armes.

En outre, ce comité spécial permettra de relancer une mécanique de négociations multilatérales sur le désarmement en panne depuis la conclusion du traité CTBT, le 24 septembre 1996.

■ **RENDEZ-VOUS**
Les experts de la Conférence sur le désarmement se sont donc réunis de la création de ce nouveau comité qui, comme nous l'a déclaré la représentante de la France, l'ambassadrice Joëlle Bourgeois, « offre la chance d'un monde où

l'arme nucléaire subirait une contrainte supplémentaire et dans lequel une nouvelle donne stratégique pourrait être mise sous contrôle ». Pour sa part, Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, avait, lors de son passage le 4 juin à Genève, affirmé que négocier l'arrêt de la production des matières fissiles « c'est rendre l'espoir, c'est démontrer que le régime de non-prolifération n'est pas encore sans vie, et qu'une dynamique l'habite encore ».

La France - comme les Etats-Unis d'ailleurs - a beaucoup œuvré en faveur de la création de ce nouveau comité spécial et a plaidé son dossier dans les principales capitales. Elle a également élaboré, de concert avec l'Égypte, une formule définitive de compromis qui a permis d'aboutir au consensus de ce 11 août. Le comité spécial a déjà mis en route ses consultations pour la nomination de son président.

Isabelle Vicard

2 nouveaux copieurs personnels Canon Chez Duriez
Sans entretien, Compact et léger. Tout papiers. Canon FC 200 avec alimentation feuille à feuille 2 490 F TTC, FC 220 avec alimentation automatique 50 feuilles 3 490 F TTC.
Duriez, 3 rue La Boétie Paris 8e 112 bd St-Germain Paris 6e

PARLEMENT
Les élections

PARLEMENT La campagne pour le renouvellement triennal du Sénat, qui concerne cette année, en métropole, les départements de l'Ain à l'Indre, a déjà commencé. Dis-

crète, elle met en présence les candidats et les « grands électeurs », maires de petites communes et délégués des conseils municipaux des villes, auxquels les premiers font au

moins une visite, sans distinction d'étiquettes, avant le scrutin du 27 septembre. ● CETTE CAMPAGNE de « professionnels » a ses rites et ses usages, faits de conversations

courtoises, de calculs de voix silencieux, de propos parfois sibyllins de la part des maires, qui évitent de s'engager ouvertement. ● LES ÉLUS attendent de « leurs » sénateurs

qu'ils soient les porte-parole et les lobbyistes des intérêts du département, mais aussi qu'ils défendent les prérogatives et les ressources des collectivités locales.

Les élections sénatoriales, une affaire de « professionnels »

Quarante-sept mille élus locaux se rendront, le 27 septembre, aux chefs-lieux des départements de l'Ain à l'Indre afin d'élire, pour neuf ans, le tiers du Sénat. La campagne, discrète, mobilise la vaste troupe des maires et des conseillers municipaux

C'EST une campagne bien particulière, entre gens d'un même monde : celui des élus. « On a affaire à des personnes qui s'y connaissent. C'est un public exigeant, difficile à égarer. Une campagne de relations personnelles », raconte Gérard Fayolle (RPR), député sénateur de Dordogne en janvier 1997, en remplacement d'Yves Guéna, nommé au Conseil constitutionnel. « Il n'y a pas de bagarres, dit-il. Tout est toujours très feutré. »

Quand un candidat est de passage dans une commune, il invite tous les « grands électeurs », sans distinction d'étiquette. Le plus souvent, les maires des petites communes n'ont pas d'attaches partisans. C'est là qu'interviennent les relations personnelles du candidat. De toute façon, les « grands électeurs » ne sont pas gens agressifs. Conséquence paradoxale de cette affabilité polie : un candidat ne sait jamais trop qui va voter pour lui. Même si le gros des voix se répartit de manière prévisible entre gauche et droite, dans le secret de l'isoloir, tout peut arriver. « Il faut avoir du flair pour deviner », sourit M. Fayolle.

Le « grand électeur » manifeste rarement son enthousiasme et ne dévoile jamais son choix. Une visite dans une mairie ne se termine

pas par : « Je voterai, bien sûr, pour vous », mais plutôt par : « Vous me connaissez suffisamment... » Très sibyllin. Large de possibilités. « C'est une élection coquine », disent les Périgourdiens que rencontre M. Fayolle. Il raconte qu'un maire du coin lance toujours, en guise de conclusion : « Un vote, c'est un vote. » Hautement abscons. Le candidat sait que, de toute façon, « après l'élection, tous ceux que l'on rencontrera auront voté pour nous ».

Le travail de terrain consiste, le plus souvent, à écouter les doléances des maires de petites communes. Le statut de l'élu est fréquemment évoqué : le problème du recrutement des maires, souvent retraités ou fonctionnaires, mais, surtout, l'inquiétude au sujet de la trop lourde responsabilité pénale des maires et des mises en examen dont nombre d'entre eux ont fait l'objet ces dernières années. La réforme de la taxe professionnelle, annoncée le 22 juillet, est aussi un sujet de préoccupation - qui va payer ? - et la simplification administrative est toujours espérée.

Pour un élu, le sénateur doit jouer sur deux tableaux : à Paris, pour le soutenir, et dans le département, où on aime le voir lors des fêtes et des manifestations, ou à la



réunion de travail sur la chasse. « Il veut une présence, résume M. Fayolle. Le député passe plus vite, il parle de politique en général. Nous, on parle de réalités locales et on doit être l'ambassadeur de ce monde rural à Paris. » C'est pas nous, les petits élus, qui pouvons aller à Paris », confirme le maire d'une petite commune, Henri Revol, sénateur (Rép. et Ind.) de

Côte-d'Or, constate que les élus locaux s'adressent volontiers à leur conseiller général ou à leur député pour obtenir une subvention, mais plutôt à leur sénateur pour défendre les prérogatives des collectivités locales.

Xavier Darcos, maire de Périgueux, directeur du cabinet de François Bayrou lorsque celui-ci était ministre de l'éducation natio-

onale, se lance pour la première fois et fait campagne avec M. Fayolle. Il constate que les élus « veulent quelque chose de l'étoffe ». « Mais le revers de la médaille, ajoute-t-il, c'est qu'ils pensent souvent que cette personne doit être âgée pour faire l'affaire. En même temps, cette image commence à changer. Ils veulent aussi quelqu'un qui puisse revaloriser leur région. »

UNE NOUVELLE IMAGE

M. Darcos reconnaît qu'« on a beaucoup vu de sénateurs arriver au Palais du Luxembourg en fin de carrière, pour y couler une retraite dorée ». Ses modèles se situent plutôt du côté de sénateurs élus jeunes et passés par les ministères, comme Jean Puech, sénateur de l'Aveyron à trente-huit ans, Jean-Pierre Raffarin, sénateur de la Vienne, ou Michel Barnier, sénateur de la Savoie. « Des types comme ça, on les écoute ! » Et de citer aussi René Monory, président du Sénat, dont il résume la vie d'une formule : « Un garagiste devenu ministre et qui a transformé un champ de betteraves en Futuroscope. »

Les élus locaux balanceront donc entre l'ancien image d'un Sénat fatigué et celle, nouvelle, qui semble percer sous la boulette de personnalités plus jeunes. « Un dé-

puté, c'est tout feu, tout flamme. Le sénateur sert à calmer le jeu », estime un élu, exprimant l'opinion la plus répandue. M. Darcos a d'ailleurs constaté assez rapidement que les élus locaux entendent mal un discours très novateur et moderne : « Ils se méfient. »

Un autre maire de petite commune juge, au contraire, que le Sénat « est souvent un frein » et ajoute que l'on devrait peut-être réfléchir à une autre façon de représenter les communes. Un troisième, rencontré au cours de leur tournée par MM. Fayolle et Darcos, proposait de faire du sénateur « une courroie de transmission entre le monde rural et l'Europe, pour faire pression, puisqu'il a le temps et que ses interlocuteurs privilégiés sont les maires ».

Ambassadeur à Paris, lobbyiste à Bruxelles... Le 27 septembre, les « grands électeurs » de chaque département renouvelable se rendront au chef-lieu pour voter. Premier tour le matin, second l'après-midi. Entre les deux, ils se retrouvent pour déjeuner, et les candidats jouent leur va-tout en faisant la tournée des restaurants. Comme le résume Yves Guéna, « c'est un jour où l'on ne déjeune pas ».

Hélène de Virvieu

102 sénateurs à élire

● Sièges à pourvoir : le renouvellement du 27 septembre concerne les départements de la série A, de l'Ain à l'Indre (38 départements et 95 sièges) ; un département d'outre-mer, la Guyane (1 siège) ; deux territoires d'outre-mer, la Polynésie française (1 siège) et Wallis-et-Futuna (1 siège) ; 4 sièges de sénateurs représentant les Français établis à l'étranger. ● « Grands électeurs » : le collège concerné par ce renouvellement compte 47 068 personnes. Il s'agit des députés, des conseillers régionaux élus dans le département, des conseillers généraux et des délégués des conseils municipaux (environ 95 % du corps électoral). La majorité de ces députés reste issue des communes de moins de 1 500 habitants (plus de 80 % des communes). Cent cinquante membres élus du Conseil supérieur des Français à l'étranger élisent les sénateurs représentant les Français établis hors de France. ● Mode de scrutin : il se déroule à la majorité à deux tours, sauf dans les Bouches-du-Rhône et la Gironde, sous le régime de la représentation proportionnelle, de même que les quatre sièges de sénateurs de l'étranger.

Pour Pierre-Rémy Houssin, 405 mairies à visiter et 1 091 « grands électeurs » à rencontrer

BARBEZIEUX (Charente) de notre envoyé spécial Longtemps, la Charente a eu pour mascotte touristique l'escargot. Qui plus est, lové dans une charentaise, produit du cru é-

REPORTAGE

Investi par le RPR, le président du conseil général de la Charente mise sur son expérience

gé en symbole national du pantoufflard. Ainsi prévenu, on est tenté d'aller à la rencontre de Pierre-Rémy Houssin - ses amis, dont Jacques Chirac, l'appellent « Pémé » -, président du conseil général depuis seize ans et ancien député, sans trop se presser. On a tort. En campagne pour les élections sénatoriales du 27 septembre, M. Houssin avance vite, au rythme de qui doit rendre visite aux 405 mairies du département et servir la main de 1 091 « grands électeurs ». Dans la voiture, une photocopie de carte routière porte, tracé au feutre rouge, le parcours du jour. Sur la banquette arrière, un dossier gonflé de chemises en carton, chacune étiquetée soigneusement : « commune de... ».

Montchaude, une commune amie : le maire est vice-président du conseil général. Le candidat précise qu'aujourd'hui il ne s'agit que d'« une visite de courtoisie, mais surtout d'amitié ». Le maire et ses conseillers

écoutent ; M. Houssin note, s'informe, compatit. « Le député a une circonscription, le sénateur un département », observe-t-il entre deux visites. Batu aux élections législatives de 1997, il a choisi de se présenter aux sénatoriales parce qu'il considère que ce mandat se marie bien avec celui qu'il a déjà, argument qu'il ne manque pas de faire valoir à chaque grand électeur rencontré. Guimès, le discours, tonique, se rode et se déroule selon un schéma qui sera peu malmené au cours de la journée. Primo : « Merci de nous recevoir pour cette visite de courtoisie. On se connaît bien... » Secundo : « Pourquoi ma candidature ? » Là, il évoque la candidature sauvage d'Henri de Richemont, ancien député, vice-président du conseil régional Poitou-Charentes, qui n'a pas été investi par le RPR. « Pémé » insiste beaucoup sur sa légitimité d'« investi ». Deuxième argument, il a une bonne expérience de la vie locale : maire de Balgnies-Sainte-Radegonde pendant vingt-quatre ans, membre du conseil général dès 1970, président depuis 1982. Avec franchise, il avoue que l'ambition le titille aussi, mais, après tout, c'est « le carburant de toute action » ou « le kérosène de la vie ».

DÉFENSE DES SUJETS LOCAUX

Tertio : dès la rentrée, il y aura de nombreux projets de loi à discuter, dont, notamment, celui sur l'aménagement du territoire, « qui nous concerne particulièrement ». M. Houssin met en avant son expérience de parlementaire et l'importance d'un mandat

national pour défendre des sujets locaux. « Si vous votez pour moi, vous votez pour du solide. Je serai l'interface entre les élus et Paris. » Et il ponctue, le poing sur la table, par un tonitruant « Voilà, monsieur le maire ! Et vous la commune ? Des projets ? Pas trop de problèmes ? » 10 heures à Saint-Palais-du-Né, 11 h 15 à Lagarde-sur-le-Né. Le maire a oublié de demander une subvention, à laquelle il a droit ; le président du conseil général va arranger ça. Ce qu'il n'arrangera pas si facilement, et dont tous ses interlocuteurs lui parlent, c'est la mévente du cognac, principale ressource économique du département, dont dépendent, directs ou indirects, cinquante mille emplois. « Un sacré problème », lance le maire de Lagarde. « Et on n'est pas près d'en sortir », renchérit M. Houssin. Il fait ce qu'il peut pour aider les producteurs et les négociants à remettre cette boisson au goût du jour, en la faisant passer du digestif à l'apéritif. Il est intervenu pour qu'elle soit servie à la garden-party de l'Épuyssé, le 14 juillet...

A Lachaise, il est midi. Une table de conseillers municipaux l'attendent, dix paires d'yeux plantés sur le candidat. Le maire, « un ami », pourtant, est coriace : « Vous en avez du courage de vous présenter ! » Le candidat hésite sur le sens qu'il doit donner à cette phrase. « Non, c'est un plaisir », choisit-il de répondre. « Ce qui nous chagrine, c'est que vous êtes plusieurs candidats... », reprend le maire. L'allusion à la candidature de M. de Richemont ne dé-

monte pas l'investi, martial : « La discipline est la force des armées ! » « Mais ça va peut-être aussi basculer de l'autre côté », insiste l'électeur récalcitrant, alors que les deux sièges sont aujourd'hui détenus par la droite.

CONTRE LES « TECHNOCRATES DE PARIS »

Il est temps de faire une pause pour déjeuner, courte, avant de reprendre la route vers Barbezieux, Brie-sous-Barbezieux, Angedoul. Dernier rendez-vous à 19 h 30. Sans se lasser, l'impétrant joue de sa voix, douce quand il écoute et prend note, forte quand il veut montrer qu'il s'est battu pour un projet, râleuse quand il évoque les « technocrates de Paris ». Les mains sont souvent de la partie : posées à plat sur la table, cognant sur le bois, sabrant les airs. Le cognac, toujours, mais aussi le tracé du TGV, les versements de la PAC, « toujours en retard en Charente ».

M. Houssin se rappelle que sa première campagne, en 1980, avait tourné court, puisqu'il avait dû se désister en faveur du candidat UDF. Il avait alors quarante-huit ans. « C'était une campagne beaucoup moins professionnelle. Je les avais trop bouculés. » A soixante-six ans, dans ce canton de Barbezieux immortalisé par le romancier préféré de François Mitterrand, Jacques Chardonne, le président du conseil général a compris qu'une campagne sénatoriale doit paraître épouser le cours paresseux de la Charente.

H. de V.

DÉPÊCHES

● TOULON : Hubert Falco, sénateur et président du conseil général du Var (DL), a demandé, mardi 11 août, aux dirigeants de la droite de « mettre un terme au processus d'autodestruction » de l'opposition. « Alors que la gauche plastronne et que le Front national poursuit son travail de sape ». La veille, une nouvelle candidate à l'élection législative partielle de la première circonscription du Var s'était déclarée à droite : André Heymonet, membre du Mouvement des réformateurs de Jean-Pierre Soisson. Le RPR et l'UDF s'étaient mis d'accord sur la candidature de Marc Bayle (Le Monde date 12 août). ● UDF : Gilles de Robien, député (UDF) de Somme et maire d'Amiens, souhaite un renforcement de l'union « entre libéraux et centristes » au sein de l'UDF, dans un entretien publié par Le Figaro du 12 août. « Le libéralisme, ce n'est pas qu'une théorie économique, selon M. de Robien. C'est un projet de société. Il y a le libéralisme économique et le libéralisme de cœur, auquel nous adhérons. » ● FRONT NATIONAL : Claude Billard (PCF) demande, dans une lettre à Lionel Jospin datée du 10 août, « ce qu'il compte » entreprendre pour lever l'« affront » de National Hebdo, qui réclamait « des rafles et des camps de concentration » pour les sans-papiers (Le Monde du 8 août). « Quelles mesures va prendre votre gouvernement afin que l'extrême droite propagandiste du nazisme ne puisse plus utiliser de façon répugnante une situation vécue si douloureusement ? », demande M. Billard, membre du bureau national du PCF. ● RADIOLOGUES : la lettre-clé « ZI », fixant les tarifs des actes des radiologues, va baisser de 13,5 %, passant ainsi à 9,47 francs en France métropolitaine, selon un arrêté paru mercredi 12 août au Journal officiel. Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, avait présenté, le 29 juillet, un plan pour l'assurance-maladie, imposant aux radiologues 450 millions de francs d'économies.

La CGT hostile aux conclusions du rapport Malinvaud

LE RAPPORT d'Edmond Malinvaud sur les charges patronales de sécurité sociale (Le Monde du 6 août) continue à susciter des réactions très contradictoires parmi les syndicats et la classe politique. La principale proposition de l'ancien directeur général de l'Insee - la réduction durable des charges jusqu'à des salaires d'environ 13 600 francs brut - est vivement critiquée par Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, et la Fédération nationale des accidentés du travail (FNATH), alors que Philippe Douste-Blazy, président du groupe UDF-Alliance de l'Assemblée nationale, l'approuve.

Dans un communiqué publié mardi 11 août, M. Vianet rappelle que « depuis plusieurs années, la CGT souligne la nécessité de réformer les cotisations patronales et de parvenir à un mode de calcul favorisant l'emploi, le développement des qualifications et la croissance ». Or le rapport « ne répond à aucun de ces objectifs », note-t-il. « Loin

de clore le débat (...), il l'enferme dans une suite de partis pris et rend urgente et indispensable l'ouverture d'une réelle concertation. » M. Vianet demande « d'autres approches, d'autres rapports », la CGT ayant toujours été favorable à l'extension de l'assiette des cotisations à la valeur ajoutée des entreprises.

UN PAS EN ARRIÈRE

Le secrétaire général de la CGT estime que M. Malinvaud part du « postulat contestable et contesté selon lequel le coût du travail est responsable du fort taux de chômage ». Or les allègements de cotisations patronales n'ont pas fait, selon lui, « la preuve de leur efficacité pour créer des emplois ». Il juge « certain qu'une telle démarche aurait pour conséquence de tirer tous les salaires vers le bas, d'encourager la non-reconnaissance des qualifications » et « de pénaliser le travail qualifié ». Pour sa part, la FNATH estime que le rapport constitue

« un pas en arrière », la Fédération des accidentés du travail ayant toujours préconisé un élargissement des sources de financement de la « Sécurité ».

Ce n'est pas l'avis de M. Douste-Blazy. Dans un entretien publié par Les Echos du 12 août, il déclare que « le rapport Malinvaud confirme ce que les socialistes ne voulaient pas admettre : les charges sur les salaires sont trop élevées en France et constituent un frein à l'emploi ». L'ancien ministre de la culture juge que le projet de réduire les cotisations sur les bas salaires et de les relever sur les rémunérations plus élevées « n'est pas acceptable ». « Je ne dis pas non à la progressivité, à condition qu'elle ne soit pas brutale », explique-t-il. Le député UDF estime que le gouvernement a opéré « une volte-face » en reconnaissant que les charges sur les bas salaires sont trop élevées, et que c'est « l'aveu de l'échec des 35 heures et des emplois-jeunes ».

MASTERS ESG

12 formations de 3ème cycle en alternance pour titulaires Bac+4 et plus et cadres

- FINANCES
- AUDIT ET CONTRÔLE DE GESTION
- GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
- ASSURANCES ET PATRIMOINES
- FISCALITÉ, DROIT DES AFFAIRES
- GESTION DES ENTREPRISES
- MARKETING
- COMMERCE INTERNATIONAL
- TOURISME ET LOISIRS
- EUROPEAN MBA
- AMERICAN MBA
- LATIN AMERICAN MBA

Ecole Supérieure de Gestion
Etablissement Supérieur des Reconnus par l'Etat
25, rue Saint-Ambréose 75011 Paris
Tel : 01 53 36 44 00
Fax : 01 43 55 73 74
Internet : http://www.esg.fr

SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 13 AOÛT 1998

ENVIRONNEMENT La canicule et la pollution à l'ozone qui frappent le continent européen depuis quatre jours, ont suscité des réactions contrastées dans les pays

européens. EN ALLEMAGNE, des mesures de restriction de la circulation ont été prises dans plusieurs Länder. La Grande-Bretagne et la Suisse n'envisagent pas de telles

mesures. EN FRANCE, où des records de chaleur pour un 11 août ont été battus dans plusieurs départements, vingt-deux villes ont dépassé le niveau d'alerte 2 de pollution à

l'ozone tandis que Bordeaux atteignait presque le niveau 3. LA MINISTRE de l'environnement, Dominique Voynet, a annoncé, dans un entretien au Figaro du mercredi

12 août son intention « de lancer une réflexion avec le Conseil national de l'air sur l'évolution du dispositif de riposte aux différents niveaux d'alerte ».

L'Europe lutte dans le désordre contre la pollution à l'ozone

Face à la vague de chaleur, les différents pays ont recours à des réglementations très diverses. Plusieurs Länder allemands ont décidé des restrictions de circulation. En France, le ministère de l'environnement envisage un abaissement du niveau 3 qui impose la circulation alternée

BONN, LONDRES, ROME, BERNE, ATHÈNES de nos correspondants

La vague de chaleur et de pollution de l'air par l'ozone qui s'est abattue sur l'Europe ces derniers jours a provoqué des réactions contrastées sur le continent, témoignant de l'absence totale d'harmonisation.

En Allemagne, ce n'était pas arrivé depuis plus de vingt ans. Les Allemands ont appris, mardi 11 août, par les radios et télévisions, qu'ils n'auraient pas le droit d'utiliser leur sacro-sainte voiture mercredi 12 août. La température a frôlé mardi les 40 degrés dans les vallées du Rhin ou du Neckar. Pendant vingt-quatre heures, à partir de six heures du matin, la circulation a été interdite en Hesse (région de Francfort), dans le Bade-Wurtemberg (région de Stuttgart, de l'autre côté de la frontière française), la Rhénanie-Palatinat (Trèves), la Sarre, quatre régions qui comptent à elles toutes plus de 20 millions d'habitants.

Seuls les véhicules non polluants munis d'un pot catalytique - plus de 60% du parc automobile, selon le ministère fédéral de l'environnement - ont le droit de circuler. A condition toutefois de posséder la « pastille verte » allemande, facturée dix marks (33 francs). Le gouvernement de Rhénanie du Nord-Westphalie, le land le plus peuplé d'Allemagne avec 18 millions d'habitants, où la cote d'alerte a aussi été franchie, devait décider dans la matinée de mercredi d'interdire ou

non la circulation. Le ministère de l'environnement, dirigé par les Verts, était pour, tandis que le ministre des transports, géré par le SPD, premier responsable de ce genre de décision, était beaucoup plus réticent. En cas d'interdiction, environ 40 millions d'Allemands, soit près de la moitié de la population, seraient concernés.

C'est la première fois que la loi fédérale sur l'ozone, adoptée en juillet 1995 pour unifier les réglementations disparates des seize États fédéraux (les Länder), est appliquée en Allemagne. Le pays a adopté trois niveaux d'alerte : à 180 microgrammes d'ozone par mètre cube d'air (mg/m³), la population doit être informée, on conseille de ne pas circuler. A 240 mg/m³ tombe l'interdiction de circuler, l'objectif étant d'empêcher d'atteindre la limite des 360 mg/m³. Ces seuils sont inférieurs à ceux fixés en France (respectivement 130 mg/m³, 180 mg/m³ et 360 mg/m³).

La loi est vivement critiquée par les défenseurs de l'environnement et l'opposition au gouvernement Kohl, qui la juge insuffisante, eu égard notamment aux nombreuses dérogations existantes. Taxis, transports en commun, ambulances et médecins, véhicules des services publics ou militaires, véhicules pour handicapés, camions transportant des animaux ou des biens périssables peuvent circuler, même sans pot catalytique. C'est aussi le cas des travailleurs qui ne peuvent pas utiliser les transports en commun ainsi que des touristes

étrangers et des vacanciers allemands, qui devront toutefois justifier à la police de la nécessité de leurs déplacements.

En Grande-Bretagne, le vice-premier ministre et ministre de l'environnement, John Prescott,

l'adoption des mesures de restriction de la circulation à Paris par Dominique Voynet avait suscité quelques réactions d'autosatisfaction outre-Manche : on considérait alors que la pollution était plus sérieuse de l'autre côté du Channel et

Bruxelles à l'heure de la voiture propre

Le programme européen « Auto-oil », proposé par la Commission de Bruxelles en 1996 et adopté à l'unanimité en juin 1997 lors d'un conseil des ministres de l'environnement des Quinze, prévoit une réduction des émissions polluantes pour les nouveaux modèles de voitures : réduction de 20 % à 40 % pour l'oxyde d'azote et les hydrocarbures, de 30 % à 40 % pour le monoxyde de carbone et les particules fines émises par les moteurs diesel. A l'horizon 2005, une étape supplémentaire porterait la réduction de la pollution automobile à 60 % du niveau actuel.

L'essence plombée devra être retirée du marché en 2000 mais des dérogations ont été prévues pour les États membres dont le parc automobile est ancien. Actuellement en cours d'examen par le Parlement européen et le conseil des ministres, ce programme « Auto-oil », qui a fait l'objet d'un premier accord entre ces deux instances le 29 juin, devrait être adopté définitivement en septembre.

envisage des mesures drastiques - y compris financières - contre la circulation automobile. Celles-ci devraient être couplées à un plan visant à améliorer le fonctionnement d'un réseau de transports publics vieillissant et souvent inadéquat. Ces propositions ont soulevé de vives protestations des organisations d'automobilistes mais ont satisfait les écologistes.

Pour l'heure, les Britanniques n'appliquent pas de mesures restrictives à la circulation en cas de pollution caractérisée. En 1997,

que l'Angleterre était protégée par son insularité. On s'est cependant rapidement rendu compte que si la réglementation française devait être appliquée en Grande-Bretagne, elle serait un nombre de jours bien plus grand qu'en France.

En Italie, les Romains restés en ville peuvent se tranquilliser. Au répertoire du « bureau de la pollution » de la ville, une voix rassurante annonce que « dans les jours qui viennent, aucune limitation de trafic n'est prévue ». En principe, cette mesure extrême est commu-

niquée 24 à 48 heures à l'avance. Depuis le début du mois d'août, le niveau d'ozone a dépassé plusieurs fois le seuil d'« attention », premier pas vers l'alerte « rouge ». Les douze centrales qui veillent sur la pollution dans la capitale italienne sont en état d'alerte. Quand elles signalent trois jours de suite un niveau d'« attention », l'interdiction de la circulation devient automatique, en général de 15 heures à 20 heures. Ce n'est pas le cas à Milan où, même si le niveau d'« attention » a été atteint pour la troisième fois de suite, la municipalité a simplement invité les habitants à « limiter l'usage de l'automobile ainsi que la sortie dans les heures chaudes de la journée, surtout pour les enfants et les personnes âgées ».

A Gênes, en revanche, le centre-ville a été interdit de circulation mardi 11 août et pourrait l'être encore dans les jours qui viennent. Une interdiction qui concerne tous les véhicules non équipés de pots catalytiques y compris les deux-roues, une première en Italie.

En Suisse, mardi 11 août, la température s'est élevée en moyenne autour de 35 degrés. La Confédération n'a plus eu aussi chaud depuis au moins trois ans, mais on est encore loin des 39 degrés relevés à Bâle, le 2 juillet 1952. Dans l'ensemble, peu de dispositions particulières ont été prises. La mesure la plus spectaculaire a été annoncée à Bâle où les élèves des écoles de la ville se sont vu octroyer un « congé de chaleur » mardi après-midi, au lendemain de la

rentrée des classes. Depuis l'adoption, en 1985, de l'ordonnance fédérale sur la protection de l'air, la Suisse encourage les mesures à long terme plutôt que les dispositifs d'alerte. Des dispositions ont été prises pour généraliser l'introduction du pot catalytique et promouvoir les transports publics et le seuil limite de sécurité pour l'ozone a été fixé à 120 mg/m³ d'air, le plus bas du continent européen.

Selon l'Office fédéral de l'environnement des forêts et du paysage, cette politique a déjà permis de « réduire significativement le taux de l'ozone de 25 % à 40 % environ ».

En Grèce, la canicule a provoqué, au début et à la fin juillet, un regain de pollution dans le bassin athénien (4 millions de personnes, pour une population nationale de 10 millions d'habitants). Les 2 et 29 juillet, les cotes d'alerte du dioxyde d'azote et de l'ozone (respectivement 400 mg/m³ et 180 mg/m³) ont été dépassées, sous des températures à chaque fois supérieures à 40 degrés. A aucun moment les seuils d'urgence (500 mg/m³ pour le dioxyde d'azote, 25 mg/m³ pour le monoxyde de carbone et 360 mg/m³ pour l'ozone) n'ont été franchis. A Athènes, le gouvernement a imposé depuis 1982 un système de circulation alterné dans le centre de la capitale.

Arnaud Leparmetier, Patrice De Beer, Salvatore Aloise, Jean-Claude Buhner et Didier Kunz

La ville de Bordeaux a frôlé un pic de pollution de niveau 3

DE NOUVEAUX records de chaleur ont été battus, mardi 11 août, dans plusieurs villes, notamment de l'est de la France. A Strasbourg (Bas-Rhin) le thermomètre a atteint 36,2 degrés. Le précédent record pour le même jour (31,2 degrés) remontait à 1997. A Besançon, le thermomètre a frôlé 36 degrés, contre 34,3 degrés en 1919. Le record historique dans cette ville a été atteint le 28 juillet 1921 avec 40,3 degrés. Le record remontant au 31 juillet 1983, a en revanche été égalé à Nancy (Meurthe-et-Moselle), avec une température de 37,6 degrés. La canicule a également sévi à Metz, avec 37,8 degrés, contre 37,7, le 27 juin 1947. Le mercure a grimpé jusqu'à 40 degrés dans deux départements bourguignons, l'Yonne et de la Nièvre.

Fortes chaleurs, absence de vent et circulation automobile : les éléments étaient réunis pour que des pics de pollution à l'ozone supérieurs au niveau 2 d'alerte (180 microgrammes par mètre cube d'air) se reproduisent dans vingt-deux villes. Avec 300 microgrammes par mètre cube d'air, Bordeaux a été la ville la plus polluée, mardi 11 août, frôlant le niveau 3 d'alerte (360 mg/m³). Lyon (289 mg/m³) et Paris (271 mg/m³) suivent. La capitale en est à son quatrième jour consécutif de pollution, ce qui ne s'était jamais produit auparavant. Le niveau 2 d'alerte a été dépassé pour la cinquième journée consécutive à Strasbourg.

Un pic de pollution de l'air par l'ozone de niveau 2 a été atteint, samedi 8 août, à Saint-Etienne, mais le grand public n'en a été informé que deux jours plus tard, contrairement à ce que prévoit la loi. La direction de l'Anpasel, le réseau de contrôle de la qualité de l'air de Saint-Etienne et du département de la Loire a fait savoir qu'elle n'avait pas de fonctionnaire de permanence pendant le week-end. Cet oubli devrait être réparé le week-end prochain.

A Paris, la préfecture de police a reconduit pour la journée de mercredi les mesures anti-pollution qu'elle avait décidées dès le samedi 8 août. La vitesse de 44 771 voitures a été contrôlée, le 11 août, et

895 procès verbaux ont été dressés. Alerté par « l'état d'épuisement et de déshydratation » des SDF dans la capitale, Médecins du Monde (MDM) a lancé, mardi, un appel aux Parisiens pour qu'ils apportent au siège de l'association des bouteilles d'eau minérale qui devaient être redistribuées aux sans domicile fixe.

Le parquet d'Epinal (Vosges) a ouvert, mardi 11 août, une information judiciaire pour rechercher les causes du décès d'un ouvrier qui a succombé après avoir travaillé toute une matinée en pleine chaleur. Pris d'un malaise dans l'hôtel où il séjournait, il est mort au centre hospitalier de Nancy (Meurthe-et-Moselle), dans la nuit de lundi à mardi. Une autopsie devra déterminer s'il est mort d'une insolation.

Météo France prévoyait une amélioration de la situation, mercredi, dans l'ouest et le nord du pays. En revanche, la région parisienne et l'est devaient connaître un nouvel épisode de pollution, avant l'arrivée, jeudi, du vent et des orages qui devaient rafraîchir l'atmosphère.

22 villes en état d'alerte de niveau 2



Le ministère de l'environnement envisage un abaissement des seuils d'alerte

LA MINISTRE de l'environnement, Dominique Voynet, a annoncé, dans un entretien au Figaro de mercredi 12 août, son intention « de lancer une réflexion avec le Conseil national de l'air, sur l'évolution du dispositif de riposte aux différents niveaux d'alerte ». Le ministère de l'environnement envisage en effet d'abaisser le seuil d'alerte à la pollution du niveau 3 (360 microgrammes d'ozone par m³ d'air) au niveau 2 (180 microgrammes) ce qui aurait pour conséquence d'enclencher plus tôt les mesures de restriction de la circulation. Le Conseil national de l'air, une instance consultative présidée par Jean-Félix Bernard, est favorable à cette mesure.

dans Le Figaro. L'ancienne ministre de l'environnement du gouvernement Juppé, auteur de la loi sur l'air adoptée en décembre 1996, estime qu'« il faut passer à la vitesse supérieure en prenant des mesures contraignantes dès le niveau 2 ».

« UNE MESURE URGENTE » « On devrait mettre en place la circulation alternée et l'utilisation de la pastille (verte) à l'alerte 2 au lieu d'attendre le niveau 3, affirme M^{me} Lepage. Cela permettrait de réduire de 15 % le trafic. Le gouvernement a pris une mesure en limitant ces deux dispositions alors que le pic 3 se produit assez rarement. L'efficacité des seuils en vigueur, également contestée par les écologistes, a récemment conduit le gouvernement à abaisser les seuils

d'alerte de niveau 2 pour le dioxyde d'azote et le dioxyde de soufre. Dominique Voynet a également affirmé que son ministère prépare « tout un train de mesures, en plus du dispositif d'urgence : contrôles techniques renforcés, rendements des chaudières urbaines, achats de véhicules par les flottes publiques ou les collectivités locales ».

La ministre de l'environnement a aussi souligné que « les pics (de pollution) ne doivent pas masquer la priorité essentielle : réduire la pollution chronique - la pollution de "fond" - que subissent quotidiennement nos concitoyens ». Pour Dominique Voynet, cette démarche passe par la réduction du trafic automobile en ville et le développement de transports moins polluants.

Un enfant de dix ans retrouvé ligoté dans un immeuble à Paris

DANS la cour pavée, Madeleine, l'une des dernières locataires du vieil immeuble, montre du doigt les quatre appartements dont les fenêtres n'ont pas encore été murées. « Avant que le bâtiment ne soit racheté par la Mairie de Paris, il y avait des locataires partout. Depuis, il y en a qui sont partis ou qui ont été relégués, d'autres qui sont morts. » Au troisième étage, deux fenêtres portent encore des rideaux. C'est dans ce deux-pièces de la rue de Crimée, à Paris, que la gardienne a retrouvé, samedi 8 août vers 15 heures, un petit garçon de dix ans ; ses poignets étaient attachés avec un fil électrique qui s'enroulait aussi autour de sa gorge. « S'il bougeait, il s'étranglait », rapporte la gardienne. Sur le corps du garçon, des traces de coups, des brûlures et des cicatrices anciennes.

Hospitalisé d'urgence à l'hôpital Robert-Debré, Radouane, originaire d'Algérie, a expliqué aux enquêteurs de la brigade des mineurs qu'il était séquestré depuis quatre ans par deux sœurs, des parentes éloignées à qui sa famille algérienne l'avait confié. L'enfant était logé tout à tour dans l'appartement de Fatima, sa « mère adoptive » de soixante ans et dans celui de Yamina, la « tante » de soixante-deux ans, chez qui il a été retrouvé.

Les deux femmes, qui occupent l'immeuble depuis des années, sont bien connues de leurs deux autres voisines. « On les croise parfois dans l'escalier, raconte Madeleine. On aidait Fatima à remplir ses papiers. »

Dans le quartier, on se souvient de cette vieille dame qui ne parlait pas un mot de français et qui sortait rarement de chez elle, comme de sa sœur plus jeune, qui vivait de ses « consultations » de voyance-marabout, au gré des visites qu'elle recevait. « Il y a deux ou trois ans, je l'avais déjà vue avec un petit garçon qui s'appelait Radouane et qu'elle avait fait venir d'Algérie, se souvient un commerçant. C'était son fils adoptif. Après, je ne l'ai plus revu. Elle m'a dit qu'il était rentré à Paris et qu'elle continuait à envoyer

de l'argent à sa famille. » Dans l'immeuble, personne n'arrive à croire à cette affaire, révélée mardi 11 août par Le Parisien.

« Les fenêtres étaient toujours ouvertes et on ne l'a jamais entendu ni crier, ni pleurer, rien »

« Ce garçon, on ne l'a jamais vu, témoigne Madeleine. Les fenêtres étaient toujours ouvertes, et on ne l'a jamais entendu, ni pleurer, ni crier, rien. » « C'est impossible qu'il soit resté quatre ans enfermé, venchât un commerçant. Je l'ai vu quand il est arrivé le premier jour, il y a quelques années. Il était bouillie d'un peu partout, sur le visage, les mains. Il avait déjà des blessures, des bosses sur la tête, comme s'il s'était battu avec d'autres gamins. »

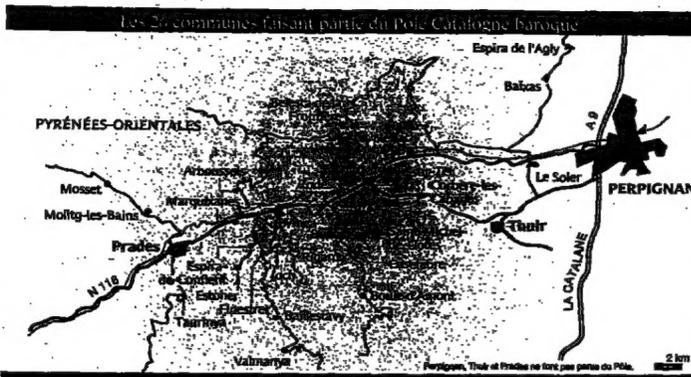
Les deux sœurs ont été défilées lundi 10 août devant le parquet. Elles ont expliqué aux policiers qu'elles devaient attacher l'enfant parce qu'il « cassait tout » et « allumait le gaz ». Mises en examen pour séquestration et actes de barbarie, elles ont été écrouées à la prison de Fleury-Mérogis. Pour l'instant, les enquêteurs ne disposent d'aucun élément supplémentaire pour corroborer les déclarations de Radouane, qui doit encore passer des examens physiques et psychologiques avant d'être confié à un foyer ou à une famille d'accueil.

Dans la cour désertée par les policiers et les journalistes, Madeleine discute avec Marie-Josée, en surveillant un petit caniche blanc. « J'espère que je vais bientôt pouvoir déménager, soupire-t-elle. Qu'est-ce que je peux faire pour avoir un beau logement ? Je voudrais aller dans le douzième, à la porte Dorée, ou près du château de Vincennes. J'en ai marre du dix-neuvième. »

Alexandre Garcia

Le patrimoine devient le levier du développement local

La Datar lance une nouvelle formule d'économie régionale : les pôles d'économie du patrimoine (PEP), une trentaine de projets pour mettre en valeur l'architecture, le paysage ou l'histoire. Riche de ses trésors préservés, la Catalogne baroque illustre cette nouvelle politique



Les 26 communes faisant partie du Pôle Catalogne baroque

Malgré ces premiers résultats honorables, Marc Puig ne cache pas l'ampleur de la tâche encore à accomplir pour que le PEP « Catalogne baroque » atteigne son rythme de croisière. « L'important, dit-il, était de donner une identité à la vallée et de créer une logique de rassemblement entre les communes. Il était essentiel aussi de s'inscrire dans une logique de créativité, seule susceptible de faire doubler une population à qui il est nécessaire de présenter des résultats. Un important travail de communication reste à faire : nous sommes sur l'axe Andorre-Fant Romeu, où passent treize millions de véhicules par an. Autant de passagers qu'il s'agit d'informer pour les inciter non seulement à passer mais à revenir et s'arrêter. »

Le PEP a déclenché une dynamique prometteuse pour les communes-membres (à moyen terme, leur nombre pourrait atteindre la trentaine, chiffre limite pour une bonne gestion). Les élus, au départ quelque peu méfiants, admettent dorénavant qu'il peut être un véritable instrument de développement économique au travers d'un tourisme culturel de qualité, mis en place grâce à la mobilisation autour de projets communs de l'ensemble du corps social local et du tissu économique. Un « plus » pour l'apprentissage de l'intercommunalité.

Faire avaliser par les élus et la population de la vallée, comme on le souhaite à la Datar, « la nécessité

d'une vision contemporaine du patrimoine, tournée vers l'avenir et capable de ne pas se limiter à la simple préservation des sites » n'était pas évidente. « Le baroque n'est pas facile à vendre même s'il peut constituer une locomotive pour d'autres secteurs culturels », reconnaît Jean-Claude Groussard, pour qui « il y a un effort considérable à faire pour aménager le triple patrimoine culturel de la région, non seulement pour les touristes, mais pour les habitants eux-mêmes ». « Nous avons en possession d'un miroir d'eux-mêmes », ainsi que le souligne Joliment Olivier Poisson, inspecteur général des monuments historiques et responsable du comité scientifique de l'Hospici d'Ille.

La création d'un atelier de restauration des retables, dont la plupart sont en péril, est vivement souhaitée par la DRAC qui soutient également le projet de faire entrer la région, grâce au Pôle, dans le réseau national des pays d'art et d'histoire. L'heure n'est certes pas encore au bilan. Mais la Datar en choisissant l'agreste petite station thermale de Mollit-les-Bains pour accueillir récemment les Premières rencontres nationales des PEP a déjà donné comme un satisfait aux différents acteurs du programme de la « Catalogne baroque ».

AB Habit

à l'ozone

La Datar lance une nouvelle formule d'économie régionale : les pôles d'économie du patrimoine (PEP), une trentaine de projets pour mettre en valeur l'architecture, le paysage ou l'histoire. Riche de ses trésors préservés, la Catalogne baroque illustre cette nouvelle politique

ILLE-SUR-TÊT
(Pyrénées-Orientales)
de notre envoyé spécial

Les Pyrénées-Orientales s'enorgueillissent d'un exceptionnel patrimoine roman, bien connu des amateurs de cette architecture religieuse médiévale et des touristes qui aiment la Côte radieuse et la Côte verte. Mais sait-on aussi que ce flanc sud du Roussillon - département du bout du monde hexagonal - recèle des trésors insoupçonnés de l'art religieux baroque (du XVI^e au XVIII^e siècle), qui transforment la moindre petite église de village en mini-conservatoire du patrimoine catalan ? Près de 1 000 retables ont été répertoriés. Ce patrimoine va de la peinture à la sculpture en passant par l'orfèvrerie et les textiles. C'est, en quelque sorte, un condensé séculaire du savoir-faire artistique populaire, miraculeusement préservé des vicissitudes de l'histoire.

Espira-de-Confident, Marquixanes, Baixas, Saint-Michel-de-Lotes, Bèstès... sont disséminés dans la vallée de la Têt, dans l'arrière-pays perpignais au pied du Canigou. Dans un périmètre qui englobe plaine, vallée, montagne à quelques encablures de la mer, des dizaines de villages, dont certains ne dépassent pas 200 ans, vivent, plutôt mal que bien, de l'air du temps, victimes de leur enclavement et de la déprise agricole, comme du départ des jeunes vers les grandes villes. Mais les élus sont conscients depuis peu que les richesses patrimoniales, dont ils sont les dépositaires un peu embarrassés, peuvent être source de retombées économiques et un moyen de les sortir de l'ornière somnolente dans laquelle ils ont glissé.

En 1985, à l'initiative de la commune d'Ille-sur-Têt, est créé un centre d'art sacré dans les murs du miraculeusement préservé Hospici d'Ille, un ancien hospice datant du Moyen Âge et classé monument historique, afin d'assurer l'étude, la conservation, la gestion et la mise en valeur du patrimoine d'objets mobiliers et d'œuvres d'art du Ribéral et du Confident. Malgré des débuts prometteurs, le centre rencontre rapidement des difficultés budgétaires et ressent le besoin de se donner une assise professionnelle. Une étude lancée avec l'aide du ministère de la culture montre alors la nécessité d'un réajustement de la stratégie d'ensemble avec le sou-

nt de dix ans retrouvés un immeuble à Paris

avait annulé une délibération du conseil municipal qui approuvait la révision du plan d'occupation des sols (POS) afin d'accueillir le CET, aujourd'hui installé sur 42 hectares. Le tribunal a également annulé deux arrêtés préfectoraux autorisant, l'un, le détachement des lieux, l'autre, l'exploitation du site par la Soval. Le juge administratif a motivé ces décisions par l'insuffisance de l'étude d'impact réalisée en 1993. « C'est vrai qu'à l'origine, nous avons sous-estimé le sous-sol, avoue Jean-Pierre Morot, directeur général de la société, mais nous avons fait les travaux ensuite, au-delà même de la simple réglementation. »

Mobilisation contre une décharge « exemplaire » en Gironde

BORDEAUX
de notre correspondant

Du 8 au 11 août, quelques dizaines de personnes ont manifesté sous un soleil de plomb devant une décharge d'ordures ménagères à Lapouyade, dans le nord de la Gironde. « La loi doit être respectée, la décharge doit être fermée », pouvait-on lire sur des pancartes de fortune. Ils demandaient à l'exploitant du centre d'enfouissement technique (CET), la Soval, filiale de Vivendi (ex-Générale des eaux), tout simplement de respecter la loi et les décisions de justice.

Le 4 août, suite aux recours d'une association opposée à cette décharge, le tribunal administratif

CORRESPONDANCE

Une lettre du préfet de Corse

A la suite de notre article « Polémique en Corse autour de la base marine du futur parc marin des bouches de Bonifacio » (Le Monde du 4 août), M. Bernard Bonne, préfet de Corse, tient à apporter les précisions suivantes :

1) Je n'ai pas saisi le procureur de la République d'une plainte, mais d'une demande de démolition d'une construction édifiée en complète illégalité dans une zone inconstructible. Car comme vous le savez, seule l'autorité judiciaire peut ordonner la démolition d'une construction.

2) Le procureur de la République

La gestion du patrimoine ne doit pas se limiter à la simple préservation des sites

« Il fallait repartir sur de nouvelles bases pour renforcer une action née de l'existence d'un patrimoine roman et baroque important mais méconnu, et d'une volonté locale de les sauvegarder et de les valoriser », explique Jean-Claude Groussard, responsable de la

18 projets pour commencer, 12 autres en 1998

Le concept de Pôle d'économie du patrimoine (PEP) a été défini, lors du CIAT (Comité interministériel d'aménagement du territoire) réuni le 20 septembre 1994, sur la base de trois critères : un territoire, un patrimoine, un projet global de développement. C'est donc avant tout un projet de territoire, mais sa définition est suffisamment large pour permettre à chaque acteur responsable d'agir de la manière la plus adaptée aux données locales. La seule contrainte de procédure tient dans l'obligatoire étude préalable financée par l'Etat.

Passée la phase d'études, le dispositif est d'une très grande souplesse dans la pratique, une large initiative étant laissée aux différents acteurs locaux. La France est potentiellement l'un des pays européens le plus riche en héritage patrimonial, qu'il soit historique, architectural, naturel ou animal. Quinze mille communes, soit 40 % du total, ont sur leur territoire un monument historique protégé. Les communes de moins de 5 000 habitants regroupent près des deux tiers de ce parc. Environ 24 000 monuments et près de 7 000 édifices sont dans des communes de moins de 500 habitants. Il n'y avait donc que l'embaras du choix.

Entre 1995 et 1996, 18 sites ont été sélectionnés. On citera par exemple le PEP « Saint-Savin - Vallée de Gartempe » (Vienne) qui s'articule autour du Centre international d'art mural, le PEP « La métairie de Rochechouart » (Haute-Vienne) qui vise la revitalisation de la région à partir de l'exploitation du patrimoine géologique que constitue l'impact d'une roche géante ayant percuté la Terre, il y a 214 millions d'années, ou le PEP « Le Creusot - Montceau-les-Mines » (Saône-et-Loire), un patrimoine industriel en milieu rural.

« AU STADE EXPERIMENTAL »

Fin 1997, la Datar a dressé un premier bilan d'étape des pôles d'économie du patrimoine : un bilan jugé assez positif pour qu'un nouvel appel à projets soit envisagé. Douze nouveaux sites ont ainsi été retenus en 1998, comme la Baie en Corse, le pays de Loudéac en Bretagne ou l'ensemble du département de la Creuse. « C'est à partir de petites initiatives que se tisse un territoire » souligne Patrick Faucheur, en charge du

REPUBLICQUE DU CAMEROUN

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LA PRIVATISATION DE LA CAISSE NATIONALE DE REASSURANCE (CNR)

Dans le cadre du programme de restructuration et de privatisation des entreprises du secteur public et parapublic, le Gouvernement du Cameroun souhaite créer avec des investisseurs privés, une nouvelle société de réassurance appelée à remplacer la Caisse Nationale de Réassurance, établissement public. A ce titre, un appel d'offres international est ouvert pour la recherche d'un investisseur de référence qui acquerra au moins 51% des actions de la nouvelle entreprise. Le montant minimal du capital est fixé à 1 milliard de FCFA (FF 10 millions ou USD 1,67 million).

Aux côtés de l'actionnaire ou groupe d'actionnaires de référence de la nouvelle société, des cédantes locales sont disposées à participer au capital et à soutenir par des sessions volontaires et régulières d'affaires.

L'investisseur ou groupe d'investisseurs de référence devrait être un assureur reconnu pour sa compétence, son professionnalisme, sa réputation internationale et disposant d'une surface financière solide. Toutefois, le gouvernement Camerounais acceptera une société financière ou industrielle ne réunissant pas ces caractéristiques dans les conditions précisées dans la note de présentation et les termes de référence.

Le Cameroun, plaque tournante de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC), offre aux investisseurs des possibilités d'accès aux marchés des pays voisins.

Les investisseurs potentiels pourront procurer une note de présentation détaillée au sujet de cette privatisation, en français ou en anglais, ainsi que des documents nécessaires pour soumettre leurs offres en contactant :

Monsieur OBAM-MBOM Samuel,
Directeur des Contrôles Economiques et des Finances Extérieures,
Ministère de l'Economie et des Finances, B.P. 24, Yaoundé (Cameroun)
Téléphone : (237) 22 49 53 ou (237) 22 19 63 ou (237) 21 49 75
Télécopieur : (237) 23 35 22 ou (237) 23 34 85 ou (237) 23 35 27

ou
Monsieur ONONEMANG Georges,
Chef de Division des Assurances, Ministère de l'Economie et des Finances,
B.P. 24, Yaoundé (Cameroun) - Téléphone : (237) 22 21 09

Les offres devront être reçues au plus tard le lundi 21 septembre 1998 au Ministère de l'Economie et des Finances aux adresses indiquées ci-dessus.

deux de dix ans retrouvés un immeuble à Paris

avait annulé une délibération du conseil municipal qui approuvait la révision du plan d'occupation des sols (POS) afin d'accueillir le CET, aujourd'hui installé sur 42 hectares. Le tribunal a également annulé deux arrêtés préfectoraux autorisant, l'un, le détachement des lieux, l'autre, l'exploitation du site par la Soval. Le juge administratif a motivé ces décisions par l'insuffisance de l'étude d'impact réalisée en 1993. « C'est vrai qu'à l'origine, nous avons sous-estimé le sous-sol, avoue Jean-Pierre Morot, directeur général de la société, mais nous avons fait les travaux ensuite, au-delà même de la simple réglementation. »

Mobilisation contre une décharge « exemplaire » en Gironde

BORDEAUX
de notre correspondant

Du 8 au 11 août, quelques dizaines de personnes ont manifesté sous un soleil de plomb devant une décharge d'ordures ménagères à Lapouyade, dans le nord de la Gironde. « La loi doit être respectée, la décharge doit être fermée », pouvait-on lire sur des pancartes de fortune. Ils demandaient à l'exploitant du centre d'enfouissement technique (CET), la Soval, filiale de Vivendi (ex-Générale des eaux), tout simplement de respecter la loi et les décisions de justice.

Le 4 août, suite aux recours d'une association opposée à cette décharge, le tribunal administratif

CORRESPONDANCE

Une lettre du préfet de Corse

A la suite de notre article « Polémique en Corse autour de la base marine du futur parc marin des bouches de Bonifacio » (Le Monde du 4 août), M. Bernard Bonne, préfet de Corse, tient à apporter les précisions suivantes :

1) Je n'ai pas saisi le procureur de la République d'une plainte, mais d'une demande de démolition d'une construction édifiée en complète illégalité dans une zone inconstructible. Car comme vous le savez, seule l'autorité judiciaire peut ordonner la démolition d'une construction.

2) Le procureur de la République

REPUBLICQUE DU CAMEROUN

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LA PRIVATISATION DE LA CAISSE NATIONALE DE REASSURANCE (CNR)

Dans le cadre du programme de restructuration et de privatisation des entreprises du secteur public et parapublic, le Gouvernement du Cameroun souhaite créer avec des investisseurs privés, une nouvelle société de réassurance appelée à remplacer la Caisse Nationale de Réassurance, établissement public. A ce titre, un appel d'offres international est ouvert pour la recherche d'un investisseur de référence qui acquerra au moins 51% des actions de la nouvelle entreprise. Le montant minimal du capital est fixé à 1 milliard de FCFA (FF 10 millions ou USD 1,67 million).

Aux côtés de l'actionnaire ou groupe d'actionnaires de référence de la nouvelle société, des cédantes locales sont disposées à participer au capital et à soutenir par des sessions volontaires et régulières d'affaires.

L'investisseur ou groupe d'investisseurs de référence devrait être un assureur reconnu pour sa compétence, son professionnalisme, sa réputation internationale et disposant d'une surface financière solide. Toutefois, le gouvernement Camerounais acceptera une société financière ou industrielle ne réunissant pas ces caractéristiques dans les conditions précisées dans la note de présentation et les termes de référence.

Le Cameroun, plaque tournante de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC), offre aux investisseurs des possibilités d'accès aux marchés des pays voisins.

Les investisseurs potentiels pourront procurer une note de présentation détaillée au sujet de cette privatisation, en français ou en anglais, ainsi que des documents nécessaires pour soumettre leurs offres en contactant :

Monsieur OBAM-MBOM Samuel,
Directeur des Contrôles Economiques et des Finances Extérieures,
Ministère de l'Economie et des Finances, B.P. 24, Yaoundé (Cameroun)
Téléphone : (237) 22 49 53 ou (237) 22 19 63 ou (237) 21 49 75
Télécopieur : (237) 23 35 22 ou (237) 23 34 85 ou (237) 23 35 27

ou
Monsieur ONONEMANG Georges,
Chef de Division des Assurances, Ministère de l'Economie et des Finances,
B.P. 24, Yaoundé (Cameroun) - Téléphone : (237) 22 21 09

Les offres devront être reçues au plus tard le lundi 21 septembre 1998 au Ministère de l'Economie et des Finances aux adresses indiquées ci-dessus.

deux de dix ans retrouvés un immeuble à Paris

avait annulé une délibération du conseil municipal qui approuvait la révision du plan d'occupation des sols (POS) afin d'accueillir le CET, aujourd'hui installé sur 42 hectares. Le tribunal a également annulé deux arrêtés préfectoraux autorisant, l'un, le détachement des lieux, l'autre, l'exploitation du site par la Soval. Le juge administratif a motivé ces décisions par l'insuffisance de l'étude d'impact réalisée en 1993. « C'est vrai qu'à l'origine, nous avons sous-estimé le sous-sol, avoue Jean-Pierre Morot, directeur général de la société, mais nous avons fait les travaux ensuite, au-delà même de la simple réglementation. »

Mobilisation contre une décharge « exemplaire » en Gironde

BORDEAUX
de notre correspondant

Du 8 au 11 août, quelques dizaines de personnes ont manifesté sous un soleil de plomb devant une décharge d'ordures ménagères à Lapouyade, dans le nord de la Gironde. « La loi doit être respectée, la décharge doit être fermée », pouvait-on lire sur des pancartes de fortune. Ils demandaient à l'exploitant du centre d'enfouissement technique (CET), la Soval, filiale de Vivendi (ex-Générale des eaux), tout simplement de respecter la loi et les décisions de justice.

Le 4 août, suite aux recours d'une association opposée à cette décharge, le tribunal administratif

CORRESPONDANCE

Une lettre du préfet de Corse

A la suite de notre article « Polémique en Corse autour de la base marine du futur parc marin des bouches de Bonifacio » (Le Monde du 4 août), M. Bernard Bonne, préfet de Corse, tient à apporter les précisions suivantes :

1) Je n'ai pas saisi le procureur de la République d'une plainte, mais d'une demande de démolition d'une construction édifiée en complète illégalité dans une zone inconstructible. Car comme vous le savez, seule l'autorité judiciaire peut ordonner la démolition d'une construction.

2) Le procureur de la République

REPUBLICQUE DU CAMEROUN

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LA PRIVATISATION DE LA CAISSE NATIONALE DE REASSURANCE (CNR)

Dans le cadre du programme de restructuration et de privatisation des entreprises du secteur public et parapublic, le Gouvernement du Cameroun souhaite créer avec des investisseurs privés, une nouvelle société de réassurance appelée à remplacer la Caisse Nationale de Réassurance, établissement public. A ce titre, un appel d'offres international est ouvert pour la recherche d'un investisseur de référence qui acquerra au moins 51% des actions de la nouvelle entreprise. Le montant minimal du capital est fixé à 1 milliard de FCFA (FF 10 millions ou USD 1,67 million).

Aux côtés de l'actionnaire ou groupe d'actionnaires de référence de la nouvelle société, des cédantes locales sont disposées à participer au capital et à soutenir par des sessions volontaires et régulières d'affaires.

L'investisseur ou groupe d'investisseurs de référence devrait être un assureur reconnu pour sa compétence, son professionnalisme, sa réputation internationale et disposant d'une surface financière solide. Toutefois, le gouvernement Camerounais acceptera une société financière ou industrielle ne réunissant pas ces caractéristiques dans les conditions précisées dans la note de présentation et les termes de référence.

Le Cameroun, plaque tournante de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC), offre aux investisseurs des possibilités d'accès aux marchés des pays voisins.

Les investisseurs potentiels pourront procurer une note de présentation détaillée au sujet de cette privatisation, en français ou en anglais, ainsi que des documents nécessaires pour soumettre leurs offres en contactant :

Monsieur OBAM-MBOM Samuel,
Directeur des Contrôles Economiques et des Finances Extérieures,
Ministère de l'Economie et des Finances, B.P. 24, Yaoundé (Cameroun)
Téléphone : (237) 22 49 53 ou (237) 22 19 63 ou (237) 21 49 75
Télécopieur : (237) 23 35 22 ou (237) 23 34 85 ou (237) 23 35 27

ou
Monsieur ONONEMANG Georges,
Chef de Division des Assurances, Ministère de l'Economie et des Finances,
B.P. 24, Yaoundé (Cameroun) - Téléphone : (237) 22 21 09

Les offres devront être reçues au plus tard le lundi 21 septembre 1998 au Ministère de l'Economie et des Finances aux adresses indiquées ci-dessus.

Claudia Courtois

مركزنا من الامم

DISPARITIONS

■ ANGELO PRONTERA, philosophe italien, est mort d'un infarctus le 30 juillet, à l'âge de cinquante-trois ans.

de la revue Esprit. On doit également à Angelo Prontera des travaux sur Pierre Leroux et les socialismes français.

■ RODOLPHE ZAVATTA, clown, est mort samedi 8 août à Romorantin (Loir-et-Cher) des suites d'un problème cardiaque.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel daté lundi 10-mardi 11 août sont publiés :
● Sénatoriales : un décret convoquant le 27 septembre les collèges électoraux pour l'élection de sénateurs dans les départements de la série A (Ain à Indre), dans les territoires de la Polynésie française et des îles Wallis-et-Futuna, ainsi que dans les départements de Haute-Loire et du Puy-de-Dôme ; un décret portant convocation au 27 septembre du collège électoral pour l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France.

● Défense : un arrêté portant création d'un comité pour la réforme et l'innovation administratives.
● Education : un arrêté portant nomination au comité des travaux historiques et scientifiques.
● Assurances : un arrêté portant nomination au Conseil national des assurances.

Le Monde des livres sur Internet. Retrouvez chaque semaine le supplément littéraire du Monde. également des dossiers spéciaux et la possibilité d'accéder à notre librairie électronique. www.lemonde.fr

« COMPRENDRE » Une collection de cédroms de poche du Monde diplomatique. AU PRIX EXCEPTIONNEL DE 110 F. La mondialisation. Stratégies globales des firmes multinationales, rôle des marchés financiers, des Etats et des grandes institutions internationales, impact des mutations technologiques...

BON DE COMMANDE à retourner accompagné de votre règlement à : Le Monde diplomatique boutique, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Je désire recevoir exemplaires du cédrom de poche La mondialisation au prix de 110 F (port inclus).

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Cathy, Benoît et Marie MARCHAL ont la joie d'annoncer la naissance de

Raphaël,

le 6 août 1998, à Paris.

3, clos Saint-Vigor, 78220 Viroflay.

Myrielle RENÉ-CORAIL et Mourad DAMALA sont heureux d'annoncer la naissance de

Kayodé Mnywa,

le samedi 8 août 1998, à 20 heures, à Vitry, 4.450 kg et 54 cm.

Félix, Jeanne et François-Xavier ont la joie d'annoncer la naissance de

Jonas ROTH,

le 8 août 1998, 8, rue Chamille-Tabaou, 75018 Paris.

Décès

André, son épouse, Danièle, Pierre, Jean, ses enfants et leurs familles.

Seu petits-enfants et arrière-petit-enfant.

M. et M^{me} Charles Benamon, son frère et sa belle-sœur, et leur fille Sophie.

Les familles Benamon, Adan, Djinn, Djiane.

Parents et alliés, ont la tristesse de faire part du décès de

David Albert BENAMOU, dit Dab,

dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 13 août 1998, au cimetière parisien de Bagneux. On se réunira à l'entrée principale, à 10 h 30.

Cet avis étant lieu de faire-part. Résidence des Blancs-Manteaux, 14, allée des Glycines, 91550 Grigy.

Le président, Et les membres de l'association des chefs de service régionaux de la formation et du développement, ont la tristesse de faire part du décès de leur très estimé collègue

Claude BENOIS, ingénieur général d'agronomie,

survenu à Marseille, le 10 août 1998, à l'âge de soixante et un ans.

— Dominique Laurette, son épouse, Pacôme et Florent Bouthillon, ses enfants, M^{me} Emille Bouthillon.

sa mère, Les familles Bouthillon, Laurette, Saravane, Dufour, Desmoulière, Nizay, Stemiatotis et Lafaysse.

Le personnel de l'entreprise Syvabat, ont la grande tristesse de faire part du décès accidentel de

Vincent BOUTHILLON,

survenu, le 30 juillet 1998, dans sa quarante-septième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 4 août, ses cendres dispersées en mer.

Que son sourire et sa joie de vivre restent inscrits au fond de nos cœurs.

Si vous souhaitez faire un geste en souvenir de Vincent, veuillez adresser un chèque libéré à l'ordre de la SNSM, que nous reverserons de sa part à la Société nationale de sauvetage en mer.

8, rue Eugène-Dupuy, 38000 Grenoble.

— M. Georges Choisme, son mari, Jean-Paul, Lise, Anne-Marie et Dominique, ses enfants, Clémence, Claire, Laure, Zoé, Camille, Steven et Cécile, ses petits-enfants, Maud, son arrière-petit-fils.

Les familles Choisme, Edgar et Stéphane, ont la douleur de faire part du décès de

Sheila Alexandra CHOISNE, née SIMPSON,

le 6 août 1998, à l'âge de soixante et onze ans.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité, et ses cendres reposent au cimetière des Essarts-le-Roi (Yvelines).

Elle restera présente dans nos cœurs.

Résidence Jean-Dabry, 126, rue Lecourbe, 75015 Paris.

— M. Gilbert Compagnon, son épouse, Brigitte et Pierre Diegpois, Christophe Compagnon, ses enfants, Guillaume, Édouard, Charles, ses petits-enfants, M. et M^{me} Lucien Compagnon, ses beaux-parents.

Ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, Ses neveux, nièces, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Gilbert COMPAGNON, née Lucienne COLLOT,

survenue le 5 août 1998, à Senlis, à l'âge de cinquante-trois ans.

Prenez pour elle !

La cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 12 août, en l'église de Plailly, sa paroisse.

13, rue du Muguet, 60128 Plailly.

— M. Elhabib Kerboub, son épouse, Patricia et Sonia, ses filles, Sofiane, son fils, Parents et alliés, ont la douleur d'annoncer le décès de leur épouse et maman bien-aimée,

Nicole KERBOUB, née MARCO,

survenue dans sa soixante-deuxième année, à Lyon.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Fontainebleau, le vendredi 14 août 1998, à 16 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Fontainebleau.

13, rue du Muguet, 60128 Plailly.

— M. Elhabib Kerboub, son épouse, Patricia et Sonia, ses filles, Sofiane, son fils, Parents et alliés, ont la douleur d'annoncer le décès de leur épouse et maman bien-aimée,

Nicole KERBOUB, née MARCO,

survenue dans sa soixante-deuxième année, à Lyon.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Fontainebleau, le vendredi 14 août 1998, à 16 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Fontainebleau.

13, rue du Muguet, 60128 Plailly.

— M. Elhabib Kerboub, son épouse, Patricia et Sonia, ses filles, Sofiane, son fils, Parents et alliés, ont la douleur d'annoncer le décès de leur épouse et maman bien-aimée,

Nicole KERBOUB, née MARCO,

survenue dans sa soixante-deuxième année, à Lyon.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Fontainebleau, le vendredi 14 août 1998, à 16 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Fontainebleau.

13, rue du Muguet, 60128 Plailly.

— Marie-Antoinette Viars, son épouse, François et Laurent Chabot, Dominique Viars, ses enfants, Jean et Colette Viars, leurs enfants et petits-enfants, Claude Viars.

Les enfants de Jacqueline et Georges Chaffard et leur petit-fils, Marie-Annie Peretti, ses enfants et petits-enfants, Jeannette et François Mercury, leurs enfants et petits-enfants, Michèle Puybasset, ses enfants et petits-enfants, André Lavedan et son fils, Amélie-Antoinette et Pascal Pöll, leurs enfants et petits-enfants, Les parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Pierre VIARS, professeur à l'université Paris-VI, ancien chef de service du département d'anesthésie-réanimation du groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 10 août 1998, à Portofino.

La levée de corps a lieu à Portofino, le mercredi 12 août, à 14 h 30.

La cérémonie religieuse a lieu en l'église Saint-Pierre de Guitera, à 16 heures.

L'inhumation suivra dans le cimetière familial à Zevaco.

Ni fleurs ni couronnes.

Marie-Antoinette Viars, Dominique de Prévigla, 2017 Cauro.

— Le département d'anesthésie-réanimation du groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière, Ses anciens élèves, ont le regret de faire part du décès de

docteur Pierre VIARS, professeur à l'université Paris-VI, ancien chef de service du département d'anesthésie-réanimation du groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 10 août 1998, à Portofino, en Haute-Corse.

Ni fleurs ni couronnes.

La levée de corps a lieu le 12 août, à 14 h 30, à Portofino.

— Le président du conseil d'administration, Le directeur général, Le président de la commission médicale d'établissement de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris, Le doyen, Les enseignants, Et le personnel de la faculté de médecine de la Pitié-Salpêtrière, Le directeur, Le président du comité consultatif médical, Et les membres de la commission de surveillance du groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière, ont le regret de faire part du décès, survenu le 10 août 1998, de

M. Pierre VIARS, professeur des universités, praticien hospitalier, consultant, ancien chef de département d'anesthésie-réanimation du groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière.

— Toute sa famille s'associe à Denise Sadek-Khalil, née Massouda, pour faire part de la mort de son fils,

Amr SADEK-KHALIL, Amr,

survenu le 6 août 1998.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

40, rue d'Alger, 75015 Paris.

— M. Diego Diaz et M^{me}, née Jeanne Salvy, M^{me} Marie Gallo, née Salvy, Le docteur et M^{me} Pierre Salvy, Le docteur et M^{me} Jean-Louis Salvy, ses enfants, Ses onze petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean SALVY, chirurgien urologue honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 8 août 1998.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 10 août, en l'église de Ramonville (Haute-Garonne).

Il repose désormais dans le caveau familial de Saint-Julien (Haute-Garonne), auprès de sa femme.

Madeleine SALVY.

— M^{me} Suzanne Vallée-Vignot, son épouse, Les familles Vallée, Vignot, Gourtay et Baudier, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Michel VALLÉE, avocat honoraire, survenu à Paris, le 10 août 1998.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 14 août, à 10 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides (espérance des Invalides, Paris-7^e).

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Arrou (Bretagne), précédée d'une bénédiction, à 15 heures, en l'église de la commune.

18, rue des Ecoles, 75005 Paris.

Anniversaires de décès

— Pour le dixième anniversaire du rappel à Dieu de

M^{me} Madeleine LAURAIN-PORTEMER,

la messe du samedi 15 août 1998 de la communauté Notre-Dame de la Braderie à La Chapelle-Viel (Orne) sera célébrée à son intention en présence de ses proches, profondément émus.

Une fervente union de prières et de chaleureuses pensées pour sa mémoire est demandée à toutes celles et à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

— Le 12 août 1998, Georges MONNET, ancien député, ancien ministre, aurait eu cent ans.

Pensez à lui.

CARNET DU MONDE - TARIFS 98 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 109 HT

TARIF ABONNÉS 95 F HT

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES 500 F TTC FORFAIT 10 LIGNES

Tous les suppl. : 60 F TTC

THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT

COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter

01.42.17.28.80 - 01.42.17.28.98

Fax : 01.42.17.21.36

Partez en vacances avec Le Monde. FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT VOS VACANCES. Vous êtes abonné(e) : votre numéro d'abonné (impératif) : Prénom : Commune de résidence habituelle (impératif) : [] Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant) du : au : [] Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine uniquement) du : au : Votre adresse de vacances : Nom : Prénom : Adresse : Ville : Code postal : [] Carte bancaire n° : [] Chèque joint

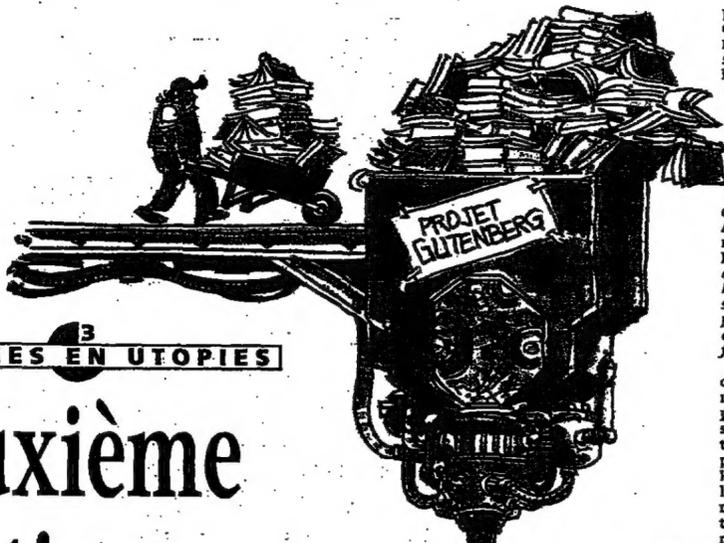
La deuxième révolution Gutenberg

Créer une bibliothèque librement et gratuitement sur Internet. C'est le projet d'un America.com français par les éditeurs et les auteurs.

A... (Large vertical text on the right side of the page, partially cut off)

HORIZONS

ENQUÊTE



VOYAGES EN UTOPIES

La deuxième révolution Gutenberg

Créer une bibliothèque planétaire, librement et gratuitement disponible sur Internet. C'est le projet d'un Américain, combattu par les éditeurs et certains gouvernements

AVANT Gutenberg, un livre coûtait aussi cher qu'une maison. L'invention de l'imprimerie a fait qu'en quelques années les prix ont été divisés par quatre cents. Aujourd'hui, Internet peut faire encore mieux, à condition qu'on ne crée pas d'obstacles artificiels. Depuis un quart de siècle, Michael Hart travaille sans relâche à la réalisation d'un rêve qui lui va pendant longtemps une réputation de farfelu ou d'illuminé: il a décidé de placer sur Internet l'ensemble du patrimoine littéraire de l'humanité, afin de le rendre disponible immédiatement et gratuitement, en tout point du globe, sans contrôle ni formalités. « Numériser un livre est fastidieux, explique-t-il, mais ensuite, il suffit de le placer sur un serveur Internet pour qu'il soit envoyé n'importe où dans le monde en quelques minutes, recopié dans des milliers de foyers, et stocké sur d'autres serveurs, d'où il sera à nouveau téléchargé. Le processus est trivial et exponentiel. La bibliothèque planétaire en expansion perpétuelle, offrant à tous un libre accès au savoir universel, est à notre portée. Je l'ai baptisée "Projet Gutenberg". »

Large, puissant, habillé de brio et de broc, une casquette de baseball vissée sur le crâne, Michael Hart parle fort, rit beaucoup, mange énormément, et s'agitte en permanence. C'est un tribun, qui sait s'imposer et convaincre, et aussi un homme de terroir, ancré dans la culture populaire de l'Amérique profonde. Fier de ses origines modestes et de sa jeunesse turbulente dans le port de Tacoma, il se définit toujours, à cinquante et un ans, comme « un rebelle en col bleu », toujours prêt à défendre les humbles. Il a hérité de son père instituteur quelques convictions simples et inébranlables, qui constituent le socle moral du Projet Gutenberg: « Un, l'éducation des masses et la libre circulation de l'information restent les vrais piliers de la démocratie, et les garants du progrès social; deux, les technologies de pointe doivent être mises au service de ce vieux idéal, qui devient enfin réalisable. »

Pour son projet, Michael a choisi de vivre dans un lieu hautement stratégique: Urbana-Champaign, petite ville universitaire proche de Chicago, bien connue des informaticiens car elle abrite le célèbre National Center for Supercomputers Applications (NCSA), où, depuis trente ans, on teste des ordinateurs surpuissants. C'est également là que furent inventés la plupart des logiciels permettant au grand public d'utiliser Internet sans connaître l'informatique. Internet, né en 1969 en Californie, arrive à l'université d'Urbana-Champaign dès 1971. Michael, alors étudiant en philosophie, le découvre par hasard: « J'ai tout de suite été fasciné. J'ai demandé un compte d'accès et, comme presque personne ne s'y intéressait, on me l'a accordé. » Le néophyte a une idée: « J'ai tapé la Déclaration d'indépendance des États-Unis, et j'ai envoyé un message aux cent autres centres pour annoncer qu'ils pouvaient la télécharger. Ils l'ont tous fait, par jeu, par curiosité. Ce jour-là, j'ai eu une sorte d'intuition visionnaire. J'ai compris que, pour le grand public, la vraie valeur des ordinateurs ne résiderait pas dans leur puissance de calcul, mais dans leur capacité à stocker et faire circuler de l'information et des connaissances. C'était purement théorique, car les plus gros ordinateurs de l'époque possédaient deux cents fois moins de mémoire qu'un PC bas de gamme actuel. »

Pendant des années, son inspiration reste sage, à la fois démocratique et patriotique: il recopie la Constitution et des discours de présidents défunts. A mesure que la capacité du réseau augmente, il se lance dans des textes plus longs, et s'attaque bientôt à l'œuvre de Shakespeare. Parallèlement, un groupe religieux, qui a entendu parler du projet, lui envoie la première Bible en version numérisée. Pour subsister, Michael sera pendant des années réparateur de chaînes stéréo et d'ordinateurs. Le week-end, il devient brocanteur, une passion qu'il a conservée: « Tout ce que je possède est d'occasion, mes meubles, mes vêtements, mes lunettes. Et, bien sûr, tout mon équipement informatique. » Ce dernier point est essentiel à la philosophie du projet, car Michael tient à prouver qu'il ne construit pas un nouveau gadget pour les riches. Pour montrer l'exemple, il utilise exclusivement du matériel de récupération. Même chose pour les logiciels: il se sert de programmes anciens et gratuits, et insiste pour que tous les livres du projet soient stockés dans le format le plus simple et le plus dépourvu existant sur le Net. Il devra attendre vingt ans avant que le projet décolle réellement. « En 1991, les internautes étaient déjà un peu plus nombreux. J'ai numérisé Alice au pays des merveilles. Le succès a été foudroyant. En quelques semaines, je suis devenu une célébrité sur le réseau. Des gens de partout m'ont proposé de m'aider à numériser leurs livres préférés. » Il met en ligne d'autres textes de Lewis Carroll, puis Moby Dick et Peter Pan. Les volontaires proposent des romans de grands auteurs anglosaxons, tels Charles Dickens, Mark Twain ou Robert Stevenson, mais aussi des ouvrages obscurs, des dictionnaires, des guides pratiques; des traités internationaux, des recueils de poésie... Bientôt, apparaissent les premiers romans étrangers en traduction anglaise, à commencer par Jules Verne, puis des textes en latin, en allemand et en français.

Aujourd'hui, la bibliothèque virtuelle de Michael contient près de mille cinq cents ouvrages, et s'accroît en moyenne de quarante-cinq titres par mois. Il s'est fixé un objectif symbolique de deux mille livres pour l'an 2000. « Ce sera dur, mais je me suis mis des œillères, je vais m'y consacrer corps et âme, même si je dois y laisser ma santé. » De fait, sa situation s'est un peu stabilisée. Il touche une bourse de l'université Carnegie-Mellon, et reçoit quelques dons en liquide provenant d'entreprises informatiques, ou des logiciels libres et gratuits de militants du mouvement du « freeware », qui le considèrent un peu comme l'un des leurs. Le projet peut compter sur un millier de bénévoles, dont quelques dizaines sont actifs en permanence. Le cercle rapproché des fidèles est composé de jeunes informaticiens issus de l'université d'Urbana-Champaign. Ils maintiennent les machines en état et créent peu à peu un réseau national de « sites-miroirs » sur des serveurs, publics ou privés, contenant chacun une copie de tous les livres du projet. Sept fonctionnent aux États-Unis. A Londres, à Taiwan, en Suède, en Russie, des universités ont pris l'initiative de reproduire la bibliothèque virtuelle sur leurs propres serveurs. Pour faciliter l'accès des débutants, le projet possède aussi un point d'accès par le Web, la partie « grand public » du réseau, doté d'un répertoire par titre et par auteur. Il est géré à Rome par un journaliste et publicitaire italien.

Il existe probablement d'autres sites, dont Michael n'a jamais entendu parler, mais tel est précisément le but recherché: « C'est l'aspect le plus radical et le plus novateur du projet. Pour exploiter au mieux l'infinité puissance du Net, il faut accepter de perdre tout contrôle sur ce que nous publions. Notre seule exigence est que les serveurs créés à travers le monde soient comme les nôtres, ouverts à tous. » Au-delà du cercle des intimes, les internautes bénévoles, anonymes et souvent éphémères, sont là pour scanner les livres de leur choix, ou, s'ils manquent d'inspiration, s'occuper des relectures. Ils sont surtout anglo-saxons, mais la liste contient désormais des adresses dans une vingtaine de pays d'Europe et d'Asie. Leur travail est supervisé par quatre directeurs régionaux, basés aux États-Unis, en Angleterre, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Le plus prolifique est David, trente-quatre ans, informaticien à l'université de Coventry, en Angleterre, qui, depuis plusieurs mois, tient le rythme de deux livres par semaine: « Quand je choisis un auteur, je veux mettre en ligne son œuvre intégrale, y compris ses livres mineurs. J'ai commencé par Stevenson, puis Oscar Wilde. Je compte terminer Dickens avant la fin de l'année. »

D'autres sont résolument transculturels. Tokuya Matsumoto, un retraité habitant Saitama, au Japon, a découvert le projet par hasard en 1996. Pour cet ancien éditeur, qui a beaucoup voyagé et parle l'anglais et le français, c'est le coup de foudre. Il emprunte de l'argent à son fils pour acheter du matériel adapté aux caractères latins, et numérise d'abord plusieurs romans anglais. Puis, se souvenant qu'à l'université il avait aimé Stendhal, il s'attaque à La Chartreuse de Parme, puis à quatre autres romans en langue française, dont Le Rouge et le Noir. Michael pense que le moment est venu de diversifier le contenu des ouvrages: « Je voudrais que le projet contienne toutes les théories politiques, même les plus controversées, et tous les grands textes religieux. Il y aura aussi des livres érotiques. »

« Les éditeurs s'arrangeront sans doute pour me faire jeter en prison, mais ça m'est égal. Il y aura un procès public, ce sera une tribune idéale »

Or, tous les vingt ans, les grands éditeurs et les multinationales du show-business font pression sur le Congrès pour rallonger sa durée. Cette année, le Sénat a voté une loi pour le faire passer de soixante-quinze à quatre-vingt-quinze ans. Des millions de livres qui auraient dû tomber dans le domaine public vont rester hors d'atteinte. Les hommes d'affaires veulent détruire le concept même de domaine public, pour s'enrichir indéfiniment avec les mêmes œuvres. Michael a donc commencé une nouvelle croisade, à base de pétitions et de campagnes téléphoniques, pour convaincre les législateurs qu'il fallait renverser cette tendance.

LES problèmes de copyright contribuent aussi à ralentir le développement du projet. « Nous sommes sans cesse assaillis de contestations et de menaces, à propos de la date de l'édition que nous avons utilisée pour récupérer le texte, ou des droits attachés à une note en bas de page. Tous les prétextes sont bons. Nous sommes donc devenus malgré nous des experts en matière de propriété intellectuelle. Pour prouver que chacun de nos livres est bien dans le domaine public, nous devons faire des recherches longues et fastidieuses. » Heureusement, Michael a su séduire un autre groupe de bénévoles: une demi-douzaine de juristes gagnés à sa cause, qui interviennent dès qu'un problème se fait pressant.

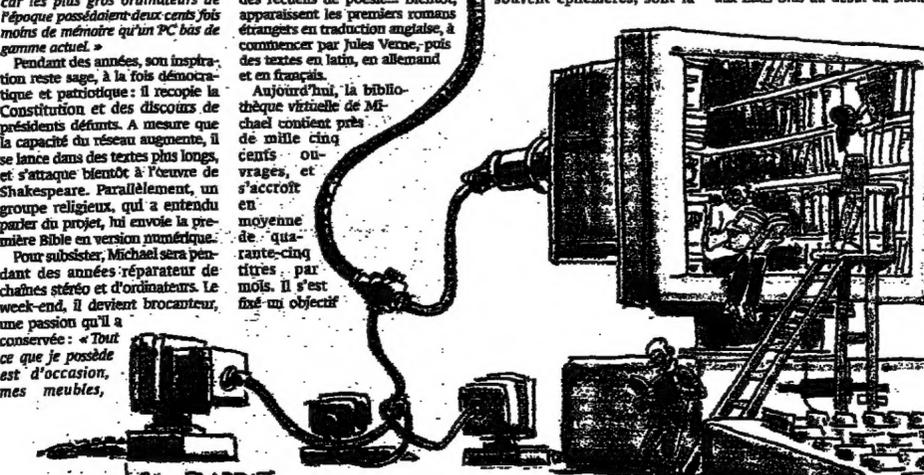
Les ennemis de Michael viennent aussi de certains bibliothécaires et enseignants, qui se sentent menacés dans leurs prérogatives: « En apparence, le projet a fait des émules. Aux États-Unis et en Europe, des associations et des universités commencent à mettre des livres en ligne. Quelques-uns ont adopté notre philosophie, mais la plupart tentent d'utiliser le réseau comme un outil de contrôle et de pouvoir. Ils veulent réserver l'accès aux seuls universitaires, imposer des systèmes d'inscription compliqués ou faire payer les usagers, ou tentent d'interdire la libre redistribution hors de leur contrôle. Ils recréent des monopoles, des hiérarchies, des privilèges. » Quelques-uns rêvent en fait de se débarrasser du Projet Gutenberg: « Une grande université britannique a déjà essayé six fois de me traîner en justice. J'ai de la chance d'avoir de bons avocats. »

Même le gouvernement américain cède parfois à la tentation du monopole: « Lorsque j'ai mis sur mon serveur le discours inaugural du président Clinton, la Maison Blanche a téléphoné à l'université pour exiger qu'il soit retiré, sans donner de raison. Je savais que j'étais dans mon droit, je leur ai carrément dit d'aller se faire foutre. »

Aujourd'hui, Michael a compris que son rêve de jeunesse ne se réalisera peut-être pas de son vivant: « J'ai mené une vie désordonnée et fatigante. Dans dix ans, je serai usé, je devrai m'arrêter de travailler. Mais je me rendrai utile une dernière fois, d'une autre façon. » Son plan est diabolique: il placera Antane en emport le vent sur Internet, pour que le monde entier puisse le télécharger gratuitement, et attendra que la police se manifeste: « Les éditeurs s'arrangeront sans doute pour me faire jeter en prison, mais ça m'est égal. Il y aura un procès public, ce sera une tribune idéale pour expliquer mes idées aux médias et à l'opinion. Je passerai à la télévision. Malgré les apparences, mes propositions sont raisonnables, comme il y a vingt-sept ans. J'ai une chance d'être entendu. »

Yves Eudes
Dessin: Jean-Claude Mézières

Prochain article: La revanche de Robin des Bois



CARNET DES TARIFS 98- TARIF à la page

avec le Monde

مركزاً من الرأسمالية

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75202 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

EDITORIAL

Les Etats-Unis, apprentis sorciers

ENTRE la victoire, ces dernières quarante-huit heures, de la milice ultra-islamiste des talibans en Afghanistan et les attentats anti-américains en Afrique orientale, il y a, apparemment, peu de rapports. A y regarder de plus près, on trouverait, cependant, entre les deux événements, le fil des hasards dangereux que Washington peut entretenir avec l'islamisme. Comme si la manière dont se déroula, en Afghanistan, l'un des derniers conflits de la guerre froide nourrissait, aujourd'hui, la campagne de terreur que mènent contre les Etats-Unis certains groupes fondamentalistes musulmans. L'armée soviétique fut défaite en Afghanistan, qu'elle quitta en février 1989, par des Moudjahidin armés et financés par l'Amérique. Vainqueurs, et largement dominés par les fondamentalistes musulmans, ils n'auraient cessé de se battre les uns contre les autres. Ils ont martyrisé la population afghane et, ce faisant, ouvert la voie aux talibans. Ceux-ci figurent parmi les plus rétrogrades des islamistes. Ils sont soutenus par deux alliés des Etats-Unis : le Pakistan et l'Arabie saoudite. Un mois, Washington eut quelques faiblesses à leur égard : on les imaginaient certes capables - ce qui pouvait, hélas, être le cas - de renouer un peu d'ordre dans un pays susceptible de jouer un rôle important dans l'acheminement du pétrole d'ex-Astie soviétique. Seulement, fidèles à leur idéologie, les talibans abritent aussi en Afghanistan l'un des hommes soup-

Une mémoire doit-elle en chasser une autre ?

par Myriam Revault d'Allonnes

L A mémoire est une activité sélective. Elle trie, elle choisit, elle rejette. Elle veut ou ne veut pas souvenir. Mais l'aphasie du souvenir est indissociable de la capacité d'oubli. Entendons par là que l'oubli n'est pas le contraire de la mémoire. Comme le disait Nietzsche, l'oubli est une force qui permet de transformer et d'assimiler le passé, de cicatriser ses plaies, de réparer ses pertes, de reconstruire les formes brisées. Il est impossible de vivre sans oublier. Les pathologies de la mémoire sont donc du côté aussi bien de l'hypertrophie que de l'atrophie, de l'hypermnésie que de l'amnésie. La santé consisterait-elle alors à se tenir à mi-chemin entre l'excès et le défaut, dans la juste mesure ou la bonne distance ? Ce serait, pour le coup, oublier que le caractère sélectif de la mémoire comme activité est lié au fait qu'elle est toujours située. L'individu ou le groupe qui se remémorent, qui oublient, qui souffrent d'un « trop » ou d'un « trop peu » de mémoire ne sont pas des abstractions dispersées venues de nulle part. Lier la mémoire à la vie, c'est d'abord l'inscrire sur un trajet où l'épaisseur du présent à la fois retient le passé et anticipe l'avenir. C'est dans l'immense « palais de ma mémoire », écrivait Saint-Augustin, que je me rencontre moi-même, que je me souviens de ce que j'ai fait, mais aussi que je projette mes actions à venir.

communisme, en novembre 1997, portait essentiellement sur deux éléments : le premier était celui de la légitimité d'une démarche qui homogénéise deux types de criminalité en estimant le nombre global de victimes et en additionnant les millions de morts violents (dans les chambres à gaz, par les purges, la famine, les massacres). Mais qu'en est-il vraiment des conditions de possibilité d'une démarche comparative ? Comment, des régimes totalitaires peuvent-ils à la fois présenter des traits comparables et être uniques ? Question fondamentale, qui ne sera pas abordée ici. Mais le deuxième élément de la polémique avait directement trait au caractère différentiel ou sélectif d'une mémoire qui ne pouvait, apparemment, que procéder à un interminable jeu de bascule. Une mémoire chassait l'autre : l'accent mis sur la mémoire du nazisme

par lequel le sujet réussit à surmonter la perte d'un être cher. Le deuil est normalement la « réaction à la perte d'une personne aimée ou d'une abstraction mise à sa place, la patrie, la liberté, un idéal, etc. ». Or le deuil ne va pas de soi : il implique une véritable activité du sujet (c'est-à-dire la mobilisation d'une énergie considérable), et pas seulement l'atténuation progressive et prétendument naturelle de la douleur liée à la perte. Ce fil conducteur permet d'esquisser l'hypothèse suivante : nous sommes affrontés, à l'épreuve des deux grands totalitarismes, à deux modalités singulières du travail de deuil. L'objet perdu, celui dont nous avons éprouvé la perte, n'est pas le même et les enjeux du travail qu'il nous faut accomplir ne sont pas identiques. Dans le cas du national-socialisme, nous avons affaire à un système dont la cohérence tient au

Même si nous retrouvons un certain nombre de traits approchant dans le totalitarisme communiste, notre mémoire n'est pas en charge d'un travail équivalent. Le problème, contrairement à ce que l'on continue parfois d'affirmer, n'est pas celui d'un système dont l'idéal lumineux (régénérer l'humanité, créer un homme nouveau) aurait été perverti ou dévié par les moyens de sa réalisation. Il tient au fait que la politique, érigée en œuvre de salut, investie sur le mode pseudo-religieux par une fonction rédemptrice, porte en elle-même sa visée mortifère et les conditions de son autodestruction. « Redoutable est la tentation d'être bon. » Les moyens ne sont pas extérieurs à la fin : tout aussi ruineuse est l'idée que la politique doit sauver l'homme, sauver le monde, et même (pourquoi pas ?) sauver l'homme des atteintes du monde. L'objet dont il nous faut surmonter la perte, ce n'est pas la politique. C'est une certaine idée de la politique investie par la radicalité et par l'illimitation. Radicalité qui creuse l'écart entre le bon et le mauvais principe, entre l'ami et l'ennemi. Illimitation qui dilate l'avenir et donne à l'homme non seulement le pouvoir de tout conquérir, mais celui de se produire lui-même. Le travail du deuil consiste alors à nous détacher de ce doublet ruineux et à élaborer, conformément à l'épreuve de réalité, une autre idée et une autre pratique de la politique. Pourtant, il y a quelque chose de commun à ces deux modalités spécifiques du travail de deuil : dans les deux cas, l'enjeu est de reconnaître qu'il nous faut travailler sans garantie. En amont comme en aval. En amont : du côté d'une humanité incertaine, et c'est aux institutions que revient principalement la tâche d'assurer les conditions du vivre ensemble. En aval : du côté d'une politique vouée à la fragilité, ce qui ne veut pas dire frappée d'impuissance. Rien n'est donc plus étranger à la répétition obsessionnelle et mélancolique que le travail de mémoire impart à notre présent inquiet et qui nous fait poser la seule question qui vaille en la matière : de quoi devons-nous nous souvenir pour qu'il nous soit possible d'agir ?

Nous sommes affrontés, à l'épreuve des deux grands totalitarismes, à deux modalités singulières du travail de deuil. L'objet perdu, celui dont nous avons éprouvé la perte, n'est pas le même et les enjeux du travail qu'il nous faut accomplir ne sont pas identiques. fait que les moyens de la mort sont mis au service de la mort, que les moyens du mal servent à la réalisation du mal. Le génocide des juifs est au cœur du système en tant qu'il est pour lui une fin en soi. Il n'y a pas de distinction entre l'idée et l'incarnation de l'idée. La réalisation, par des hommes ordinaires, d'une criminalité massive et inédite pose le problème de l'illimitation des possibles, et en particulier de ce que l'homme peut faire de l'homme et de l'homme. La mémoire doulosse est d'abord celle des survivants, mais elle est aussi celle de notre présent affronté à l'épreuve du « tout est possible ». L'objet perdu n'est autre que la coïncidence (au moins potentielle) entre l'humain et la mesure de l'humain. Le travail du deuil se rapporte ici au fait que l'humanité est l'espace même de la manifestation de l'humain ou, si l'on préfère, que l'humain est la seule mesure de notre humanité.

Myriam Revault d'Allonnes est professeur de philosophie à l'université de Rouen.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombat
Directeur : Jean-Marie Colombat / Directeur général : Noël-Jean Bergamini, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Gérard Philibert
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lescanne, Robert Solif
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Renet, Pierre Georges, Laurent Gribesne, Erik Izrevel, Michel Kajman, Bernard Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Royon
Rédacteur en chef technique : Eric Assan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fontaine
MAGASIN : Thomas Ponsot
Directeur adjoint : Eric Palleau / directeur délégué : Anne Chantelebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollin / directeur des relations internationales : Daniel Verant
Conseil de surveillance : Alain Méral, président ; Gérard Courau, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1949), Jacques Fauret (1949-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescaquer (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Dirige de la société : ont été à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Mon Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Zadig à Paris

LE ROI envoya Zadig à Paris afin qu'il vît comment les choses s'y passaient. Zadig trouva Paris une ville fort belle, bien polie. Il s'étonna que ses habitants se plaignissent de la cherté de la vie ; grâce aux besants d'or dont il était pourvu tout lui paraissait moins coûteux qu'à Isphahan. Pour éclaircir ce mystère, il demanda audience au grand satrape des finances. Celui-ci le reçut aimablement et lui expliqua que tout trait à la perfection le jour où l'on aurait résolu le problème des salaires et des prix. « Et qu'attendez-vous pour le résoudre ? », demanda Zadig. « Peu de choses », répartit le satrape : un rapport du Conseil économique, cinq enquêtes de la CGT, de la CGT-FO, de la CFTC, de la CGA, de la CGC, les conclusions de dix comités spéciaux, les observations de cinquante conseils locaux, plus une centaine d'expertises sur des points particuliers. « Hé ! qui l'interrogea Zadig, le problème est-il si nouveau que ces rapports ne soient pas encore achevés ? » « Non pas », reprit en souriant le satrape ; la question est des plus anciennes, et nous ne manquons ni de rapports, ni d'enquêtes, ni d'expertises, ni de conclusions ; en moins de quatre ans nos archives en ont déjà classé trois cent trente mille quatre cent trois... ou quatre. Je parlais de ceux qu'on est en train d'élaborer, et non de ceux qui ont été déposés. » Zadig pensa que les Parisiens étaient d'une humeur singulière, que leur plus grande joie était de chercher la solution des problèmes, et leur plus grande crainte de la découvrir. Pierre Audiat (13 août 1948).

Le Monde sur tous les supports
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 09-26-29-04-56
Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33
Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr
Films à Paris et en province : 09-36-68-09-78

Eloge de la techno, nouvelle écologie

Les premières raves sauvages européennes, organisées comme des jeux de piste - petits-bourgeois nécessairement - il fallait avoir des voitures pour suivre -, ont été éminemment écologiques. Le choix des sites (plages, carrières, champs de coquelicots, îles ou châteaux abandonnés) est fondamental. On y danse de jours durant en subissant les aléas de la nature, orages, soleil de plomb, boue, etc. Quand la fête est finie, on prend les sacs-poubelle. « Respect » est un maître-mot. Le DJ fréquente et anime toutes ces « zones d'autonomie temporaire », ballon d'oxygène dans la société du chômage et du sida. Les savers récupèrent les bois, mais aussi les monuments historiques - à Concarneau, le 1er août, Astropolis a investi le château de Keriolet. Ils s'installent dans les friches industrielles, partie émergente du patrimoine de la fin du XXe siècle. Le mot house, une des tendances majeures de la techno, vient d'ailleurs de warehouse, entrepôt, en anglais. Ces musiques ont profité de l'ampleur décadente des hangars de l'Angleterre perdue, de Berlin livrée à ses entrepôts après la chute du mur, des usines désaffectées de Detroit et de Chicago, avant d'entrer dans les clubs, laboratoires de créativité musicale. Planétaire mais ancrée au plus proche environnement, la techno a réussi à éviter à ses adeptes le malaise identitaire qui accompagne la mondialisation à

outrance. De même, la techno regorge de références musicales puisées dans le patrimoine, jusqu'aux sources du gospel et des musiques ethniques. Et, dans ce même mouvement de duplicité, cet art de l'ère digitale cultive le culte du vinyle, facile à presser, facile à tribruler. La techno a certes une généalogie - le disco, la new wave. Mais sa physiologie de jeune adulte est liée à une cartographie urbaine précise : Ibiza a forgé le chibbing, le délire de la culture-club ; Goa, en Inde, a renoué avec l'idée hippie de la transe ; à Detroit, le DJ noirs ont créé la tendance garage, dans les entrepôts à l'abandon ; à Amersfoort et Gand se sont scellées les alliances entre Italiens, Allemands, Anglais, etc., qui ont fait de l'Europe le fer de lance de la techno ; à Londres, tout le monde, du Jamaïcain au Palestinien, s'est mélangé, créant ainsi des musiques sœurs, la jungle ou le big beat. LA MALLETTE DU DJ SOLITAIRE Un DJ prend l'air tout le temps. Il voyage en solitaire, muni d'une mallette bourrée d'électronique. Il met en pratique ce que Paul Virilio qualifie de « trajéctographie », une notion qui, selon lui, « remplace depuis un quart de siècle la géographie ». A chaque point du globe, le DJ retrouve des tribus réunies en fonction de leurs goûts, la house, la jungle ou le hardcore, etc., et non par une quelconque appartenance nationale ou raciale. Une soirée à Tokyo, une autre à Berlin, le lendemain à Londres ou à Paris, le tout retransmis en direct sur le Net. Le DJ ne chôme pas, il gagne même de l'argent. Ses achats sont encore inférieurs à ceux des rockstars, mais il travaille seul, sans frais, là où un groupe pop trimbalait quarante personnes, plus le camion. On le retrouve aux commandes de son home-studio, en train d'enregistrer tout seul un disque à la maison.

C'est économique. Les maisons de disque commencent à s'y intéresser. Mais elles se heurtent à des adeptes de la libre entreprise. De leurs parents, qui se sont cassé le nez sur leurs révoltes et les utopies, ils ont retenu que le capitalisme est désormais incontournable. Que rien ne sert d'aller contre, mieux vaut vivre à côté. Les labels indépendants qui représentent les musiciens DJ ont structuré leurs activités en marge des multinationales. En suggérant qu'ils peuvent distribuer eux-mêmes leur musique, via le Net, ils donnent froid dans le dos aux pachylobes du secteur, déjà menacés par la disparition annoncée du support disque sous l'effet du on-line. Si les ventes de techno restent très inférieures à celles du rap, c'est parce que le DJ préfère naviguer à son aise dans le tissu lymphatique de la technosphère, sans avoir à justifier d'une image, d'un passé, d'un discours pour vendre. Selon Jean-Yves Leloup, rédacteur en chef de Coda et coauteur d'un livre à paraître en septembre, Global Techno, les grilles de compréhension doivent changer. Faut-il, le politique correct humanitaire à la Bob Geldoff (Who Are the World). La techno n'a pas de message à délivrer, si ce n'est celui du plaisir : de la danse, parfois décapée par l'ecstasy, la drogue qui fait aimer tout le monde.

Le mouvement psychédélique des années 60, pacifiste et planant. A l'été 1988, quand apparurent les premières grandes raves en Angleterre, on parla immédiatement du « second summer of love », en référence au premier, celui des hippies de 1967. Dans les raves sauvages, les violences furent souvent le fait des forces de l'ordre, confrontées à la résistance passive des danseurs non autorisés. La techno a aussi intégré avec naturel la communauté homosexuelle - ce qui n'a pas été le cas du rap. Elle a mélangé les post-punks, les étudiants admirateurs de Jack Kerouac, le french hype (style français) et les Anglo-Jamaïcains, la secrétaire en poste et les travailleurs, ces nouveaux nomades qui vivent en camion-roulotte au rythme des freeparties. Résultat : « Si tu organises une soirée techno dans ton bled, dit un jeune programmeur, tu as l'impression de créer un mouvement international. » Véronique Mortaigne

RECTIFICATIF
GULBUDDIN HEKMATYAR
Contrairement à ce que nous avions annoncé dans nos premières éditions du Monde du 12 août, sur la foi d'une dépêche de l'Agence Associated Press (« L'extrémiste Gulbuddin Hekmatyar aurait été tué »), l'ancien premier ministre afghan est toujours en vie. Il s'est exprimé mardi 11 août sur Radio-Téhéran. « Comme vous m'entendez aujourd'hui 11 août, je ne suis pas mort ; au contraire, je suis en Afghanistan, et cette nouvelle totalement mensongère vise à affaiblir le moral de nos combattants », a déclaré M. Hekmatyar dans une déclaration par téléphone sur Radio-Téhéran, citée par l'Agence France-Presse.

CONCENTRATION
BP et Amoco entrep
Sir John Br...
le grand ret...

55/100

sser une autre!

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 13 AOÛT 1998

CONCENTRATION La compagnie britannique BP et l'américaine Amoco ont annoncé, mardi 11 août, leur fusion. Leur rapprochement va créer le troisième groupe mondial

derrière Dutch/Shell et Exxon. Sa production de pétrole et de gaz va dépasser de 50 % celle du Koweït. ● CETTE OPÉRATION DE 290 milliards de francs, payée par échange

d'actions, représente la plus grande fusion industrielle jamais réalisée. ● BP ET AMOCO signent aussi la première grande concentration du secteur pétrolier depuis l'après-

guerre. La pression des actionnaires et la baisse du prix du pétrole, au plus bas depuis dix ans, obligent les compagnies à changer de dimension. Le secteur pourrait connaître

d'autres rapprochements. ● D'IMPOR-
TANTES RESTRUCTURATIONS seront mises en œuvre à la suite de ce mariage : la suppression de 6 000 emplois est déjà prévue.

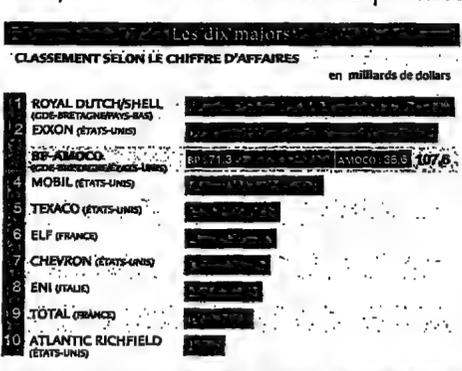
BP et Amoco entreprennent la plus grande fusion industrielle de l'histoire

Les compagnies britannique et américaine créent, pour 290 milliards de francs, le troisième groupe pétrolier mondial. Sous la pression des actionnaires et de la chute des prix du pétrole, la concentration dans le secteur pourrait s'accélérer

LE SECTEUR pétrolier semble succomber, à son tour, à la fièvre des fusions. Le groupe britannique BP et l'américain Amoco ont annoncé, mardi 11 août, leur mariage. Avec une capitalisation boursière de 110 milliards de dollars (660 milliards de francs) et un chiffre d'affaires de 108 milliards de dollars, le nouvel ensemble, baptisé BP Amoco, s'affiche comme la première firme britannique et la troisième compagnie mondiale pétrolière derrière Dutch Shell et Exxon. Sa production de pétrole et de gaz atteindra trois millions de barils par jour, dépassant de 50 % la production du Koweït. Sa chimie se hissera au troisième rang mondial. « BP était

jusqu'à présent en tête de la deuxième division. Avec cet accord, nous passons en première division », a déclaré John Browne, directeur général de BP, lors de la présentation de l'accord. Cédant à la mode ambiante, BP et Amoco feront un mariage de papier par échange d'actions. L'opération s'éleva à 48,2 milliards de dollars. Ce qui en fait la plus grande fusion industrielle jamais réalisée, devant celle de Daimler-Benz-Chrysler, annoncée en mai. Présentée comme « un mariage entre égaux », l'alliance masque en fait l'absorption d'Amoco par BP. Toutes les opérations, à l'exception des activités américaines, seront dirigées de Londres. En dehors des

Etats-Unis, qui conserveront le nom d'Amoco, tous les réseaux de distribution afficheront l'enseigne BP (l'accord de coopération BP-Mobil en Europe n'est pas remis en cause). C'est John Browne, le directeur général de BP, qui dirigera le nouvel ensemble, tandis que Larry Fuller, président d'Amoco, en deviendra vice-président jusqu'en l'an 2000. Par son ampleur, ce rapprochement bouleverse tout le secteur pétrolier. Depuis l'après-guerre, aucune grande concentration n'y avait été réalisée. La taille des compagnies, devenues de très loin les autres groupes industriels, semblait suffisamment pour faire face aux développements futurs. Des coopérations étaient nées au coup par coup pour exploiter en commun des gisements ou rationaliser des outils de production.



tamment dans le gaz, énergie très prometteuse où BP est peu présent. Mais elle n'a pas les moyens suffisants pour toutes les mettre en valeur. Absente, en dehors des Etats-Unis, du secteur du raffinage-distribution, la seule branche qui gagne de l'argent en ce moment, elle souffre plus que d'autres de la baisse du cours du pétrole : au deuxième trimestre, elle a accusé une baisse de résultat de 36 %.

SERRAGE DE VIS
Lors de leurs pourparlers, les deux groupes ont tracé les grandes lignes de leur fusion, un schéma directement inspiré du modèle BP, fait de restructurations, de fermetures, de serrage de vis. BP Amoco, qui emploiera près de 100 000 salariés, a déjà annoncé la suppression d'au moins 6 000 emplois, à la suite de la fusion. Ce n'est sans doute qu'un premier pas : John Browne espère réaliser 2 milliards de dollars de profits avant impôt supplémentaires à partir de l'an 2000. Prévoyant, BP a exigé une clause stipulant qu'Amoco devrait lui payer une pénalité de 950 millions de dollars si la fusion ne se réalisait pas à la fin de l'année. Une arme dissuasive pour empêcher la rupture de ce mariage qui le propulse à la tête des géants du pétrole. Derrière, ses concurrents apparaissent tout petits. Ils semblent condamnés à regrouper leurs forces s'ils veulent poursuivre leur conquête de l'or noir.

La naissance du troisième pétrolier mondial

- BP :
- Chiffre d'affaires 1997 : 71,3 milliards de dollars (428 milliards de francs).
- Résultat net 1997 : 4,1 milliards de dollars.
- Capitalisation boursière : 73 milliards de dollars.
- Effectifs : 56 450 personnes.
- Réserves estimées : 6,85 milliards de barils de pétrole et 2,6 milliards de mètres cubes de gaz.
- Réseau de distribution : 17 900 stations-service dans le monde.
- Amoco :
- Chiffre d'affaires 1997 : 36,3 milliards de dollars.
- Résultat net 1997 : 2,7 milliards de dollars.

- Capitalisation boursière : 39,3 milliards de dollars.
- Effectifs : 43 000 personnes.
- Réserves estimées : 2,4 milliards de barils de pétrole et 5,7 milliards de mètres cubes de gaz.
- Réseau de distribution : 9 300 stations-service aux Etats-Unis.
- Conditions de la fusion :
- Montant de la transaction : 48,2 milliards de dollars.
- Packé : 3,97 titres BP échangés pour chaque action Amoco, soit une prime d'environ 20 % par rapport au cours de clôture d'Amoco de lundi 10 août.
- Le nouvel ensemble, BP Amoco, devient britannique.
- Suppressions d'emplois annoncées : 6 000.

ATTENTES DES ACTIONNAIRES
La montée en puissance des actionnaires et la chute des prix du pétrole, qui ont atteint mardi leur plus bas niveau depuis dix ans, ont changé la donne. Les compagnies sont condamnées à travailler à des coûts de plus en plus réduits - au tour de 5 à 6 dollars le baril - et à dégager de plus en plus de bénéfices pour satisfaire les attentes de leurs actionnaires. « La concurrence internationale dans notre industrie est déjà forte et elle s'accroît avec l'arrivée de nouveaux intervenants. Dans un tel environnement, les meilleures occasions d'investissement iront aux sociétés qui ont la taille et la puissance finan-

cière d'entreprendre des projets de grande ampleur, à même de dégager des bénéfices notables », expliquent les deux groupes pour justifier leur fusion. BP est le premier à tirer les conclusions de ce changement d'environnement. Comme d'habitude. Le géant, longtemps entravé par son passé prestigieux et ses lourdeurs, s'est mué, dans les années 90, en un groupe actif, précurseur de toutes les évolutions du secteur. BP fut l'un des premiers à remettre en cause sa stratégie d'exploration pour la recentrer sur des grands gisements. Il s'attaqua ensuite à ses activités chimiques pour les réorganiser autour de quelques pôles, puis tailla dans son

réseau de distribution en Europe. Enfin, il fut le premier à prendre à bras-le-corps le problème du raffinage, secteur surcapacitaire en Europe. Ayant retrouvé ses forces financières - le groupe a réalisé 4,1 milliards de dollars de bénéfices en 1997 - BP devait trouver d'autres relais pour tenir les ambiteuses promesses de rentabilité (au moins 15 % sur capitaux investis) faites à ses actionnaires. Amoco était une proie toute désignée. La cinquième compagnie pétrolière américaine, comme en France par le seul désastre de l'Amoco-Cadix, a pratiqué une politique active de recherche ces dernières années. Elle se retrouve à la tête d'immenses réserves, no-

Martine Orange

Sir John Browne, le grand réformateur

LONDRES
de notre correspondant à la City
Svelte, vêtus d'un costume strict
rehaussé d'une sobre cravate de soie,
la voix légèrement enrouée,

PROTRAIT
Ce serait forcer
sa nature que
de présenter Sir John
comme un joyeux luron

donc distingué, l'anglais si châtié qu'aucune syllabe palatalisée n'est escamotée. Sir John Browne, directeur général de British Petroleum, commente, mardi 11 août à Londres, la naissance de BP Amoco, le groupe fusionné dont il prendra les commandes. S'il ne vient pas de la City, on s'y tromperait. Ce géophysicien de formation, moulé à Cambridge et à la Stanford Business School, semble taillé sur mesure pour diriger ce fleuron de l'establishment britannique, issu de la légendaire Anglo-Persian Company créée en 1909 par le First Lord de l'Amirauté, Winston Churchill, en vue de ravitailler la Royal Navy en carburant. « Les qualités indispensables de leadership, un talent de gestionnaire pointilleux, attentif aux détails, une vive intelligence et une fine connaissance du secteur lui permettront de concilier recherche de marchés globaux et d'économies d'échelle », assure-t-on, sans complexes, chez J. P. Morgan, banque-conseil du géant britannique des hydrocarbures, dans les négociations avec le major américain.

Entré en 1966, à la fin de ses études, dans la compagnie - à l'époque nationalisée - ce fils d'un cadre de BP fait ses premières armes aux Etats-Unis, dans l'exploration, qu'il ne quittera plus. Son éducation se poursuit avec la mise en exploitation des champs gigantesques découverts, fort à propos, en Alaska et en mer du Nord pour compenser la perte des grandes provinces pétrolières du Proche-Orient au cours des années 60 et 70. Sa carrière décolle, il y a une dizaine

d'années, quand le légendaire Bob Horton fonde dans son équipe de « jeunes Turcs » en lui confiant le poste stratégique de trésorier, malgré son manque de connaissances des arcanes financières.

Ce manager discret et réservé devient la tête de proue de l'opération « Projet 1990 », destinée à chambouler une organisation tentaculaire, fortement hiérarchisée, considérée longtemps comme une annexe du Foreign Office jusqu'à sa privatisation, étalée de 1979 à 1987. Punges affectant la moitié des effectifs du siège et contrôle drastiques des dépenses : de justesse, on empêche ce sabreur au zèle puritain de vendre l'avion de fonction de son protecteur, le cheptel de limousines ou la superbe collection de tableaux de maître.

Tout va ensuite très vite : chef de l'exploration, stratège au conseil d'administration et directeur général en 1992 lorsque M. Horton, limogé sous la pression des investisseurs institutionnels en raison des mauvais résultats et, accessoirement, de son mauvais caractère, est remplacé par un autre « parraïn », David Simon. La désignation en 1997 de Lord Simon comme ministre du commerce et de la concurrence européenne dans l'équipe Blair, et celle du banquier Peter Sutherland, comme président « non exécutif » de BP, font de Sir John l'incontournable homme fort de la compagnie.

Son point faible ? Ce serait forcer sa nature que de présenter ce combattant de cinquante ans, qui vit avec sa mère dans sa maison de Belgravia, comme un joyeux luron. Sir John peut se montrer cassant ou colérique, comme le sont parfois les hommes brefs de taille. Interrogé récemment par le Sunday Times, il avait calmement comparé sa position à son hobby favori, l'opéra, mais en gommant toute émotion artistique : « C'est un art complet, très dur et hybride. Le producteur doit s'entendre avec le chef d'orchestre, qui doit, lui, être en phase avec la musique ».

Marc Roche

BP s'adapte à un environnement pétrolier durablement déprimé

L'ANNONCE de la fusion de British Petroleum (BP) et d'Amoco a réveillé un marché pétrolier jusqu'alors paralysé par la faiblesse des cours de l'or noir et résigné à voir cette situation perdurer pendant encore au moins un an. Mardi 11 août à Londres, le prix du baril de pétrole Brent (qualité de la mer du Nord) a chuté à 11,63 dollars, son niveau le plus bas depuis dix ans. En un an, le baril a perdu 38 % de sa valeur et 53 % par rapport à son sommet, atteint le 16 octobre 1997.

Sur la scène des chiffres publiés vendredi 7 août par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le fragile équilibre de l'économie pétrolière semble durablement perturbé par une abondance de l'offre. Au deuxième trimestre 1998, l'offre mondiale d'hydrocarbures s'est élevée à 75,2 milliards de barils par jour. En face, la demande est limitée à 72,45 milliards de barils, en raison du net ralentissement de la consommation en Asie, essentiellement au Japon (-2,9 %) et en Corée (-8,8 %). Résultat : les prévisions de croissance de la demande mondiale ont été révisées à 1,3 % pour l'année 1998, soit moitié moins que le chiffre initialement prévu.

Circonstance aggravante, les stocks de pétrole n'ont jamais été aussi élevés (2,8 milliards de barils en juin). A mesure que le prix du baril chute, les opérateurs ont abondamment stocké, espérant faire un bénéfice en cas de redressement des cours. Ce surstock n'est jamais produit, tant la défiance du marché envers les promesses des pays producteurs est grande. Le 22 mars 1998, les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et le Mexique s'étaient mis d'accord pour amputer leur production de 1,24 million de barils par jour. Cet accord fut complété par un nouvel effort : l'OPEP a convenu le 24 juin de retirer 1,4 million de barils supplémentaires du marché.

A peine cette décision prise, le ministre saoudien du pétrole, Ali Ibrahim Naimi, estimait que des « fraudes » seraient inévitables. En juillet, l'AIE n'a pu constater que les engagements pris n'étaient tenus qu'à moitié. Pour les compagnies pétrolières, la stagnation du prix du pétrole est synonyme de réduction des bénéfices. Ceux du premier semestre 1998 en portent déjà les marques. Même les « majors », dont les différents métiers devraient permettre d'amortir le choc, ont accusé des replis significatifs de leurs profits : -15,2 % pour Exxon, -21 % pour Royal Dutch Shell et -25 % pour BP. Les bénéfices des compagnies plus petites

ont été plus durement touchés (-48 % pour Amoco). Fin 1997, la plupart des pétroliers avaient construit des budgets 1998 sur un prix moyen du baril situé entre 16 et 18 dollars et sur une croissance de la demande mondiale de 3 %. Avec cet environnement moyen, ils n'avaient plus qu'à poursuivre leurs programmes de réduction de coûts pour espérer accroître leurs bénéfices. Mais ce scénario est aujourd'hui mis à mal. De nouvelles économies doivent être recherchées ; comme les compagnies rechignent à couper dans leurs investissements d'exploration, indispensables pour leur survie à long terme, elles doivent les trouver ailleurs. Le 23 juillet 1998, Shell et Oxy ont ainsi procédé à la rationalisation de leurs portefeuilles en échangeant 1 milliard de dollars d'actifs.

British Petroleum, en acquérant Amoco, a décidé d'aller plus loin. Le groupe britannique tire les leçons du passé. Pour avoir été l'un des derniers à réviser sa stratégie après le contre-choc pétrolier, il a perdu de l'argent en 1992. Aujourd'hui, BP a décidé d'être le premier à tirer les conséquences de l'environnement actuel.

Enguerrand Renault

Non stratégique, l'emballage se détachera de Danone

DANS UN MARCHÉ de l'emballage mondial et concentré, le groupe Danone avait-il encore sa place ? Sa direction a répondu par la négative. L'annonce, lundi 10 août, d'un projet de « société européenne », où Danone et l'allemand Gerresheimer mettront en commun leurs activités d'emballage de verre alimentaire, est une manière progressive de se désengager de cette activité. Ce repli est en tout point conforme à la stratégie affichée par Frank Riboud depuis son arrivée aux commandes de l'entreprise en mai 1996. « Nous devons nous recentrer sur les activités où nous avons une position de leader mondial », ne cessait-il de réaffirmer. L'activité historique de l'ex-BSN, l'emballage en verre (bouteilles, pots d'aliments pour bébés...), ne répondait plus à cet impératif.

Avec 6,2 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1997, Danone Emballage représente 16 % du marché européen, clairement devancé par Saint-Gobain (24 %). Au niveau mondial, selon EuroMonitor, Saint-Gobain, qui a racheté en 1996 l'américain Ball Foster, est devenu

le leader avec 21 % du marché devant Owens Illinois (15,5 %). Sur cette activité lourde, gourmande en capitaux et aux marges ajustées, Danone n'a pas atteint la taille critique. De plus, posséder cette activité ne représente plus un avantage stratégique pour ses pôles alimentaires : seuls 20 % des emballages produits sont utilisés en interne. Depuis plus d'un an, la rumeur courait sur les marchés financiers que Danone cherchait à vendre (Le Monde du 6 mars 1997). Mais le prix demandé par le groupe alimentaire avait, semble-t-il, dissuadé les quelques acheteurs potentiels. Le groupe a donc mis en place une stratégie par étapes en s'associant avec son voisin d'outre-Rhin.

JUSTE DERRIÈRE SAINT-GOBAIN

Pour l'instant, la nouvelle société, qui pèsera 8,4 milliards de francs de chiffre d'affaires, devrait être détenue « à plus de 75 % » par le groupe alimentaire français, selon Danone. L'entité, constituée des six sites industriels de Gerresheimer et des deux usines de Danone, détient 23 % du marché européen, juste derrière Saint-Go-

bain (24 %). Les activités géographiques des deux groupes se complètent bien : Gerresheimer a de fortes positions en Allemagne, Danone en France, aux Pays-Bas et en Espagne, quatre pays qui représentent les deux tiers du marché européen. Deux autres étapes sont déjà à présent prévues : l'entrée à court terme d'un partenaire financier qui prendrait une « participation minoritaire importante » ; à moyen terme, une entrée en Bourse qui permettrait à Danone de se désengager un peu plus.

Pour Gerresheimer, filiale à 51 % du groupe Viag, cet accord permet de sortir partiellement du marché de l'emballage de verre usuel sur lequel sa faible taille ne lui permettait pas d'être compétitif. La société allemande, leader mondial de l'emballage pharmaceutique, « désire se consacrer à la partie à plus grande valeur ajoutée de son portefeuille », précise Burkhard Lingenberg, responsable marketing du groupe : l'emballage en verre cosmétique, pharmaceutique et les verres spéciaux pour laboratoires.

Laure Belot

DÉPÊCHES

■ **BANQUES JAPONAISES** : les 18 grandes banques nipponnes pourraient doubler le montant des provisions prévues cette année (l'exercice s'achevant fin mars), par rapport à la somme initialement prévue, de 1 760 milliards de yens (72 milliards de francs), selon le Nihon Keizai Shimbun. Cette hausse s'explique par l'accroissement de la crise.

■ **LOCKHEED / GENERAL ELECTRIC** : les deux groupes américains ont annoncé mardi 11 août une joint-venture pour déployer un nouveau système satellitaire de communication destiné à la région Asie-Pacifique. Ce système, appelé GE-IA, fournira des services de télévision et de diffusion d'internet à l'Inde, la Chine, les Philippines et le nord-est de l'Asie.

مركزنا من لاهل

COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 13 AOÛT 1998

Le magazine espagnol « Hola ! » se lance sur le marché français

L'hebdomadaire du cœur est un phénomène en Espagne, où il traite de l'actualité de toutes les stars, sans critique et sans sensationnalisme. Dix ans après l'Angleterre, il part à la conquête de la France, où la presse « people » est en perte de vitesse

MADRID de notre correspondante
Hola !, le navire amiral de la presse du cœur espagnole qui, en presque cinquante-quatre ans d'existence, avec une moyenne de 650 000 exemplaires vendus et 3,2 millions de lecteurs, est devenu une référence mondiale, s'était aventuré avec succès, il y a dix ans, dans les eaux tumultueuses de la presse à « gossip » anglaise. Hello était né, qui vend à près de 500 000 exemplaires.

d'une conception particulièrement positive de l'existence ; mais loin de traiter de « l'insouvenable légèreté de l'être » façon Kundera, Hola ! surte aimablement sur « l'écume des jours ». En clair, comme l'expliquait le fondateur, aujourd'hui disparu, Antonio Sanchez Gomez, ce journaliste qui créa le magazine avec sa femme et quelques amis, le 8 septembre 1944, en l'esquisant sur une table de son appartement de la rue Montaner à Barcelone, « notre revue s'adresse aux femmes mais sans oublier les hommes. (...) Elle doit distraire et non créer des complications et être sans poids, ni densité, pour réussir à rendre compte dans ses pages de la mousse de la vie et de ses facettes infinies et multicolores ».

quisme, du « félicisme » lors des quatorze ans de règne socialiste de Felipe Gonzalez, ou aujourd'hui de l'« aznarisme », du chef du gouvernement José María Aznar, n'a jamais fait défaut dans ses pages. Tant il est vrai que, pour exister socialement en Espagne, il faut avoir figuré au moins une fois dans Hola !. L'hebdomadaire est ainsi devenu, au fil des ans, une sorte de reflet positif de l'Espagne d'abord,

tales sont sublimes par le malheur. Du cœur donc, de la fesse jamais ouvertement. Et si l'état major de Hola ! s'est battu il y a quelques années pour acheter à prix d'or des photos de Diana de Galles, surprise « topless » sur une plage espagnole, ce n'était pas pour le publier, mais bien au contraire pour les retirer de la circulation, en hommage, en quelque sorte pour service ren-

d'une période noire de son histoire. Les héroïnes du journal étaient les grandes bourgeoises cultivées et bien habillées de Catalogne. Avec le développement de la photo, les reines de l'écran, de Rita Hayworth à Ava Gardner, eurent l'avantage. Puis, quand en 1962 le journal alla s'installer à Madrid, ce fut l'explosion des pages couleurs, si aptes à servir naissances et mariages princiers. Ce fut l'apothéose de la cour d'Angleterre. Plus tard s'y ajoutèrent les modernes reines des défilés de mode. Sans oublier cette constante dont le journal ne s'est jamais départi : les princes de l'Eglise et la « cour » du Vatican. Certaines de ses couvertures battirent des records de vente, flirtant avec le million d'exemplaires.

« LA MOUSSE DE LA VIE » Mais en quoi consiste-t-il, justement, ce cocktail « rose » proposé par Hola !, si savoureux que chaque semaine l'Espagne se précipite pour l'acheter ? Il s'agit tout simplement d'un magazine du cœur qui se veut bon goût et bon cœur, ce qui fait qu'il est donné pour règle de ne pas faire de sensationnalisme et surtout de ne jamais critiquer personne. Le résultat, c'est une suprématie de la photographie et de la mise en page sur le texte, au service

et du monde entier ensuite : à défaut des trains qui arrivent à l'heure, c'est le journal qui est précis où chacun est désigné par son titre « l'Excellentissime Z », ou « Son Altesse Impériale X », ou tout simplement « la très charmante madame XY ». C'est celui des mariages réussis, des divorces amiables et des familles marquées au sceau du destin, Kennedy, Grimaldi ou Windsor, dont les chamailleries sentiment-

En France, un secteur qui s'essouffle
Roi de la presse « people » - qui traite de l'actualité des stars et des têtes couronnées - en Espagne, Hola ! s'apprête à se lancer en France, dans un marché déprimé, qui a souffert de l'effet Diana. A mi-chemin entre l'actualité et le « people », Paris-Match (307 379 exemplaires) a vu sa diffusion totale payée reculer de 3 % entre 1996 et 1997. Le phénomène est le même dans les deux autres titres du groupe Hachette, France-Dimanche (582 985 exemplaires) et Ici Paris (477 864 exemplaires) qui ont respectivement perdu 6,5 % et 4 % en un an. Les deux hebdomadaires du groupe Prisma Presse, filiale du géant allemand de la communication Bertelsmann, ont été encore plus touchés. En deux ans, Gala (328 760 exemplaires) a perdu 8,5 %, tandis que Voici (698 034 exemplaires) qui adopte un ton ironique, voire agressif à l'égard des stars, a chuté de 15,2 % en deux ans. Point de vue-images du monde (336 736 exemplaires) est le seul titre à progresser en 1997. Tous ces titres font l'objet d'une plus grande sévérité de la justice sur les atteintes à la vie privée, qui a conduit Voici à atténuer quelque peu sa ligne (Le Monde du 20 mars).

du, à une princesse qui a dû faire, au bas mot, près d'une centaine de couvertures de la revue.
TOP-MODELS ET VATICAN
La première « une » de Hola !, le 8 septembre 1944, très stylisée à la manière de l'époque, représentait une jeune femme élégante, dos à la mer ou à naviguer un voilier réel. Il s'agissait alors, à raison de 2 pesetas l'exemplaire, de faire rêver l'Espagne au sortir

de sa bonne humeur et de son ton bien élevé, s'accommodant en son temps sans mot dire de la censure franquiste, en allongeant artificiellement sur les photos jupes et robes quand celles-ci étaient décidément trop courtes. Et ne se permettant que deux audaces, durant toutes ces années, l'une financière qui fut, à l'époque où la revue n'était pas enrichie comme aujourd'hui, d'acheter, avant tout le monde, en avril 1956, un avion avec des passagers spéciaux pour le mariage de Grace Kelly et Rainier de Monaco ; l'autre éditoriale, d'avoir spéculé sur de possibles prétendants à la main de l'infante Elena, lorsqu'elle était encore jeune fille.

DÉPÊCHES

■ PRESSE : le tribunal de commerce de Paris a placé l'hebdomadaire L'Européen en redressement judiciaire, mardi 11 août ; et nommé comme administrateur judiciaire, M. Bouychou. Le président du directoire, Pierre de Boisgubert, avait déposé le 30 juillet une déclaration de cessation de paiement (Le Monde du 31 juillet). Le principal actionnaire (65 %) du titre, le groupe Barclay, a annoncé son retrait de l'hebdomadaire, qui coïncide avec sa volonté de céder The European (Le Monde du 6 août). Actionnaire minoritaire (35 %), Le Monde est prêt à poursuivre le projet, en association avec un nouvel opérateur.
■ Le groupe suisse Juerg Marquard veut licencier la moitié du personnel du quotidien populaire polonais Express Wiecorny, dont il est propriétaire, et de réduire en fonction le tirage. En raison de mauvais résultats financiers, le groupe veut licencier 96 personnes sur 168 salariés, dont 56 journalistes. - (AFP)
■ TELEVISION : le groupe britannique de télévision payante BSkyB a annoncé une baisse de 13,7 % de son bénéfice avant impôt au cours de l'exercice 1997/1998 à 271 millions de livres (2,7 milliards de francs) contre 314 millions lors de l'exercice précédent. BSkyB est coté à 40 % par le groupe News Corp. de Rupert Murdoch. - (AFP)
■ PHOTOGRAPHIE : les journalistes allemands appellent au boycott des photos de la princesse Diana mourante. L'association des journalistes allemands (DJV) a relevé que plusieurs journaux se sont vu proposer des photos anonymes prises après l'accident et en a appelé à la responsabilité des médias, afin qu'ils n'achètent pas ces photos et ne les publient pas.
■ PUBLICITÉ : Publicis a réalisé au premier semestre un chiffre d'affaires en hausse de 41 % à 17,406 milliards de francs, par rapport au premier semestre 1997. Selon Les Echos du 12 août, le groupe prévoit d'investir 600 millions en Asie dans les deux prochaines années.

RÈGLEMENT MENSUEL

COMPTANT

SECOND MARCHÉ

SICAV et FCP

TABLEAU DE BORD

ÉCONOMIE

Baisse de la productivité aux États-Unis

LA PRODUCTIVITÉ aux États-Unis a reculé de 0,2 % au deuxième trimestre contre une progression de 3,5 % au premier trimestre, a indiqué le département du travail mardi 11 août. C'est la première fois depuis le premier trimestre 1995 que la productivité américaine est en baisse. Le nombre d'heures travaillées au deuxième trimestre a progressé de 1,6 % contre 3,4 % trois mois plus tôt. Le coût du travail est en hausse de 4,1 % contre +1,1 % au premier trimestre.

■ FRANCE : les prix à la consommation ont baissé de 0,4 % en juillet, après une hausse de 0,1 % en juin, selon l'indice provisoire publié mardi 11 août par l'Insee. Sur un an, la hausse des prix en France est de 0,8 %, contre 1 % pour la même période de l'année précédente.

■ ALLEMAGNE : les ventes de détail ont accusé une baisse de 2,2 % en juin en glissement annuel après une hausse de 0,2 % en mai, a annoncé mercredi 12 août l'office fédéral de la statistique.

■ La barre des 4 millions de chômeurs ne sera pas franchie à la baisse avant la fin de 1999 ou le début de l'an 2000, a estimé mardi la Deutsche Bank.

■ SINGAPOUR : le produit intérieur brut a perdu 1,6 % au deuxième trimestre par rapport à la même période de l'an passé et devrait continuer à baisser au cours du second semestre, a annoncé mardi le gouvernement. Il s'agit du quatrième trimestre de contraction.

■ PÉTROLE : le prix du baril s'est rapproché mardi de ses niveaux les plus bas depuis dix ans. Il s'est traité sur l'International Petroleum Exchange à 11,86 dollars.

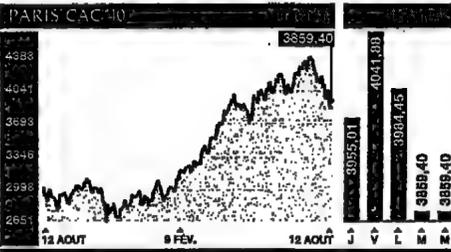


Tableau des écarts au règlement mensuel avec des colonnes pour Hausses et Baissees, incluant des valeurs et variations.

Tableau des cours de change pour diverses monnaies (Franc, DM, Livre, Yen, etc.) avec des colonnes pour Cours, Différence, et Variation.

Tableau des taux d'intérêt (%) et du marché des changes (Devises) avec des colonnes pour Taux, Cours, et Variation.

Toutes les valeurs du CAC40 sur le site Web « Le Monde » www.lemonde.fr

Tableau des indices boursiers (Europe 10h15, Monde) avec des colonnes pour Cours, Différence, et Variation.



Tableau des matières premières (En dollars) avec des colonnes pour Cours, Différence, et Variation.

Tableau des pétroles (En dollars) avec des colonnes pour Cours, Différence, et Variation.

Tableau des or (En francs) avec des colonnes pour Cours, Différence, et Variation.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
MERCREDI 12 AOÛT, la Bourse de Paris a débuté la séance en nette reprise. L'indice CAC 40 gagnait 1,34 %, à 3 897,62 points vers 10 heures 15. Le marché parisien a ouvert avec 15 minutes de retard en raison de problèmes techniques. Mardi 11 août le marché parisien avait accusé une forte baisse, l'indice CAC 40 perdant 2,37 %, à 3 845,98 points (lire page 20).

FRANCFORT
MERCREDI 12 AOÛT, la Bourse allemande a enregistré un fort rebond à l'ouverture de la séance. L'indice DAX progressait de 1,38 %, à 5340,96 points. Les titres SAP et Volkswagen grimpaient fortement après le recul de la veille que certains investisseurs jugeaient excessif au regard des bons résultats de ces deux sociétés.

TOKYO
MERCREDI 12 AOÛT, la Bourse japonaise a clôturé sur une baisse pour la huitième séance consécutive. L'indice Nikkei a perdu 0,18 %, à 15 378,97 points. A l'instar de Sony ou de Honda, les actions des grandes sociétés exportatrices ont été mal créées dans le sillage de Wall Street.

NEW YORK
MARDI 11 AOÛT, la Bourse de New York a terminé en baisse. L'indice Dow Jones a cédé 1,31 %, à 8 462,85 points. Le recul du marché a atteint plus de 2,3 % en cours de séance. Les investisseurs se sont inquiétés de la chute du yen. Ils ont mal réagi à la baisse de 0,2 % au deuxième trimestre de la productivité aux États-Unis.

CHANGES
Le yen se redressait face au dollar mercredi 12 août sur le marché des changes à Tokyo. Le billet vert cotait 145,96 yens alors qu'il était monté jusqu'à 147,64 yens mardi 11 août à New York. Les principales devises européennes s'appréciaient contre la monnaie américaine. Un dollar s'échangeait à 5,9563 francs et à 1,7763 mark.

Tableaux financiers supplémentaires et graphiques partiels.

هكذا من الاموال

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / JEUDI 13 AOUT 1998 / 13

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 12 AOUT Liquidation : 24 août Taxe de report : 3,63 Cours relevés à 10h45

PARIS CAC 40 +1,30% 5895,87

Table of French stock market values (VALEURS FRANÇAISES) with columns for Cours précéd., Cours, and Derniers cours.

Main table of stock market values (VALEURS ÉTRANGÈRES) listing various international companies and their stock prices.

Table of foreign stock market values (VALEURS ÉTRANGÈRES) with columns for Cours précéd., Cours, and Derniers cours.

COMPTANT

MERCREDI 12 AOUT

Table of exchange rates (OBLIGATIONS) for various currencies and bonds.

Table of stock market values (ACTIONS FRANÇAISES) for French companies.

Table of stock market values (ACTIONS ÉTRANGÈRES) for international companies.

SECOND MARCHÉ

MERCREDI 12 AOUT

Table of stock market values (VALEURS) for the second market.

Table of stock market values (ACTIONS FRANÇAISES) for the second market.

Table of stock market values (ACTIONS ÉTRANGÈRES) for the second market.

SICAV et FCP

MERCREDI 12 AOUT

Table of SICAV and FCP values (VALEURS) for various investment funds.

Table of SICAV and FCP values (ACTIONS FRANÇAISES) for various investment funds.

Table of SICAV and FCP values (ACTIONS ÉTRANGÈRES) for various investment funds.

SYMBOLS: B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SCIENCES Pour vérifier enfin si la Terre est aplatie comme le disait Newton ou allongée comme le pensaient les astronomes français Cassini père et fils, l'Académie royale des sciences en-

voya, vers 1735, deux expéditions mesurer le méridien terrestre en Laponie et dans la cordillère des Andes. ● DES DIFFICULTÉS énormes attendaient les quatre savants qui composaient cette

dernière, amenés à effectuer de nombreux relevés topographiques à plus de 3 000 mètres d'altitude. ● LES DONNÉES recueillies par La Condamine et ses compagnons d'aventure

prouvèrent le bien-fondé des calculs d'Isaac Newton. Après celui de l'abbé Picard, leur travail marque les véritables débuts de la géodésie. ● DE NOS JOURS, les satellites capables de

cartographier les ondulations de la surface des océans ont révolutionné notre vision de la Terre, dont la forme est connue avec beaucoup de précision.

L'odyssée andine des savants-arpenteurs du XVII^e siècle

Sept ans d'épreuves seront nécessaires à Louis Godin, Pierre Bouguer, Charles de La Condamine et Joseph de Jussieu pour mesurer, à plus de 3 000 mètres dans la cordillère des Andes, la longueur d'un arc de méridien terrestre, prouvant ainsi que la Terre était aplatie aux pôles

LA TERRE est-elle aplatie aux pôles ou allongée comme un citron ? La question suscite, il y a 250 ans, une intense polémique dans le monde scientifique, en particulier au sein de l'Académie royale des sciences à Paris. Deux écoles s'affrontent de manière irréductible. L'une soutient l'hypothèse de l'astronome anglais Isaac Newton. L'autre s'enflamme pour les travaux de ses deux collègues français, les Cassini père et fils.

Dès 1687, Newton a déduit par le calcul, à partir de sa loi de la gravitation universelle, que la Terre doit être un sphéroïde aplati aux pôles. Trois ans plus tard, le Hollandais Christian Huygens parvient à une conclusion semblable en se fondant sur une autre loi d'attraction. En 1718, pourtant, les Cassini remettent en cause cette hypothèse. Poursuivant jusqu'au Roussillon les travaux effectués en 1669-1670 par l'abbé Jean Picard pour évaluer la valeur d'un degré d'arc sur le méridien Amiens-Paris, ils découvrent que le degré mesuré dans le Roussillon est plus grand que celui mesuré dans le nord de la France. Pour le père et le fils, aucun doute n'est possible : la Terre est élargie comme un citron dans le sens de la ligne des pôles.

L'aplatissement aux pôles était une idée soutenue par des étrangers, un brin de chauvinisme se mêle à la polémique. « On crut qu'il y allait de l'honneur de la nation à ne pas laisser donner à la Terre une forme étrangère, une figure imaginée par un Anglais ou un Hollandais », écrit D'Alembert, cité par les auteurs de *La Figure de la Terre du XVIII^e siècle à l'ère spatiale*, ouvrage collectif publié par l'Académie des sciences. Pour trancher le débat, l'Académie estime que le

mieux est d'aller mesurer la longueur d'un degré d'arc de méridien sous des latitudes très différentes.

Après des discussions houleuses sur les différents sites possibles, le choix se porte sur le territoire de la Real Audiencia de Quito (Équateur) — région alors comprise dans l'ancien Pérou, relevant de la couronne d'Espagne — et sur la Laponie. L'Académie obtient l'appui du comte de Maurepas, ministre de la marine de Louis XV, qui parvient à fléchir le roi. Le départ a lieu en mai 1735 depuis La Rochelle. Embarquent à bord du *Porte-feux*, une flûte de la marine royale : Louis Godin, astronome et responsable de la mission, Pierre Bouguer, mathématicien et physicien, Charles de La Condamine, chimiste et géographe, Joseph de Jussieu, médecin-naturaliste ainsi qu'un chirurgien, un géographe, un dessinateur, un ingénieur et un horloger. La troupe arrive sur place en juin 1736.

La mission est loin d'être une partie de plaisir. Les savants français doivent effectuer leurs relevés dans la cordillère des Andes et planter leurs signaux dans des bassins s'élevant entre 2 600 et 3 200 mètres d'altitude, « encadrés par deux rameaux de la cordillère placés à des altitudes de 5 000 mètres et plus ». Des volcans tels le Pichincha, le Cotopaxi et le Chimborazo jalonnent la région. Plus habitués aux salons parisiens qu'à la haute montagne, les membres de l'équipe doivent se transformer en alpinistes et en coureurs des bois, traverser des torrents sur des ponts en lianes, subir des tempêtes de grêle ou de neige en montagne, tout en transportant leurs lourds instruments de mesure. La maladie, les tremblements de terre, l'hostilité des indigènes et les difficultés avec le pouvoir politique péruvien font aussi partie du voyage. L'argent arrivant souvent en retard de France, les scientifiques devront parfois vivre d'expédients.

Dans cet environnement difficile, ils commencent la première partie de leur mission, la phase géodésique, qui consiste à effectuer des mesures de triangulation sur une distance de 400 km tout le long du corridor andin situé entre les cordillères occidentale et orientale, en profitant de ces dernières pour installer les points de triangulation en altitude. « Les signaux étaient initialement des pyramides à quatre arêtes, parfois recouvertes de toile blanche, mais, comme ils étaient sujets au vol ou à la malveillance, les tentes des observateurs servirent le plus souvent de mire », racontent les auteurs de l'ouvrage de l'Académie. Cette première étape dure trois ans, entre 1736 et 1739. Confrontés à des conditions d'ex-



Pour effectuer leurs relevés de triangulation, les scientifiques français ont dû installer des repères dans le fond de la vallée de Quito, à 2 600 mètres d'altitude, et jusqu'à 4 800 mètres sur les montagnes la surplombant. Difficiles à établir, en raison des intempéries et des difficultés d'accès, ces repères furent fréquemment chapardés par les habitants de la région. Ce fut une épreuve pour les académiciens. Personne n'avait, avant eux, effectué des observations systématiques.



périmentation surhumaines, les savants français reçoivent le coup de grâce en 1737 : partie après eux, la mission de Laponie, dirigée par

deuxième étape, qui consiste à effectuer des observations astronomiques pour déterminer l'amplitude angulaire de l'arc triangulé, et

« On crut qu'il y allait de l'honneur de la nation à ne pas laisser donner à la Terre une forme étrangère, une figure imaginée par un Anglais ou un Hollandais »

Pierre-Louis de Maupertuis, avait réussi sa mission « malgré bien des difficultés dues en particulier au froid » et elle est de retour à Paris. Dans la cordillère, la petite équipe décide de continuer ses travaux en essayant de les mener avec la plus grande précision possible. Ils commencent alors la

qui dure quatre ans. Venu à bout des difficultés, ayant effectué toutes les observations et tous les calculs nécessaires, ils se séparent en 1743, chacun connaissant ensuite une destinée différente.

Louis Godin, qui aura souvent des relations conflictuelles avec ses coéquipiers, sera radié de l'Académie pour avoir accepté sans son autorisation un poste de professeur à l'université de Lima pour payer ses dettes. Il finira ses jours en Espagne. Joseph de Jussieu, épuisé et malade, rentrera en France en juin 1771, trente-six ans après en être parti, en ayant perdu ses caisses de livres, fruit de vingt années de recherches.

La Condamine décide de descendre le fleuve Amazone avant de rentrer, car il veut absolument rencontrer les Amazoïens, ces femmes guerrières qui ont donné leur nom au fleuve. Il ne les trouve pas. Mais, à Cayenne, il découvre l'existence d'une gomme naturelle, souple et résistante, dont certains Indiens se servent pour leurs armes, leurs cordages, ou pour réparer leurs pirogues : le caoutchouc, qu'il fera connaître à son retour. Débarqué à Amsterdam le 30 novembre 1744, il

Malgré toutes ces péripéties, les expéditions des Andes et de Laponie auront permis de valider de façon éclatante les idées de Newton. « Exécutées avec une précision remarquable pour l'époque, les mesures montrèrent que le degré de méridien était plus long en Laponie qu'au Pérou » et que la Terre était bien aplatie aux pôles. « Ce résultat fut confirmé par les premières mesures de la pesanteur terrestre, indiquant une augmentation de celle-ci de l'équateur aux pôles » expliquent Anny Cazenave et Kurt Feigl, dans *Formes et mouvements de la Terre*.

Christiane Galus

Quatre brillants académiciens

● Pierre Bouguer, mathématicien et astronome, est né le 10 février 1698 au Croisic (Loire-Atlantique). Après des études chez les jésuites de Vannes, cet enfant prodige devient professeur royal d'hydrographie à quinze ans. Il est reçu à l'Académie en 1731 pour ses recherches sur la lumière et des travaux de géométrie. Ses travaux sur la « gradation de la lumière », publiés en 1729 et 1760, en font le créateur de la photométrie. L'Académie des sciences, qui célébrait en juin son tricentenaire, en faisait l'éloge, considérant que « c'est un grand savant assez largement méconnu, un homme des Lumières curieux de tout ».

● Louis Godin, mathématicien, est né en 1704 à Paris. Bien qu'étant le plus jeune de l'équipe — il n'a alors que trente et un ans —, il est le chef par son ancienneté à l'Académie, où il est entré à vingt et un ans comme adjoint géomètre, grâce à une série de travaux de mathématiques et d'astronomie.

● Charles Marie de La Condamine, géodésien et naturaliste, est né à Paris en 1701. Il entre à l'Académie en tant que chimiste en 1730. Mais la chimie ne plaît guère à cet homme d'action et il se tourne vers une autre discipline, la géographie. Il part sur un bateau de l'escadre de Duguay-Trouin, faire le tour de la Méditerranée et séjourne un an au Moyen-Orient.

● Joseph de Jussieu, médecin et botaniste, est né en 1704 à Lyon. Nommé à l'Académie en 1742, il fait partie de la célèbre famille d'apothicaires lyonnais et est le plus jeune des frères Jussieu, dont deux, Antoine et Bernard, sont devenus membres de l'Académie. Il a toujours étonné sa famille par ses fantasmes et son instabilité. Soucieux de voir enfin leur cadet faire quelque chose d'utile, les deux frères Jussieu le proposent pour l'expédition sud-américaine.

FAUTE DE MOYENS d'observation suffisants, l'homme a, longtemps, dû faire preuve d'imagination pour déterminer la forme et le tour de sa planète. Les Babyloniens pensaient que la Terre flotte sur un océan, l'univers étant considéré comme une voûte. Le Grec Anaximandre imaginait notre planète sous la forme d'un disque, la partie habitée étant limitée à l'une des faces. Il faudra attendre les pythagoriciens, au VI^e siècle avant J.-C., pour voir apparaître la première hypothèse présentant la Terre comme une sphère. Trois siècles plus tard, le Grec Eratosthène, géomètre d'Alexandrie, partant également du principe que la Terre est sphérique, évalue sa circonférence à 41 710 km.

La science géodésique connaît ensuite un arrêt. Jusqu'à ce qu'un Hollandais invente vers 1533 la méthode de triangulation. Cette technique va permettre, au XVII^e et au XVIII^e siècles, les premières mesures sérieuses de notre globe. Des expéditions scientifiques sont menées en France, en Laponie, dans les Andes, et au cap de Bonne-Espérance, pour calculer la longueur d'un arc de méridien d'un degré. Elles concluent, sans doute possible, que notre Terre est une sphère aplatie aux

pôles. La valeur précise de la circonférence d'un méridien terrestre est déterminée avec précision au début du XIX^e. On en tirera la première définition du mètre étalon, comme étant « la dix millionième partie du quart de la circonférence d'un méridien terrestre », jusqu'à ce que soit proposée une nouvelle définition, fondée sur la longueur d'onde d'une radiation lumineuse.

DE NOUVEAUX ET PUISSANTS OUTILS L'envoi de Spoutnik-1 dans l'espace, le 4 octobre 1957, propulse la science géodésique à une autre échelle, en apportant aux scientifiques de nouveaux et puissants outils, écrit Anny Cazenave et Kurt Feigl dans *Formes et mouvements de la Terre, satellites et géodésie*. Les émissions radioélectriques envoyées par son successeur, Spoutnik-2, fournissent la première détermination de l'aplatissement terrestre. Par eux, les Américains et les Européens lanceront plusieurs satellites géodésiques qui apporteront des informations sur les mouvements tectoniques à grande échelle et sur les déformations de l'écorce terrestre.

Ils vont aussi permettre, pour la pre-

mière fois, une étude fine du champ de gravité terrestre. Les satellites sont soumis, en effet, à l'attraction gravitationnelle de la Terre qui déforme leur trajectoire. L'étude de l'irrégularité de leurs orbites par des observations laser ou grâce à l'effet Doppler a mis en évidence les anomalies du champ de gravité. Ces variations sont visualisées au moyen du géoïde — une surface d'équilibre équipotentielle du champ de gravité — qui coïncide avec le niveau moyen des mers et représente la forme qu'aurait la Terre si elle était complètement recouverte d'océans au repos.

Au fil des ans, les scientifiques ont ainsi découvert que le géoïde présente des creux et des bosses pouvant atteindre 100 mètres. Il existe sur la planète deux grandes bosses, l'une centrée sur la Nouvelle-Guinée, mais s'étendant largement sur tout le Pacifique ouest, et l'autre couvrant l'Atlantique et le sud de l'Afrique. Par contre, « une vaste anomalie négative est associée à l'Asie et à l'océan Indien. Le continent antarctique est aussi placé sur un creux du géoïde, de même que l'Amérique du Nord, et en particulier la baie d'Hudson », explique Anny Cazenave.

La dernière révolution géodésique a été

apportée par les satellites altimétriques. Grâce à un radar, ces engins cartographient directement les ondulations de la surface marine, et ils ont de cette manière « révolutionné notre vision du géoïde au-dessus de l'océan », précise Anny Cazenave. Le premier satellite doté d'un radar altimètre, Geos-3, fut lancé par la NASA en 1975. D'autres ont suivi, Seasat et Geosat (Etats-Unis), ERS-1 de l'Agence spatiale européenne (ESA) et enfin le tout dernier, Topex-Posidon (NASA-ESA), capable de mesurer les variations du niveau de la mer à 2 centimètres près.

On a ainsi pu observer que la surface des océans est une véritable « réplique » des reliefs des fonds océaniques. La corrélation avec la topographie des fonds océaniques est extraordinaire. Par exemple, la surface de la mer se bombe au-dessus d'un volcan, ou au contraire se creuse au-dessus des fosses océaniques. Aujourd'hui, les chercheurs disposent d'une image à haute résolution des reliefs sous-marins. Ils ont pu découvrir sous les océans, depuis l'espace, des volcans et de nouvelles structures associées à la tectonique des plaques.

C. Ga.

Moscou veut publier les anciens clients de...

PROMOTION SICILE

GRANDS HÔTELS D'ÉPOQUE

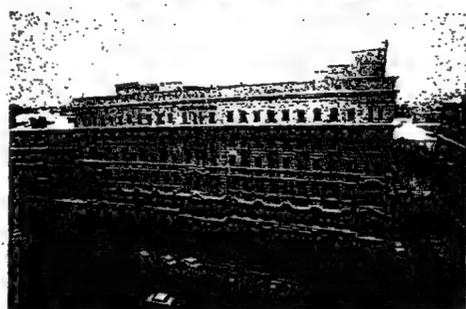
Moscou veut oublier les anciens clients du Lux

Rebaptisé Central, l'établissement voit toujours passer les fantômes du Komintern

MOSCOU de notre correspondante L'hôtel Lux n'existe plus sous ce nom que dans les livres qui, hors de Russie, évoquent ce lieu de mémoire par excellence de l'Internationale communiste (Komintern). Dans l'entre-deux-guerres, il était la résidence obligée de milliers d'étrangers attirés par la grande lueur du mythe de la révolution prolétarienne dont ils deviendront les victimes, les bourreaux ou les deux à la fois. Aujourd'hui, ils sont bannis des annales russes, qui veulent exorciser cette « parenthèse » de l'histoire. Mais l'hôtel est toujours là, banalisé depuis le début des années 50, sous le nom de Tsentralnaïa (le Central). Il fut racheté en 1996 par une banque, qui envisage de lui redonner, un jour, son nom d'ancien régime, Filippov. Celui-ci a déjà la boulangerie ouverte à ses pieds, qui livrait, au siècle dernier, par courrier spécial, des petits pains à la cour de Saint-Petersbourg. Situé au 10 de la Tverskaïa, les Champs-Élysées moscovites, il se fonde dans les maisons semblables du XIX^e siècle, qui s'alignent jusqu'à la fastueuse église Elisseev, pendant architectural de la boulangerie Filippov. Son étroite entrée, flanquée de deux colonnes de marbre, disparaît au milieu des commerces du rez-de-chaussée : un bar à lambris dorés (ex-restaurant Astoria), l'agence de la banque Rossiskii, propriétaire des lieux, la boulangerie et une « Pizza-Hut ». Mais une fois passées les doubles portes de bois, on pénètre dans un monde caché, où se bousculent les strates du siècle : un cadre pré-révolutionnaire, des restes de règlement soviétique et une agitation où se côtoient exclus et « battants » de la nouvelle Russie ; le tout baignant dans la rance odeur de « podzied »



Dans l'entre-deux-guerres, le Lux, était la résidence obligée de milliers d'étrangers communistes attirés par la grande lueur du mythe de la révolution prolétarienne.



une parade. « Maintenant, aux États-Unis, ce n'est pas beaucoup mieux que sous Staline en Russie. Des amis, partis là-bas, me l'ont dit : la loi y oblige à dénoncer les voisins. » En attendant de trouver auprès d'étrangers les 600 millions de francs nécessaires pour faire de l'hôtel un rival du Métropole ou du National, son nouveau propriétaire loue la moitié des deux cent cinquante chambres comme bureaux à des firmes peu soucieuses de standing. Les deuxième, troisième et quatrième étages sont occupés par des sociétés de tourisme, de juristes, des salons de beauté, des marchands de téléphone portable et des voyants.

Véra, qui avait un café au buffet à décor gothico-oriental du troisième étage, n'ont jamais entendu le mot de Komintern. Comme la plupart des autres employés interrogés dans les bureaux. Même le personnel de service, renouvelé lors du rachat par la banque, n'en a qu'une idée vague, et, en tout cas, ne s'y intéresse guère. Mais au cinquième étage, rajouté comme le sixième en 1935, lors des grands travaux haussmanniens au centre de Moscou, la retraitée Tamara Maximovna, elle, a des idées sur le sujet. Ancienne directrice d'une petite troupe d'acrobates nains, elle est descendue dans cet hôtel, qui lui rappelle les années soixante. Heureux temps où elle y séjournait en vacances avec son mari, décédé, et ses enfants, maintenant immigrés. « On ne pensait plus alors à ces maudits communistes du Komintern. Il y avait trop de juifs parmi eux. Ça nous a bien desservis, soupire, pensive, cette juive d'Odesa. Mais avec ceux d'aujourd'hui, ce n'est pas mieux. Tous ces jeunes incultes avec des Mercedes, on ne sait pas où ça va mener. » Elle s'est assise pour souffler sur un divan défoncé du couloir, demandant au jeune Fedor, autre pensionnaire du sixième, d'aller lui chercher ses pantoufles, qui l'aideront à gravir le dernier étage. Fedor, un violoncelliste malingre, vit ici à l'année en sa qualité de réfugié du Kazakhstan. Car le poids du Tsentralnaïa, bien plus lourd que les fantômes du Komintern, aux yeux de la direction qui rêve d'un « Filippov Hilton », ce sont tous les réfugiés logés gratuitement par la mairie au dernier étage de l'hôtel.

La Guépéou dans les couloirs

« Le Lux est un lieu sans équivalent, incarnant une histoire sans équivalent, chacune de ses chambres réalise un destin », témoigne Ruth von Meyenburg, une aristocrate de Bohême rescapée de cet « Intourist pour conspirateurs communistes » où elle vécut sept ans avec son mari, Ernst Fischer. Tous les membres du Komintern, internationale fondée à Moscou en 1919 pour porter la subversion dans le monde, se sont arrêtés un jour ou l'autre dans cet hôtel central de Moscou. Les chefs étaient logés aux étages nobles, la piétaille sous les toits, et tous étaient surveillés par la Guépéou, l'agence du KGB, qui dirigea par leur intermédiaire les partis communistes étrangers. Tenus à l'écart de la population, ils avaient au Lux des magasins gratuits, une clinique, un jardin d'enfants et un restaurant avec ses serveuses maussades, ses danseuses obèses et ses clients-flics en service. Dans les années 20, pour le quotidien, les cuisines

communautaires aux étages donnaient lieu à de joyeuses convivialités, celles de la folie en l'aveux radieux, malgré les rats et les cafards qui infestaient le Lux. Mais l'amertume vint vite, puis la déchéance. Dans les années 30, Staline exigea, en plus d'une obéissance aveugle, toujours plus de « trahisons » et d'« espions » à liquider dans les rangs des kominterniens, formés de dénonciateurs et de victimes aux rôles interchangeables. C'est ce qu'ont vécu ceux qui, après-guerre, deviendront chefs d'État ou dignitaires du socialisme, comme Tito, Hô Chi Minh, Zhou Enlai, Walter Ulbricht, Palmiro Togliatti, Maurice Thorez ou André Marty, le plus acharné des dénonciateurs ; comme ceux, bien plus nombreux, qui furent arrêtés, torturés, déportés ou abattus dans les caves de la Loubianka voisine, siège immuable du KGB. Sort « classique » que celui de Heinz Neumann, communiste allemand convoqué pour « explications » à Moscou, où il assiste, terrorisé, aux purges avant d'être exécuté en 1937 comme « agent de la Gestapo ». Sa femme, Margarete Weber-Neumann, déportée en Sibérie, est ramenée à Moscou en 1940, pour être aussitôt livrée à cette même Gestapo, comme des centaines d'autres pensionnaires du Lux extraits du goulag en cadeau à Hitler, nouvel ami de l'URSS. Margarete survécut et publia un témoignage lucide sur les yeux menant du Lux au camp de Ravensbrück. En ces temps d'éncre, les pensionnaires du Lux se calfeutraient dans leurs chambres, n'en sortant que pour une descente furtive aux cuisines, évitant de se croiser, ne dormant plus la nuit car à l'affût des pas des « guépéistes » dans les couloirs venaient embarquer leurs proies, et comptant au matin les nouveaux scellés sur les portes. Fin 1938, un étrange silence y règne quand débarguent les réfugiés de la « peste brune » en Europe, Espagnols, Tchèques ou Français. Le Komintern est dissous formellement en 1943, mais les survivants du Lux, installés dans une maison voisine ou renvoyés dans leurs pays, serviront encore la « patrie des prolétaires ».

AVASION BONNES VACANCES À NOS 5 624 CLIENTS PARTIS EN AOÛT. Tout va bien. (Dans notre météo, pas de nouvelles, bonnes nouvelles). BONNES VACANCES AUX AUTRES. Ils ont payé plus cher à qualité égale, mais ils pourront toujours se rattraper la prochaine fois. DIRECTOURS VOYAGES INDIVIDUELS À LA CARTE AUX MEILLEURS PRIX DU MARCHÉ

Vos vacances sont sur Minitel Offres de dernière minute !!! 3617 AIREVASION 3617 AIRVOL 3617 LOUEZ

PROMOTION SICILE Hôtel-Club Plaia d'Himera : 3 995 F* Départ des : 29/08/98 - 5, 12, 19 et 26/09/98 semaine supplémentaire : 2 500 F* Minitel 3615 CIT EVASION Tél. 01 55 77 27 26

3615 DREAMS Voyages propose séjours de qualité et vols des meilleures compagnies aux prix les plus bas. EVASION renseignements 01 42 73 39 40

Carnet de route

● L'avion. Air France (tél. : 0802-802-802) relie Paris à Moscou trois fois par jour (deux vols le samedi) en 3 h 35 à partir de 3 649 F A/R (tarif Tempo 3). Le décalage horaire est de plus 2 heures en été. Nouvelles Frontières (08-03-33-33) propose un vol quotidien sur Aeroflot à partir de 2 214 F A/R et, avec cette même compagnie, Inexco Voyages (tél. : 01-47-42-25-95), à partir de 2 162 F A/R (départs de Paris, Lyon et Nice). ● L'hôtel. En attendant la rénovation du Lux, alias Tsentralnaïa, alias, après restauration, Filippov, on pourra descendre dans l'un des établissements suivants, soigneusement sélectionnés par Inexco Voyages. Le Belgrade, un 2-étoiles, typique de l'ancien État soviétique par excellence, situé sur l'Arbat, l'artère commerçante, à partir de 210 F par personne en chambre double. L'Ukraine, un 3-étoiles, tour stalinienne s'il en est, à partir de 365 F. Et, parmi les 5-étoiles de caractère, rénovés : le National, où a séjourné Lénine, en face de la place Rouge (à partir de 795 F), le Métropole, qui possède une très belle verrière et où furent tournées certaines scènes du Docteur Jivago (à partir de 935 F), le Baltichug, une des plus belles vues sur le Kremlin (à partir de 845 F), et le Savoy, construit en 1913, non loin du Boïhof (à partir de 870 F). ● Saison. Le climat à Moscou est parfaitement continental avec des hivers longs et très froids, alors que les étés sont précoces et courts. Il est bon d'éviter les périodes de salons (octobre, novembre, mars, avril), les hôtels affichant alors souvent complet. ● Voyagistes. Inexco Voyages, spécialiste de la Russie-CeI propose des séjours à la carte, en hôtels (voir ci-dessus) et, pour un réel « bain culturel », des adresses dans des familles sélectionnées, à Moscou même. Des familles parlant le français ou toute autre langue, selon les désirs du voyageur et les possibilités sur place. A partir de 220 F par personne en chambre double et demi-pension. Consulter également Bennett Voyages (tél. : 01-48-01-87-77), Kuoni (agences), Nouvelles Frontières, qui programme, hors brochure et sur demande, le National, Transtours (agences) et Voyageurs en Europe (tél. : 01-42-96-17-20). ● Visites. Moscou compte près de 150 musées, dont le célèbre Pouchkine avec ses œuvres de Rubens, de Rembrandt et de peintres impressionnistes. Mais la grande capitale de Russie possède aussi de nombreux palais, églises et places qui méritent l'attention des visiteurs. Une mention particulière doit être décernée au métro de la ville. En plus d'être rapide et pratique, avec une ligne périphérique, il s'impose aussi comme lieu de visite permettant la découverte d'un morceau d'histoire et d'architecture des premières années du régime communiste. De nombreux artistes ont participé à la décoration des stations et l'on retrouve les divers tendances qui ont marqué le pays des modernistes, des années 20, aux néo-classiques spécialistes du fameux « dorique prolétarien ». On peut aussi profiter d'un séjour moscovite pour aller admirer, dans un rayon de 70 à 300 km autour de la capitale, les villes de l'« Anneau d'Or », et leur très beaux monastères orthodoxes : Sergueïev-Possad (ex Zagorsk), Kostroma, Souzdal, Rostov, Vladimir notamment. En voiture avec chauffeur à réserver à l'avance à Paris. ● Formalités. Visa obligatoire à demander au consulat de Russie (40, boulevard Lannes, 75116 Paris, tél. : 01-45-04-05-01), à partir de 275 F, en prévoyant un délai d'une semaine et en fournissant la preuve que l'on a déjà réservé un hôtel. Aussi est-il souvent plus simple de passer par une agence. ● Lectures. Le guide Moscou (Autrement) est excellent, le Petit Futé, abondant en informations pratiques, mais le Guide Bleu (Hachette) et Russie (Gallimard) demeurent des références.



LE CARNET DU VOYAGEUR

FRANCE. Pour le week-end de l'Assomption du 14 au 16 août la Sécurité routière prévoit un samedi 15 classé « journée rouge » et conseille aux automobilistes d'éviter d'emprunter la vallée du Rhône dans le sens des départs Paris-province, voire de renoncer à rentrer ce même jour dans le sens contraire. Il est préférable de privilégier le dimanche, comme le vendredi. Information : Minitel 3615 Route rubrique PLO (1,29 F la minute), et audiotel 08-36-68-20-00.

INDE. Avec l'ouverture d'une ligne ferroviaire, la Konkan Railways Track, la durée du trajet en train de Mumbai (Bombay) à Goa se trouve réduite à une dizaine d'heures, sans correspondance, contre vingt quatre heures auparavant avec un changement. Départ de la gare Kurla à 23 h 10, arrivée à Goa à 9 h 05 le lendemain. Un billet de wagon-lit en 2^e classe climatisée revient à 200 F environ. De Goa, on peut désormais rejoindre, par avion, les îles Lakshadives, avec la mise en service des vols Indian Airlines, chaque mardi et dimanche. Information auprès de l'Office national indien du tourisme, tél. : 01-45-23-30-45.

ÉTATS-UNIS. De nouveaux survols du Grand Canyon sont proposés au départ de Las Vegas par la compagnie d'hélicoptères Papillon. Au programme figurent notamment une incursion chez les Indiens Hualapai, un pique-nique au champagne au bord du Colorado, une découverte du versant ouest du Grand Canyon et le survol nocturne de Las Vegas. Réservations à Paris auprès d'Express Conseil au 01-44-77-88-09.

Le rafraîchissement se confirme

JEUDI, avec le recul de l'anticyclone en Atlantique, la dépression au voisinage de l'Écosse dirige sur le pays un flux de nord-ouest qui nous amène un air relativement frais. Le rafraîchissement se confirme. Le soleil sera généreux sur la moitié nord, tandis que le ciel sera plus nuageux dans le sud, avec quelques orages sur le relief.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Le soleil sera prédominant. Les températures seront relativement fraîches près des côtes, avoisinant les 20 degrés et ne dépasseront pas 23 à 25 degrés à l'intérieur des terres.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - La présence de quelques nuages n'empêche pas le soleil d'être au rendez-vous. Les températures ne dépassent pas 19 à 27 degrés du nord au sud, avec au mieux 25 à 26 degrés sur la capitale.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Les ondées, parfois orageuses, qui touchent encore l'est et le sud en début de matinée s'évencent. Le ciel se dégage par le nord-ouest et

le soleil s'impose. Des nuages traînent sur le sud de la Bourgogne et le Jura. Ils pourront encore donner quelques orages sur le relief du Jura. On ne dépassera pas 23 à 28 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Dans le Poitou-Charente, il fera beau et relativement frais, avec au mieux 21 à 25 degrés. Ailleurs, le ciel sera souvent nuageux et on ne sera pas à l'abri d'une ondée. Des orages pourront se développer dans les Pyrénées. On attendra au mieux 25 à 29 degrés, localement 23 degrés sur les côtes.

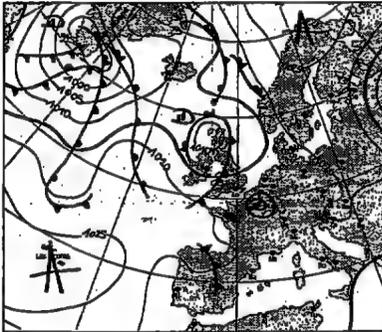
Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Nuages et éclaircies alterneront. Les ondées tourneront parfois à l'orage sur le relief dans la journée. On ne dépassera pas 27 à 32 degrés l'ouest en est.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Autour de la Méditerranée, la présence de nuages d'altitude n'empêchera pas le soleil de briller. Plus à l'intérieur des terres les nuages seront plus nombreux et parfois menaçants. Des orages pourront éclater sur le relief.

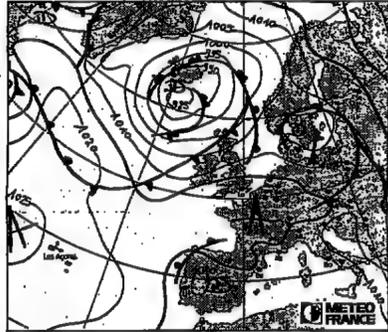
PRÉVISIONS POUR LE 13 AOÛT 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel.
S : ensoleillé ; N : nuageux ; C : couvert ; P : pluie ; * : neige.

FRANCE métropole

AJACCIO	18/31 S
BARCELONE	16/21 N
BORDEAUX	16/23 N
BOURGES	14/27 N
BREST	10/20 N
CAEN	13/17 N
CHERBOURG	10/20 N
CLERMONT-F.	18/25 C
DIJON	16/27 N
GRIGNOLE	18/28 N
LILLE	12/23 N
LIMOGES	15/26 N
LIVON	18/29 N
MARSEILLE	22/29 S
NANCY	15/27 N
NANTES	12/23 N
NICE	22/28 N
PARIS	12/26 N
PAU	15/23 N
PERPIGNAN	21/30 S
RENNES	11/21 N
STRASBOURG	17/28 N
TOLOUSE	18/28 N
TOURS	13/25 N
FRANCE outre-mer	
CAENNE	24/30 N
PORT-DE-PL.	25/31 N



Situation le 12 août à 0 heure TU

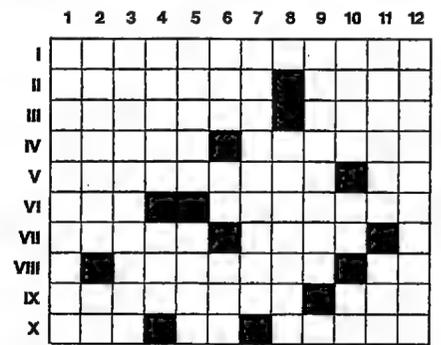


Prévisions pour le 14 août à 0 heure TU

19/23 S	BUCAREST	16/30 S	MILAN	23/32 S	VENISE	23/32 N	SANTOCCOCHI	27/13 S	ASIE-OCCÉANIE	
21/26 S	BUDAPEST	19/33 N	MOSCOU	9/13 N	VIENNE	17/29 N	TORONTO	16/26 S	BANGKOK	26/30 P
23/32 N	COPENHAGUE	14/18 N	MUNICH	15/23 P	PIENNE	15/23 P	WASHINGTON	20/30 N	BOMBAY	27/29 P
11/22 S	DUBLIN	11/22 S	NAPLES	24/34 N	AMÉRIQUES				DJAKARTA	24/31 N
12/25 S	OSLO	12/25 S	OSLO	9/16 P	BRÉSIL				CUBAI	23/42 C
17/25 P	PALMA DE M.	17/25 P	PALMA DE M.	22/31 S	BUENOS AIRES	21/12 S	AFRIQUE	20/31 S	HANOI	28/31 P
10/17 N	PRAGUE	10/17 N	PRAGUE	14/23 P	CARACAS	25/31 P	DAKAR	26/29 S	HONGKONG	27/31 N
22/28 S	ROME	22/28 S	ROME	23/33 N	CHICAGO	19/27 N	KINSHASA	20/27 C	JERUSALEM	24/33 S
13/23 S	SEVILLE	13/23 S	SEVILLE	17/32 S	LIMA	14/19 C	LE CAIRE	24/34 S	NEW DELHI	28/33 P
20/30 S	SOFIA	16/29 S	LOS ANGELES	18/24 N	MARRAKCH	19/37 N	PEKIN	24/32 S	OSAKA	24/29 P
12/18 N	ST-PETERSBURG	10/14 S	MEXICO	14/24 N	NAGASAKI	14/22 N	SEOUL	24/29 P	SINGAPOUR	26/31 P
12/22 N	STOCKHOLM	11/16 P	MONTREAL	15/25 S	PRETORIA	17/25 S	SYDNEY	10/17 N	TOKYO	26/29 P
18/26 N	TENERIFE	18/26 N	NEWYORK	22/27 N	RABAT	15/24 N	SYDNEY	10/17 N		
12/21 S	MADRID	12/21 S	MADRID	14/27 P	SAN FRANCISCO	16/23 S	TUNIS	24/34 S		
			ZURICH	12/21 S						

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98192 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTELEMENT

I. Ne s'adonne pas aux plaisirs de la chair. - II. Ce n'est pas là que la précédente vient se ravitailler. La valeur des choses. - III. Logement de misère. On lui doit *La Marseillaise*. - IV. Arme verte. Sauter sur l'occasion. - V. Suite de petits coups. Retrouvées dans le précédent. - VI. Jeune d'aujourd'hui. Sera sans effet. - VII. Ses eaux apportent l'oubli aux morts. Assure l'équilibre des plateaux. - VIII. Très souvent artificiel, il suit de près la mode. Personnel. - IX. Comme une grosseille préparée

pour la gelée. Anglaise légère. - X. Possessif. Dans une lettre. Rengaines d'autrefois.

VERTICALEMENT

1. Son abstinence est encore plus stricte que celle du I horizontal. - 2. Le cobra ou lenaja. Cours italien. - 3. Poules des bois. - 4. Laisse échapper les gaz. Pour appeler dans la rue. - 5. Jugée du bout des doigts. Vacances forcées. - 6. Officier à la cour du sultan. Possessif. Lettres explosives. - 7. Eprouvée. - 8. Ouvrages pour préparer les exa-

mens. - 9. Ronde et anglaise, elle est aussi bâtarde. - 10. Personnel et phrénologique. Largeur de la bande. Prend son temps dans les arbres. - 11. Dépouillement total. Flottante dans l'assiette. - 12. Ne s'arrêteront donc jamais.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98191

HORIZONTELEMENT

I. Trompe-la-mort. - II. Reboisés. RER. - III. Acerbes. Ravi. - IV. Môle. Sémites. - V. Paent. Résout. - VI. Op. Extras. Iso. - VII. Les. Oul. Aren. - VIII. Eau-de-vie. - IX. Nous. Enée. Né. - X. Eclat. Trônât.

VERTICALEMENT

1. Trampoline. - 2. Recoupé. Oc. - 3. Obble. Seul. - 4. Morne. Asa. - 5. PIB. Trou. - 6. Esés. Rude. - 7. Léseraient. - 8. As. Mes. Ver. - 9. Ris. Aieo. - 10. Oratoire. - 11. Réveuse. Na. - 12. Tristounet.

BRIDGE

PROBLÈME N° 1801

SAUVÉ PAR LE MIRACLE
Alan Truscott a fait paraître dans le *New York Times* cette donne jouée lors d'un match de sélection.

♠ V1062
♥ R D V 4
♦ R V 8 3
♣ D

♠ A 9 8 7 4
♥ 10 5
♦ 10 4 2
♣ 10 4

♠ D 5 3
♥ A 9 8 7 6 2
♦ A
♣ A R 5

Ann. : S. don. E-O. vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♥	passé	4 ♣	passé
4 ♠	passé	5 ♣	passé
6 ♥	passé	passé	passé

Ouest ayant attaqué le 6 de Carreau (♠ meilleure), comment Sud a-t-il gagné ce PETIT CHELEM à CŒUR contre toute défense ?

Réponse
Ouest n'ayant pas de Pique pour faire chuter immédiatement le chelem, il ne restait plus qu'à essayer une remise en main suivie d'un retour dans coupe et défausse.

Après avoir fait l'As de Carreau sec, le déclarant a tiré la Dame de Trèfle, et a commencé son jeu d'élimination en coupant un Carreau. Il a joué ensuite le Roi et l'As de Cœur, puis l'As de Trèfle. Pour remonter au mort, il a coupé le... Roi de Trèfle (Est).

AIDE-TOI, LE CIEL T'AIDERA !
Ce chelem, réussi par Roger Médan, montre l'importance des déductions à tirer d'une entame.

♠ A D 6 4
♥ A V 6
♦ A D 7
♣ A R 5

♠ V 10 9 5
♥ 8 2
♦ V 8
♣ 10 8 6 4 2

♠ 7 3 2
♥ R 9 7
♦ R 9 6 5 4
♣ V 7

Ann. : O. don. Pers. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
passé	2 ♣	passé	2 0
passé	3 SA	passé	4 0
passé	4 ♥	passé	4 SA
passé	5 0	passé	6 0

défaussant un Pique) et a réalisé le Roi de Carreau sur lequel Sud jeta le 3 de Pique. Dès lors, il était clair que Ouest, qui avait un seul Cœur et sept Trèfles, et qui (en principe) n'avait pas de Pique, détenait forcément cinq Carreaux à l'origine, dont la Dame. Il suffisait donc de jouer le Valet de Carreau et de défausser le 5 de Pique. Ouest prit, mais dut rejouer Carreau ou Trèfle pour une coupe par le dernier atout du mort et la défausse du dernier Pique de Sud...

Quest ayant fait l'entame normale du Valet de Pique, comment Médan, en Sud, a-t-il gagné ce PETIT CHELEM à CARREAU contre toute défense ?

Note sur les enchères
En répondant « 2 Carreaux », malgré deux Rois et un Valet, Sud espérait gagner un palier d'annonces, que son partenaire lui fit perdre avec « 3 SA » pour arrêter les enchères, car un chelem lui semblait exclu. Mais Médan ne s'arrêta pas aussi facilement et déclara « 4 Carreaux ». Son partenaire (Molle) renvoya la balle en disant « 4 Cœurs ». Sud fit alors un Blackwood à « 4 SA » sans se rendre compte que cette enchère n'était qu'un relais naturel. Enfin, sur « 5 Carreaux », Sud déclara le chelem.

Philippe Brugnon

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 13 AOÛT 1998

FESTIVALS Le Festival interceltique de Lorient, qui se déroule du 7 au 16 août, est devenu en dix ans un important rassemblement d'une musique qui dépasse largement le concept « traditionnel ».

On y entend des musiques folks aussi bien que classiques, rocks, ou techno. Le public est aussi bigarré que les sons dispersés en 250 concerts par 4 500 artistes.

LA « NUIT DES ASTURIÉS », dimanche 10 août, a illustré cette ouverture, avec un groupe espagnol très « irlandisé » ; une chanteuse des montagnes et, surtout, la création d'une suite pour orchestre symphonique et instruments traditionnels de Ramon Prada.

ALAN STIVELL représentait, le 11, la première génération des musiciens bretons à avoir sorti les instruments traditionnels du folklore.

DIDIER SQUIBAN, quant à lui, est l'un des tout premiers à interpréter le répertoire breton au piano.

Lorient, celte et décidée à le rester

Le Festival interceltique, qui se tient du 7 au 16 août, connaît cette année encore un succès nourri de l'esprit de fête et d'ouverture. Bretagne, Asturies, Irlande, pays proches et lointains s'y rejoignent en mariant rock, techno, folk et classique

LORIENT de notre envoyé spécial Si l'on vient au Festival interceltique de Lorient avec la nostalgie d'une Bretagne de carte postale, on est déçu. Ce qui se passe ici ressortit à une culture vivante, rien à voir avec un musée poussiéreux.

ans d'un rassemblement de sonneurs, ce festival est aujourd'hui la plus importante manifestation de tous les amateurs de musique d'une culture partagée. Certains intégristes de la musique bretonne d'hier seraient surpris de voir leurs enfants et petits-enfants danser la gavotte en tenue de rappeur et crête sur la tête.

Une balade dans la ville permet de vérifier cette affirmation. Pas un café, une terrasse, un coin de jardin public qui ne rassemble des musiciens et des festivaliers parlant d'abord le langage de la musique.

Après les concerts inoubliables sous chapiteau, vers minuit, la fête improvisée redémarre autour de lieux mythiques - la salle Camot (un gymnase) et le Pub, encore un chapiteau mais doté d'un grand bar.

coutume est de danser ensemble, à vingt, à cent, à cinq cents, des danses traditionnelles des régions de Bretagne : pilm, rondes, gavottes... Le parfait antidote à l'individualisme. Le public est incroyablement bigarré : des jeunes en phase avec la mode et des moins jeunes habillés comme à la ville, des Ecossais en kilt.

dans la ville, des milliers de danseurs et musiciens des « nations celtes » ont défilé. Comme chaque année, juste pour la beauté du geste. Ils sont venus des quatre coins de la région mais aussi des îles Britanniques et de plus loin.

Ramon Prada, coloriste des Asturies

NUIT DES ASTURIÉS. 1^{re} partie : Llan de Cubel ; Mari Luz Cristobal Caunedo et Xuan Rodriguez. 2^e partie : Orchestre symphonique de la principauté des Asturies, Maximilano Valdes (direction). Par Alberto Fernandez Varillas, gaita, et Celia Gonzales, zanfona.

comme Saint-Saëns, Dukas ou Vaughan-Williams... Dramatiquement gentillette, ces musiques pourraient servir, au mieux, de générique de télévision avec, toutefois, quelques mesures plus inventives dans la dernière partie des Scènes asturiennes.

Le morceau de bravoure de cette nuit fut la création mondiale de La Nuit celte. Composée par Ramon Prada, cette pièce de quarante-cinq minutes est une suite symphonique pour orchestre, gaita, zanfona (vielle à roue) et ensemble de gaitas.

Alberto F. Varillas à la gaita.

Alan Stivell, divinité intergalactique transmanche

ALAN STIVELL : 1 DOUAR (UNE TERRE). Alan Stivell : chant, harpe celte, tin whistle, cornemuse, Pascale Le Berre-Pascal, claviers, Robert Le Gall, guitare et violon, Pascal Sarton, basse, Christophe Gallizo, batterie, Khiffa Rachedi, percussions, Breda Mayock, flûtes, Orchestre de chambre du Festival interceltique, Chœur d'hommes Kanerion an Oriant, Bagad an Oriant. Le 11 août.

fort qu'il est impossible de distinguer qui joue quoi, et comment. Instantanément, nous sommes devenus sourds. Le sonorisateur doit l'être depuis plus longtemps.

LORIENT de notre envoyé spécial En spencer blanc, col ouvert, Maximilano Valdes entre sur la scène illuminée. S'emparant d'un micro, le chef présente le plus simplement du monde son orchestre et les œuvres qu'il va diriger.

Le morceau de bravoure de cette nuit fut la création mondiale de La Nuit celte. Composée par Ramon Prada, cette pièce de quarante-cinq minutes est une suite symphonique pour orchestre, gaita, zanfona (vielle à roue) et ensemble de gaitas.

Alberto F. Varillas à la gaita.

Alberto F. Varillas à la gaita.

LORIENT de notre envoyé spécial Sous le chapiteau de Kergroise, Alan Stivell revenait au Festival interceltique pour une nouvelle mouture du spectacle bâti autour de son album-concept intitulé Une terre.

OREILLES CASSEES Du côté des voix, on s'inquiète. Celle d'Alan Stivell, d'habitude plus assurée, se promène dangereusement. Tout comme les voix féminines qui l'accompagnent.

Sous le chapiteau géant de Kergroise, le festival consacrait une soirée à la musique des Asturies, région du nord de l'Espagne qui redécouvre son passé celte. Après, en première partie, un groupe folk très « irlandisé », Llan de Cubel, et une étonnante chanteuse des montagnes, la Nuit des Asturies présentait un programme de musique populaire pour orchestre symphonique et instruments traditionnels.

FILATION ESPAGNOLE Ramon Prada sait construire son récit et faire jouer avec l'orchestre deux instruments traditionnels musicalement limités, la gaita et la zanfona. Il crée de belles couleurs sonores, en jouant fréquemment sur l'alternance des pupitres et les effets de surprise par variation de tempo.

De cette soirée on regrettera le travail de sappe d'un sonorisateur qui a contrecarré la direction précise et délicate du chef. Rénové en 1991, très international et doté d'un

remarquable pupitre de cordes pour la plupart issus des Virtuoses de Moscou, l'Orchestre symphonique des Asturies tire très bien son épingle d'un jeu, somme toute, périlleux car l'œuvre de Ramon Prada, qui revendique tonalité et néoclassicisme, n'est pas aussi aisée à interpréter qu'elle pourrait le laisser croire.

Si le public est conquis, c'est par nostalgie d'un passé musical brillant, mais révolu. Car le présent est empué et casse les oreilles. Beaucoup quittent le navire en perturbation. Ils reviendront pour le Bro Goch ma zadou, l'hymne breton « intergalactique et transmanche », Stivell dit.

Si le public est conquis, c'est par nostalgie d'un passé musical brillant, mais révolu. Car le présent est empué et casse les oreilles. Beaucoup quittent le navire en perturbation. Ils reviendront pour le Bro Goch ma zadou, l'hymne breton « intergalactique et transmanche », Stivell dit.

Films documentaires et remue-méninges à Lussas

C'EST REPARTI pour un tour. Du 16 au 22 août, quelque cent cinquante films seront montrés à Lussas, de 10 heures du matin à minuit, à la faveur de la dixième édition des Etats généraux du film documentaire. Avec l'augmentation régulière de la fréquentation (quatre mille participants attendus cette année) et l'installation d'une salle supplémentaire (assurément belle comme un camion, puisque c'en est un !), Jean-Marie Barbé et son équipe de fidèles devraient être en mesure de cultiver au mieux la triple vocation du festival dont l'urgence originelle est chaque année reconduite : témoigner de l'engagement du cinéma documentaire dans la société, mener une réflexion approfondie sur le genre, et favoriser la rencontre entre le public et des professionnels.

spécialisés, un débat public) développe cette année cinq chevaux. Soit le travail à la télévision, et plus particulièrement la façon dont celle-ci, depuis ses origines, a représenté celui-là. La multiplication, ces dernières années, des lieux de diffusion associatifs du documentaire en France, et l'affinité retrouvée entre cinéma et lien social dont ce phénomène semble témoigner.

on pourra constater, à l'initiative de Anne-Marie Faux, selon sa belle formule, que « les gestes composent une grammaire, une partition qui durent encore. Quand les films obstinent se taisent, que leur demandent leurs filmeurs ? »

TROIS QUESTIONS À...

DIDIER SQUIBAN

1 Vous êtes l'un des tout premiers musiciens à interpréter le répertoire traditionnel breton au piano. Pourquoi avoir choisi cet instrument classique ? Par hasard. Quand j'étais enfant, mon oncle tenait un dancing à Ploudalmézeau. Un jour, il a invité Claude François qui a exigé un piano. Il en a donc acheté un. Quand le jour du concert est arrivé, Eddy Louiss accompagnait Claude François à... l'orgue. Dégoûté, mon oncle m'a donné le piano, et le beau de Ploudalmézeau m'a appris à en jouer. Ensuite, j'ai tenu l'orgue à l'église et j'ai appris un grand nombre de cantiques, qui sont souvent issus de mélodies profanes : Ar baradoz (Le Paradis) s'intitule aussi Jenovefa. J'ai écouté des disques, beaucoup lu de musique. A dix-huit ans, j'ai découvert Bill Evans. J'ai rapidement compris que le jazz était mon langage, et la musique traditionnelle, mon vocabulaire.

Il y a cinq ans, Dan Ar Braz m'a demandé de le remplacer au piano pour accompagner Yann Fanch Kemener, qui a une voix étonnante. Ce fut le début de notre collaboration. Enez Eusa (l'île d'Ouessant, en français), pour moi, c'est un vrai standard de jazz, du type Funny Valentine, mais dans un genre différent. Avec l'album Molène, j'ai voulu prendre plus de risques. Sans la voix, je suis plus libre. C'est à moi de développer la ligne mélodique, et non plus au chanteur.

vele présentation d'un répertoire, en improvisant, en soulignant le swing des danses, et la beauté mélodique des airs. Je vais éditer seulement les thèmes que j'ai arrangés, sans mes improvisations.

Moteur principal de la mini-machinerie lussassienne, la session thématique (un coordinateur, une programmation, des intervenants

comme Chris Marker ou Jacques Kébedian, l'annonce de 68. Enfin, faute de paroles et privé de mots,

Jacques Mandelbaum

Propos recueillis par Philip de la Croix

* Didier Squiban est en concert, en solo, au Festival interceltique de Lorient, le jeudi 13 août, à 21 h 30, au palais des congrès.

مركزاً من رصاص

L'été, le cinéma a rendez-vous avec les nanars et les grandes reprises

Soixante-dix nouveaux films en juillet et en août à l'affiche, mais quels films ?

Soixante-dix nouveaux films sortent dans les salles cet été. Ainsi distributeurs et exploitants semblent-ils répondre au souhait, soutenu par le

ministère de la culture, que l'été ne soit plus une période creuse. L'amateur du septième art préférera pourtant encore les reprises, que Paris

offre à profusion, mais aussi, désormais, la province, comme le Sud-Ouest avec l'opération Ciné-sites ou le Festival du Gindou.

« UN CONTRESÈNS », dit la publicité commanditée par la FNCF (Fédération nationale des cinémas de France, qui regroupe les exploitants de salles), insistant sur les soixante-dix nouveaux titres à l'affiche durant la période estivale. Cette année, c'était décidé, les vacances ne seraient pas la période creuse traditionnelle, tout le monde devait y mettre du sien, et Catherine Trautmann était arrivée en renfort, décrétant une hausse du soutien automatique aux producteurs et distributeurs qui, à la suite des Anglais et des chiens fous, tentaient l'aventure d'une sortie en plein soleil. A cette vaillante tentative, il n'aurait manqué qu'une chose : les films.

L'usage veut que l'été soit le rendez-vous des nanars, les distributeurs profitant de la distraction des vacanciers pour écouler leurs fonds de tiroir, mais aussi quelques pépites qui font les délices des fureteurs. Cette année, malgré les efforts ministériels et professionnels, la moisson de nouveautés est singulièrement décevante. Du moins sur le plan artistique, le cinéma ayant mieux résisté que prévu à la

concurrence du Mondial, et poursuivant sur sa lancée grâce en particulier aux succès de *L'Arme fatale 4* et d'*Armageddon* - ce qui n'arrange pas la part de marché du film français, mais cela est une autre histoire. Pour voir des beaux films, et pas seulement profiter de la climatisation en s'enfilant du pop-corn et des effets spéciaux, il faut donc encore et toujours avoir recours aux reprises.

PARIS TOUJOURS UNIQUE
Elles aussi connaissent d'ailleurs un authentique succès économique : les 1 891 entrées de *Qui était donc cette dame ?* de George Stevens avec Tony Curtis et Janet Leigh (Rédif Médias Logos) ou les 1 582 entrées de *Contes de la lune vague après la pluie* (Studio des Ursulines), chacun dans une seule salle parisiennne, constituent des records qu'environnent bien des titres « commerciaux ». Surtout, il faut dire et redire combien Paris est un lieu unique au monde par la diversité des œuvres accessibles. La plus belle rétrospective de l'été, la plus originale, est sans conteste le vaste ensemble consacré à Mizoguchi,

intégré par la Cinémathèque et poursuivi aux Ursulines. Mais on peut aussi voir des rétrospectives consacrées à Terence Malick (MK2 Quai de Seine), Satyajit Ray (Les 3 Luxembourg), Ingmar Bergman (Saint-André-des-Arts), Eisenstein (Denfert), aux Frères Coen (MK2 Odéon) et à Godard (Rédif Médias Logos), Marguerite Duras (Le Républicain) comme aux Marx Brothers (Action Ecoles). Une telle profusion permet des réévaluations pratiquement toujours à la hausse, voire des effets de montage forts, souvent ludiques et parfois féconds, pour qui aura le loisir et la curiosité de s'inventer son propre trajet d'une salle à l'autre.

Et il n'y a pas que les rétrospectives. Parmi les films « à l'unité », il faut saluer le singulier *Les Anges du boulevard* (Quartier Latin), petite des studios de Shanghai d'avant-guerre, comme le splendide *Horizont d'été* (MK2 Odéon), MK2 Bastille, MK2 Quai-de-Seine) de Clint Eastwood, rendre visite au bondissant *Sorcerer* (Majestic Passy) de George Sidney comme au bouleversant *Yasha* (MK2 Parnasse) d'Iriza Ouedraogo, ou ne pas ra-

ter deux merveilles signées Manoel de Oliveira, une grande (*Francisco*) et une petite (*La Part*).

Parmi tant de beaux films, un mot pour une rareté rééditée (en copie pas neuve du tout à l'Action Ecoles), le passionnant *Gulliver pour trois abeilles* de Joseph Maklewicz, film d'une modernité neuve et cruelle dont chaque plan est à la fois une surprise et une friandise. Le film figure aussi dans l'épatante programmation du Festival du cinéma en plein air de La Villette « Au fil de l'eau », que le beau temps revient perméent enfin d'apprécier complètement.

CINÉ-SITES DANS LE SUD-OUEST
Paris est, c'est vrai, incomparablement privilégiée, mais la capitale n'a pourtant pas le monopole des retrouvailles avec les grands films : ainsi de l'opération Ciné-sites qui se déploie dans de nombreux lieux historiques dans tout le Sud-Ouest, ou, dans la même région, mais beaucoup plus exotique dans ses choix artistiques, le Festival du Gindou (du 22 au 29 août).

J.-M. F.

Quand Jean Renoir formulait son « art poétique » avec Flaubert

Madame Bovary. Mal jugé par son auteur, ce film est une expérience essentielle de « réalisme intérieur »

Film français de Jean Renoir. Avec Valentine Tessier, Pierre Renoir, Max Dearly, Fernand Fabre. (2 heures.)

Plus qu'à Vincente Minnelli (1949), Claude Chabrol (1991) ou Manoel de Oliveira, qui n'en propose pas moins une sublime récréation (*Vol Abraham*, 1993), on ne peut s'empêcher de penser que le roman de Flaubert, pour d'évidentes affinités de style, d'esprit et de culture, devait échoir à Jean Renoir. Pourtant, le film aura connu un échec public, durablement la critique, et occupé de surcroît une place mineure dans les principales exégeses consacrées à son œuvre.

Madame Bovary est de fait un objet problématique, ne serait-ce que de l'aveu même de son auteur, qui le jugea rétrospectivement « un peu ennuyeux » et en imputa la raison aux coupures exigées par les distributeurs, qui obtinrent de la réduire au tiers de sa durée (de trois heures). La perte des chutes empêcha qu'on sût jamais à quoi ressemblait le film initial - « c'était très long et c'était bien meilleur », précise Renoir. Cette mutilation lui a donné une aura qui n'est pas pour rien dans l'admiration de ses défenseurs. André Bazin ou Eric Rohmer y voient une œuvre où le cinéaste aura formulé son « art poétique », sondant « les rapports fondamentaux entre la liberté et la règle, l'être et l'apparence ».

Madame Bovary constitue une étape essentielle dans l'élaboration d'une esthétique qui, depuis *La Chienne* (1931), annonce ce film pré-

curseur du néoréalisme qu'est *Toni* (1934). L'hypothèse peut paraître paradoxale dans la mesure où *Madame Bovary* - explicitement défini par Renoir comme « une expérience avec les gens de théâtre » (tous les acteurs du film le sont) - semble de prime abord se situer aux antipodes de l'expérience stylistique de *Toni*. Le film privilégie les cadres dans le cadre, multiplie à travers portes et fenêtres un point de vue sur le monde défini comme une scène où les personnages sont désignés comme les victimes consentantes de la représentation. Le coup de génie de Renoir, c'est d'avoir adapté la matière romanesque de Flaubert en faisant ce détour par le théâtre, de telle sorte que le cinéma en restitue l'intime vérité.

THÉÂTRE FILMÉ, UNE POLÉMIQUE

Sans doute l'esthétique du théâtre constitue-t-elle d'une façon générale pour Renoir, comme le remarque Pierre Haffner (*Jean Renoir*, Rivages, 1988), « un fondement du cinéma ». Mais, plus encore, on retrouve là la notion de « réalisme intérieur » chère au cinéaste, qu'André Bazin va brillamment développer : l'adaptation cinématographique, loin de subordonner le sentiment de réalité à l'accumulation des faits réels, doit au contraire l'évoquer par l'insistance infinitésimale de certains détails (par exemple les tableaux animaliers), tout en accusant par ailleurs les conventions proprement théâtrales. Voilà pourquoi lorsque Bazin, en 1951, juge que le retour du « théâtre filmé » (Cocteau, Welles, Bresson...), loin de constituer une dégénérescence du cinéma, témoigne au contraire

de la maîtrise accrue de son langage et de son approfondissement esthétique sous le signe de la conquête du réalisme, il nous permet de mieux comprendre le cheminement, et non la fracture apparente, qui permet à Renoir de tourner *Toni* dans la foulée de *Madame Bovary*. Il met en lumière un phénomène intéressant rétrospectivement l'évolution du cinéma lui-même, qui, comme on le sait, a largement puisé son inspiration, au début du parlant, dans la littérature et plus encore dans le théâtre. Renoir ne fait pas exception à la règle, en adaptant coup sur coup Feydeau (*On purge bébé*, 1931), Georges de La Fouchardière (*La Chienne*, 1931), Georges Simenon (*La Nuit du carrefour*, 1932), René Fauchois (*Boudu sauvé des eaux*, 1932), Roger Ferdinand (*Chotard et Cie*, 1932), Flaubert enfin avec *Madame Bovary*.

Cette vogue du théâtre filmé, et la polémique qui s'ensuit, aura deux conséquences majeures. Elle permet d'abord aux réalisateurs, en butte au mépris des gens de lettres et des auteurs dramatiques, de s'émanciper progressivement de cette tutelle en faisant à leur tour reconnaître leur statut d'auteurs, notion promise en France à une certaine fortune. Elle engendre ensuite, parmi beaucoup de médiocrités qui justifient la défiance originellement portée au genre, des œuvres où le réalisme cinématographique semble faire son lit dans la transfiguration de la dramaturgie théâtrale, et l'on aura reconnu Marcel Pagnol, qui ne deviendra sans doute pas pour rien le producteur de *Toni*.

Jacques Mandelbaum

LES FILMS DE LA SEMAINE

LE VEILLEUR DE NUIT

Ole Bornedal est l'un des nombreux réalisateurs européens à signer son entrée à Hollywood par un remake de son film précédent. Il était donc à craindre que *Le Velleur de nuit* ressemble à un devoir appliqué de bon élève soucieux de faire plaisir à ses commanditaires. A partir d'une idée banale (un serial killer terrorise une ville en s'attaquant aux prostituées qu'il assassine sauvagement avant de leur arracher les yeux), Ole Bornedal fait preuve d'un véritable talent pour susciter l'angoisse. En concentrant la majeure partie de son action dans une morgue, sur laquelle doit veiller un jeune étu-

diant (interprété par un Ewan McGregor très convaincant, au jeu intelligemment sobre), il réussit à créer un climat glauque, inquiétant, reposant uniquement sur la paranoïa grandissante de son héros. L'absence d'effets gore et de ficelles habituelles du cinéma d'horreur fait davantage penser à Jacques Tourneur, dont Ole Bornedal a retenu l'une des leçons : suggérer le mystère sans jamais le montrer. Malheureusement, l'incohérence de la deuxième partie du scénario et une avalanche d'homologues empêchent *Le Velleur de nuit* d'être plus qu'un bon film de genre. *Sauvel* Blumfeld Film américain d'Ole Bornedal. Avec Ewan McGregor, Patricia Arquette, Nick Nolte. (1 h 48.)

THE BIG HIT

Comme ses collègues John Woo ou Tsui Hark, Kirk Wong a répondu aux appels de Hollywood en mal de renouvellement stylistique, trouvant une échappatoire à la perte de vitalité du cinéma hongkongais et à la restitution de la colonie à la Chine populaire. Mais Kirk Wong était, lui, un pur spécialiste du film d'action violent et sombre. En allant réaliser son premier film aux Etats-Unis, il cherche à modifier son image avec

cette comédie émaillée de scènes spectaculaires. Racontant les tribulations d'un quatuor d'hommes de main qu'il filme comme des Tortues Ninja humaines, il se concentre sur les mésaventures familiales et professionnelles du plus gentil d'entre eux. La cible de cette comédie est rien de moins que les clichés du cinéma grand public américain (ce qu'en d'autres temps on aurait appelé l'idéologie dominante) : le héros positif, le couple, la famille, la division du travail au service du boulot (quel que soit celui-ci) bien fait quoi qu'il arrive. Mais, si la virtuosité de Kirk Wong dans les scènes de bagarres et de poursuites reste entière (il invente notamment quelques mémorables figures de combat au pistolet inspirées du hip-hop), le mélange action-comédie semble souvent forcé, et la charge antibollywoodienne plus roublarde qu'audacieuse. *J.-M. F.*
Film américain de Kirk Wong. Avec Mark Wahlberg, China Chow, Lou Diamond Phillips, Avery Brook, Boken Woodbine, Christina Applegate. (1 h 31.)

ELLES

Produit par une société luxembourgeoise qui s'est montrée plus inspirée (*La Promesse*, des frères Dardenne), réalisé par un cinéaste portugais qui n'aime visiblement

pas le cinéma. Elles est une comédie européenne francophone censée se dérouler à Lisbonne et évoquer les démentels sentimentaux de cinq amies dans la fleur de l'âge. En réalité, il s'agit d'un objet parfaitement identifiable sous les pires espèces de la télévision, à mi-chemin du kaléidoscope publicitaire et de la sitcom bécote, avec un fuculaire lisboète en guise de principal plan de coupe entre les scènes d'intérieur. Carmen Maura en présentatrice télé branchée, Mioc-Mioc en enseignante amoureuse du fils d'une de ses amies, Guesh Patti en chanteuse nymphomane, Maria Berenson en esthéticienne lesbienne et Marthe Keller en divorcée déprimée incarnent les malheures concurrencées de cette Evrouision de la psychologie féminine. *J.-M. F.*
Film franco-luxembourgo-portugais de Luis Galvão Teles. Avec Carmen Maura, Miu-Miu, Maria Berenson, Guesh Patti, Marthe Keller. (1 h 55.)

DR. DOLITTLE

CURSUS FATAI LA PROPOSITION REACTIONS EN CHAÎNE LOVED ÇA NE SE REFUSE PAS ON VA NOLLER PART ET C'EST TRÈS BIEN Les critiques de ces films seront publiées dans nos prochaines éditions.

SORTIR

PARIS

Paris vu par... Lubitsch
Dans le cadre de la thématique « Paris vu par... les cinéastes étrangers » que propose la Vidéothèque de Paris jusqu'au 25 octobre, cinq journées sont consacrées au cinéaste Ernst Lubitsch (1892-1947). Berlinois d'origine, Américain d'adoption, Ernst Lubitsch a souvent utilisé Paris comme décor. Au milieu des joyaux de la période américaine des années 30 (*Haute Pègre*, *Sérénade à trois*, *Ange*, *La Huitième Femme de Barbe-Bleue*, *Ninotchka*) seront présentées deux opérettes musicales interprétées par Maurice Chevalier (*Une heure près de toi*, *La Veuve Joyeuse*) ainsi que trois films moins connus : *L'homme que j'ai tué*, réflexion sur la mort et l'absurdité de la guerre, et deux films russes, *Madame du Barry*, reconstitution historique du XVIII^e siècle tournée par Lubitsch en Allemagne au début de sa carrière, et *Montmartre*, avec Pola Negri, qui seront projetés avec un accompagnement musical au piano. Vidéothèque de Paris, 2, Grande Galerie, Nouveau Forum des Halles, porte Saint-Eustache, Paris-3^e. M^e Châtelet-Les Halles, Du 12 au 16 août. Tél. : 01-44-76-62-00.

MULHOUSE

Jazz à Mulhouse
La Chapelle-Saint-Jean, en début de journée, et *L'Entrepôt*, à partir de 18 heures, sont devenus les lieux principaux de Jazz à Mulhouse, festival très libre, très mouvementé, plutôt européen, sans frontières depuis des années. Après un

démarrage dès le 13 août avec le Cultivated Swab Jazz Band dans des communes voisines et plusieurs concerts dans différents lieux publics de la ville, le festival prendra son rythme avec des propositions fortes du 19 au 22 août. Volapük, Elliott Sharp et Le Quan Ninh, Akash S. et son Unit, débuteront le 19, suivis d'Iva Bitova, Double Jeu Trio, Louis Sclavis/Jean-Pierre Drouot, Daunik Lazo avec Michel Doneda, Marc Dresser, Fawzi Al-Aiedy, pas mal de Néerlandais (le groupe The Ex, Ernst Reijseger, l'Instant Composers Pool avec Misha Mengelberg, Michael Moore, Han Bennink...) et l'Allemand Peter Brötmann pour clore l'une des manifestations les plus indispensables de l'été. Jazz à Mulhouse, BP 1335, 68056 Mulhouse Cedex. Du 13 au 22 août. Tél. : 03-89-45-63-95. Pass Festival 300 F.

PARTHENAY (Deux-Septes)

De bouche à oreille
La première partie de cette 12^e édition du festival est déployée en Gâtine, et consacrée à la voix (parlée, racontée, chantée). La seconde a lieu à Parthenay, et fait la part belle au violon, aux instruments traditionnels. En concert en ville : Joe Cormier (Québec), Vilsen (Sudde), le 19 ; Drailles, Ensemble de violons traditionnels poitevins (France), le 20 ; Christian Lanau (France), Kevin Burke (Irlande), Chants du monde, avec Jean-Marc Padovani, Keyvan Chemirani, le 21 ; Jean-François Vrode, Nadim Nabartoglu (Turquie), le 22. Du 13 au 16 août en Gâtine. Du 19 au 23 à Parthenay. Tél. : 05-49-94-90-70.

GUIDE

FESTIVALS

Au fil de l'eau
Silly Bude de Peter Ustinov : le 12, à 22 h ; Les Diaboliques de Henri Georges Clouzot : le 13, à 22 h. Parc de La Villette, Prairie du triangle, 19^e 01-40-03-76-92.
Ingmar Bergman
Le Visage : le 12, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *Musique dans les ténèbres* : le 13, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. Saint-André-des-Arts 1, 01-43-26-48-78.
John Cassavetes
Opening Night : le 12, à 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; *Shadows*, le 13, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaubourg, 01-42-22-87-23.
Jean-Luc Godard
Le Petit Soldat : le 13, à 12 h 05.
Ruffet Médias III, 9^e (01-43-54-42-34).
Alfred Hitchcock
La Main au collet : le 12, à 16 h, 18 h, 20 h ; *Le Faux Coupable* : le 13, à 14 h 10, 16 h, 18 h, 20 h. Le Champo-Space Jacques-Tati, 5^e (01-42-54-51-60).
Inédits d'Amérique
The Second Civil War de Joe Dante : le 12, à 22 h ; le 13, à 22 h ; *Stik The Life and Death of Bob Flanagan* de Kirby Dick : le 13, à 18 h.
Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30).
Max Ophüls
Lois Mores : le 12, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *Madame de...* : le 13, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
L'Ariéquin, 6^e (01-45-44-28-80).
Per Paolo Pasolini
Solo ou les Cent Vingt Journées de Sodome : le 12, à 17 h 20 ; *L'Évangile selon Matthieu* : le 12, à 21 h 10 ; *Les Contes de Canterbury* : le 13, à 15 h 10 ; *Le Décaméron* : le 13, à 17 h.
Accorone, 5^e (01-46-33-86-86).
Sergueï Ray
La Grande Ville : le 12, à 16 h 15, 18 h 45, 21 h 15 ; *Le Lèche* : le 13, à 13 h 45, 15 h 45, 17 h 45, 19 h 45, 21 h 45.
Les Trois Luxembourg, 6^e (01-46-33-87-77).
Oson Welles
Citizen Kane : le 12, à 15 h 45, 19 h 50 ; *Vérités et Mensonges* : le 13, à 14 h, 15 h 40, 19 h 50.
Le Champo-Space Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60).

de Marguerite Duras, mise en scène de Pierre Tabard, avec Catherine Sellers, Pierre Tabard et François Cognard. Studio des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^e Alma-Marceau, Le 12, à 20 h 45. Tél. : 01-53-23-99-19. 60 F et 150 F.
Comment la dira-t-on ?
Après douze entrées entre Daniel Emilfork et Frédéric Laidjers. Théâtre Gérard-Philipe, 53, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Le 12, à 20 h 30. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.
Le Dernier Bande de Samuel Beckett, avec Etienne Bierry. Poché-Montparnasse, 75, boulevard du Montparnasse, Paris 6^e. M^e Montparnasse-Bienvenue, Le 12, à 21 heures. Tél. : 01-45-49-52-97. 100 F et 130 F.
Félo
Par les Coïpoteurs, compagnie d'Agathe Olivier et Antoine Rigot, mise en scène de Hud. Espace Chapiteau du Parc de La Villette, Paris 19^e. M^e Porte de La Villette, Le 12, à 20 heures. Tél. : 08-43-07-50-75. 90 F et 110 F.
Florence Chitambati et Paul Melnotte Quartet
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14^e. M^e Galvè, Le 12, à 21 heures. Tél. : 01-43-21-56-70. De 100 F à 150 F.
Serge et Nino Raherson Trio
All Jazz Club, 7, rue Saint-Benoît, Paris 6^e. M^e Saint-Germain-des-Près, Le 12, à 22 h 30. Tél. : 01-42-61-53-53. De 120 F à 160 F.
Anak Wanted Sound-System
Péniche Makara, quai de la Gare, Paris 13^e. M^e Quai-de-la-Gare, Le 12, à 21 heures. Tél. : 01-44-24-09-50. 40 F.
Sergent Garcia
Reggae, ragga et salsa.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Écoles, Paris 10^e. M^e Château-d'Eau, Le 12, à 21 h 30. Tél. : 01-45-23-51-61. 120 F.

RESERVATIONS

The Artist (ex-Prince)
Zénith, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. Le 21 août, à 20 heures. Tél. : 01-42-08-60-00. De 240 F à 385 F.
Péla feuillante
de Alain Stern, mise en scène de Didier Long, avec Brenard Fresson, Claude Evarad, Frédéric Quiring. Petit Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, Paris 9^e. A partir du 26 août. Tél. : 01-42-80-01-91. 180 F et 230 F.

DERNIERS JOURS

22 août :
Prix européen d'architecture Pavillon Mies Van der Rohe Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournay, Paris 6^e. Tél. : 01-46-39-90-36. De 12 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.

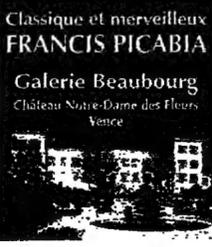
L'été des festivals

sur INTERNET

Durant tout l'été, sillonnez la France des festivals et consultez le site Web du MONDE

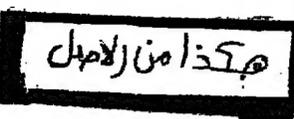
avec les articles du journal, les programmes et des reportages multimédias.

www.lemonde.fr



Classique et merveilleux FRANCIS PICABIA

Galerie Beaubourg Château Notre-Dame des Fleurs Venise



FILMS DE LA SOIRÉE

- 20.30 La Fémelle... Jacques Tourneur (États-Unis, 1942, N. v.o., 75 min.)... 21.00 Outrages... Brian De Palma (États-Unis, 1989, 120 min.)...

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 19.00 De l'actualité à l'histoire... La fin de la IV^e République... 19.00 Rive droite, rive gauche... La médiocratie vivante dans l'autarcie?...

COMPLEXES LÉGENDES DU XX^e SIÈCLE

- 20.05 Complexes légendes du XX^e siècle... 20.20 Gianni Versace... 20.30 Le Monde en rythmes... 20.30 La Vallée du Rift...

THÉÂTRE

- 22.45 Mec Méc Mac... Pascal Lussau... 0.35 Les Fourberies de Scapin... Molière, mise en scène Jean-Luc Moreau...

NOTRE CHOIX

19.30 Arte Tous les étés du monde C'est devenu un marronnier: chaque année aux beaux jours, en guise d'habillage d'antenne saisonnier, les chaînes lancent leur Lambada. Cet été, Arte revêt les couleurs du voyage et les sons du monde. Elle a donné carte blanche aux Télécréateurs, des jeunes réalisateurs qui ont (notamment) à leur actif le générique de «Tracks», pour des petits films d'animation, six intitulés d'une minute illustrant chacun une région de la planète (Bretagne, Espagne, Turquie, Cameroun, Angola, Cuba) à partir d'une chanson. «Pour nous qui, depuis La Sept, avons un passé dans le world music, explique Henri L'Hôte, responsable de l'antenne et de l'habillage, c'est une façon de se démarquer des autres chaînes en montrant que les musiques du monde, ce n'est pas forcément de la «dance». » Et un (bon) moyen de préserver son originalité en faisant comme tout le monde. — V.Z.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1 18.10 Contre vents et marées... 19.05 Melrose Place... 20.00 Journal, L'usage du jour, Météo... 20.55 Sagas. Changements de vie... 22.55 Le Secret du Sahara... 1.15 TF1 nuit, Météo.

ARTE

- 19.00 Beany & Cecil... 19.30 Borneo, le prix des flammes... 20.00 L'invasion des tortues de mer... 20.30 8 1/2 Journal... 20.45 Les Mercrédies de l'Histoire... 21.40 Les Cent Photos du siècle... 21.50 Musica, Le Soirée, de Mahler... 23.25 La Lucarne... 0.40 Profil, Heilmut Schmidt... 1.40 Mur murs... Film, Agnès Varda.

FILMS DU JOUR

- 13.25 Les Équilibristes... Nico Papajanic (France, 1991, 120 min.)... 16.00 Ces dames au chapeau vert... Maurice Cloche (France, 1927, N. 105 min.)...

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 13.00 Les Dossiers de l'histoire... Chronique géométrique de la Suisse... 14.00 Le Canal à savoir... Économie du cinéma... 17.00 De l'actualité à l'histoire... La fin de la IV^e République... 17.00 Le Gal Savoir... La comédie de la IV^e République...

ARCHITECTURES

- 20.00 Architectures... La familiarité de Guise... 20.00 Voyage au cœur du règne animal... 20.20 Catastrophes aériennes... pourquoi?...

THÉÂTRE

- 21.00 Requiem opus 89, de Dvorak... Par l'Orchestre symphonique et les Chœurs de Prague... 21.25 Evelyn Glennie... en concert... 22.30 Francofolies de Montréal... 22.55 Symphonie n° 8, de Dvorak...

NOTRE CHOIX

20.40 Arte La Fin d'une illusion Prague 68, l'agonie d'un printemps

A VOIR les images des chars soviétiques jouer les éléphants dans la porcelaine de Prague, on comprend vite, en ce mois d'août 1968, que les événements qui se déroulaient là-bas étaient autrement plus dramatiques que ceux qui venaient de soulever le pavé parisien. Dans La Fin d'une illusion, de Christian Vinkeloel et Gina Kovacs, qui ouvre la Théma à Prague 68, l'autre printemps, Jiří Pelikán, alors directeur de la télévision et l'un des animateurs du printemps, raconte comment il réussit à soustraire à l'occupant les images du coup de force du «grand frère» qui inonderaient l'Occident. Une première!

Le plus poignant dans ce film, le premier à «célébrer» le trentième anniversaire de l'intervention des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, le 21 août 1968, c'est le sourire d'agneau de Dubeček (enfin un dirigeant communiste qui sourit!) au milieu de tous ces hommes au chapeau gris prêts à dévorer l'impertinent réformateur, feignant de négocier alors que l'occupation est décidée - Brejnev, le chef de meute, a le regard le plus fier. Moscou ne peut supporter un seul écart de ses vassaux. Dubeček est déjà une non-personne, condamnée au jardinage du côté de Bratislava. Il y eut 72 morts et plus de 250 blessés. Mais pratiquement pas un coup de feu ne fut tiré par la foule désespérée, brisée dans son élan de liberté, vers ces jeunes soldats, pétrifiés sur leurs tourelles, comme leurs cadets plus tard en Afghanistan.

Aujourd'hui Jaruzelski, alors ministre polonais de la défense, n'a pas un regret. En revanche, un général soviétique à la retraite, barbe à la Tolstoï, a presque la larme à l'œil: «Tout cela a été une tragédie.» Encore plus terrible que celle de Hitler, ajoute un Pragois, parce que ceux qui venaient nous opprimer s'étaient déclarés nos frères. Il faudra attendre plus de deux décennies, durant lesquelles la répression reprit de plus belle, pour que la Tchécoslovaquie se défasse du joug communiste, et que le dernier soldat soviétique - le 27 mai 1991 - quitte le pays. Régis Guyotat

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1 13.50 Les Feux de l'amour... 14.35 Arabesque... 15.25 Médécia à Hôpital... 16.20 60 ans... 16.30 Sunset Beach... 17.20 Beverly Hills... 18.10 Contre vents et marées... 19.05 Melrose Place... 19.30 Le Journal de l'air... 20.00 Journal, Météo... 20.55 Sagas... 22.55 Le Secret du Sahara... 1.15 TF1 nuit, Météo.

LA CINQUIÈME/ARTE

- 13.55 Les Lumières du music-hall... Bruno Coquatrix... 14.25 Les Cinéma et rencontre... 15.25 Arabesque... 16.20 60 ans... 16.30 Sunset Beach... 17.20 Beverly Hills... 18.10 Contre vents et marées... 19.05 Melrose Place... 19.30 Le Journal de l'air... 20.00 Journal, Météo... 20.55 Sagas... 22.55 Le Secret du Sahara... 1.15 TF1 nuit, Météo.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES: Signalé dans «Le Monde Télévision-Radio-Multimédia». On peut voir... Chez d'œuvre ou classiques... Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et de la télévision...

18.30 Majuscules... Le chef d'orchestre Christoph von Dohnanyi... 19.30 Classeuse affaires-soir... 20.40 Les Soirées... L'univers de Rachmaninov... 22.40 Les Soirées... Médécia chères, de Rachmaninov, Tchakovski, Scriabine.

